

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication**

Les frictions territoriales entre les activités agricoles et minières : le cas d'Aija au Pérou.

Auteur : Rafael Camilo Salgado Olivera

Promoteur(s) : Emmanuelle Piccoli

Lecteur(s) : Rosetta Collura

Année académique 2018 - 2019

Master de spécialisation en développement, environnement et sociétés

DECLARATION DE DEONTOLOGIE

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux,...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Les enfants, les petits-enfants s'en vont.
Ils vont à Huaraz. Ils vont à Lima,
ou là où ils pensent pouvoir trouver un avenir meilleur.
Mais ils quittent cette terre la laissant sans avenir,
un avenir qu'elle devrait avoir.
Dr Guido Antúnez de Mayolo Larragan.
Documentaire "La ville des écluses" Mario Osorio.

REMERCIEMENTS

Il y a un peu plus de deux ans, je suis arrivée en Belgique pour venir faire ma maîtrise, mais aussi pour vivre ici, dans le pays de ma partenaire Noémie et de ma fille, Micaela, qui est belge et péruvienne.

Il m'a fallu deux ans pour terminer ma maîtrise, et beaucoup de choses se sont passées sur cette route, y compris la naissance de ma fille. Et même si j'étais parfois frustré, j'ai aussi eu l'occasion de rencontrer d'autres camarades de classe, surtout dans des pays africains. Je remercie tout d'abord les ellxs, les deux groupes, d'avoir posé des questions sur mes propres expériences et idées en connaissant les leurs.

Je remercie tous mes professeurs, mais surtout Emmanuelle, ma promotrice, qui m'a accompagnée tout au long du processus de la maîtrise et qui a guidé mes réflexions, me laissant toujours toute liberté pour suivre le chemin de réflexion que je voulais.

Cela a été deux années de réflexions intenses, et chacune d'entre elles j'en ai discuté en famille, chaque matin avec un café j'en ai parlé à Noémie et c'est avec elle que j'ai construit les meilleures idées que ce travail puisse avoir. Avec elle, notre fille et nos familles, nous nous sommes bâti une vie des deux côtés de ce grand lac appelé l'Atlantique.

Et je suis particulièrement reconnaissant à tous les producteurs avec qui j'ai pu m'entretenir au cours du travail de terrain, et en général, pendant toutes ces années où j'ai eu l'occasion d'être proche d'ellxs en apprenant de leurs expériences et de leurs luttes quotidiennes pour la défense de leurs territoires et leurs modes de vie.

Table des Matières

1. Introduction	1
3. Revue historique	10
a. La période autonome avant 1524	11
b. Le période de la domination coloniale 1524 - 1821	12
c. Le période de la République 1821 - 1990	14
d. La période des ajustements structurels et globalisation	17
4. Étude de Cas.....	21
4.1 Description d'Aija	21
4.2 L'Agriculture à Aija	36
4.3 Les exploitations minières à Aija	44
5. Perspectives théoriques et Analyse.....	57
5.1 Perspectives théoriques	57
5.1.1 Friction territoriale	57
5.1.2 Aija en tant que espace local.....	61
5.2 Analyse de la situation à Aija, les frictions territoriales	65
Friction territoriale produite pour le contrôle de l'espaces et de ses ressources	66
Friction territoriale produite pour qui décide de ce qui est fait à Aija.....	70
Friction territoriale produite entre deux modes de vie	77
6. Conclusions	85
Bibliographie.....	89
Annexe.....	93

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : carte de la région d'Ancash et de la province d'Aija.....	22
Figure 2 : bassins hydrologiques, Culebras et Huarmey, qui sont nées à Aija.....	23
Figure 3 : Concessions minières province d'Aija 2016 – CooperAccion.....	31
Figure 4 : Concessions minières province d'Aija par société minière 2018.....	32
Figure 5 : Réseau routier Ancash simplifié.....	34
Figure 6 : Zones des unités productives agricoles à flanc de colline.....	37
Figure 7 : installations et clôture de protection de la société minière Lincuna.....	48
Figure 8 : Résidus miniers situés dans la partie supérieure du bassin Huarmey.....	52

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : nombre d'habitants d'Aija selon les données de l'INEI.....	25
Tableau 2 : nombre d'habitants par district d'Aija.....	25
Tableau 3 : Directoire de communautés paysannes.....	26
Tableau 4 : Etablissements de santé MINSA.....	29
Tableau 5 : niveau de pauvreté et d'extrême pauvreté par province et par district...	33
Tableau 6 : Description du processus minière sur base de la législation.....	55

TABLE DES SCHÉMAS

Schéma 1 : Friction territoriale.....	60
Schéma 2 : Friction produite pour le contrôle des ressources de l'espace.....	67
Schéma 3 : Friction produite pour le droit sur la surface du terrain.....	71
Schéma 4 : Friction produite entre deux modes de vie.....	78

1. Introduction

Au Pérou, l'année 1993 marque un renforcement de l'instauration du néolibéralisme avec l'implémentation de la constitution "fujimoriste". Ce processus s'inscrit dans le contexte mondial qui encourage l'augmentation des espaces dédiés aux activités extractivistes¹ et à l'implantation d'entreprises transnationales. Cela explique en grande mesure l'augmentation des capitaux et les flux d'investissement vers le sud global. Par exemple, en relation aux exploitations minières, au début des années 90, l'Amérique latine recevait à peine 12% des investissements mondiaux dans le secteur minier, mais à la fin de la décennie elle en reçoit environ 33% (De Echave 2007).

Par ailleurs, en relation à l'agriculture, les agriculteurs ont été doublement acculés, d'une part par la concurrence des importations bon marché, d'autre part, par la suppression des aides et soutiens publics et le démantèlement des structures d'appui aux producteurs, les paysans du Sud se sont trouvés dans l'incapacité d'assurer leur propre reproduction. Piégés dans une spirale d'appauvrissement et d'endettement, moins encadrés et soutenus que par le passé, ils n'ont souvent eu d'autres choix que de céder leur terre ou leurs bras aux plus offrants (grands propriétaires terriens, entreprises agro-industrielles, etc.) ou de s'exiler vers les agglomérations urbaines où ils sont venus gonfler des bidonvilles que les campagnes alentours arrivent de plus en plus difficilement à nourrir, ceci quand leurs dettes ne les ont pas contraints au suicide, phénomène qui a pris des proportions dramatiques en Asie du Sud. (Delcourt 2010).

Spécifiquement au Pérou, l'ajustement structurel mis en œuvre par le gouvernement de Fujimori² a commencé avec les privatisations de presque la totalité des entreprises étatiques, ce qui a eu pour conséquence sociale le licenciement massif de fonctionnaires de ces entreprises. En plus, après l'auto-coup d'État de 1992, et le

¹ L'extractivisme se définit ici comme un type d'extraction de ressources naturelles, en grand volume ou à haute intensité, et qui sont essentiellement orientées vers l'exportation en tant que matières premières sans transformation, ou avec une transformation minimale. Il est considéré que l'orientation à l'exportation prévaut lorsqu'au moins 50 % de la ressource extraite est destinée au commerce extérieur. (Gudynas 2013)

² Alberto Kenya Fujimori était le président de la République du Pérou du 28 juillet 1990 au 22 novembre 2000. Ce gouvernement est caractérisé comme une dictature à cause des crimes contre l'humanité et pour des affaires de corruption. En 2004, Transparency International le cite parmi les dix anciens chefs d'États les plus corrompus des vingt dernières années.

processus de changement de la constitution des années 92 et 93 a permis l'ouverture de l'économie péruvienne aux investissements privés, surtout étrangers.

En accord avec le contexte global, cette nouvelle constitution a rendu plus facile, et en grande mesure a encouragé, l'implantation des projets extractivistes. Ainsi, des législations pour la stabilité fiscale et l'affaiblissement du régime foncier au profit des entreprises extractivistes étrangères ont donc été mises en œuvre. Ces changements, surtout liés aux droits à la terre, ont encouragé l'implantation de ces entreprises principalement dans les territoires ruraux.

La localisation de ce type d'entreprises dans les territoires ruraux n'est pas un aspect mineur car ce sont des lieux/espaces où l'État est présent à travers la législation qui encourage l'implantation de ce type d'entreprises mais en même temps absent au moment de défendre les intérêts de la population locale. En plus, ce sont des espaces peu peuplés et où les populations se dédient principalement aux activités agricoles. C'est là que les entreprises extractivistes développent leurs projets, lesquels ont bouleversé la vie des populations locales qui luttent pour continuer à vivre dans ces territoires et à maintenir leurs façons de vivre.

A l'heure actuelle, la conséquence la plus visible de cette réalité sont les conflits écoterritoriaux³. Selon le dernier rapport du bureau du médiateur⁴, 183 conflits actifs ont été identifiés dont 62,9% (115) sont liés au secteur minier. Cela met en avant les résistances des populations locales face principalement aux projets miniers qui sont souvent mis en œuvre sans tenir compte de leurs opinions et avis. En plus, la réponse à ces résistances des espaces dits nationaux ou globaux est l'élaboration et la mise en œuvre de diverses mesures législatives qui permettent d'assurer l'exécution de projets extractivistes.

Ces espaces locaux, comme le cas que nous allons analyser par la suite, peuvent donc être analysés comme lieux d'intersection entre plusieurs processus, liés à

³ ...le terme [conflit socio-environnemental] est insuffisant pour comprendre la nature réelle des scénarios de mobilisation et de conflit autour de l'exploitation minière. Étant donné qu'ils revendiquent le caractère territorial (qui implique l'intégralité des espaces en litige, qui va au-delà des questions d'environnement ou de ressources naturelles), et qu'ils ont un caractère historique et politique (il s'agit de la dispute des modes de vie et non de simples conflits d'intérêts), il serait plus approprié de parler de lutte écoterritoriale ou de conflits biopolitiques. (Hoetmer 2014)

(...) Nous les appelons écoterritoires parce que, fondamentalement, ils découlent de différends sur l'utilisation et la gestion des territoires, imposant des activités qui détériorent l'environnement. (Silva 2017)

différents niveaux territoriaux et entre plusieurs acteurs. Ainsi, au niveau local, nous pouvons mettre en avant les impacts des décisions prises aux autres niveaux territoriaux, le rôle que jouent les différents acteurs tant locaux qu'extra-locaux et les interactions entre les différentes activités économiques développées par ces acteurs.

Cette complexité motive la réflexion sur les processus locaux à partir de la relation entre les activités les plus importantes qui se développent sur le territoire. De plus, depuis plus de cinq ans, je travaille avec les acteurs locaux andins et amazoniens du Pérou, les acteurs internationaux de type ONG ainsi qu'avec les gouvernements (à différents niveaux), afin d'améliorer leurs conditions de vie des populations locales à partir d'une analyse de leur situation au niveau local. Donc nous allons tenter d'illustrer et d'analyser cette complexité au travers de l'expérience de la province d'Aija.

Ma première rencontre avec la réalité d'Aija date de 2015, la population recherchait alors que l'État péruvien déclare l'état d'urgence environnementale à cause de la pollution que les activités minières provoquent et qui était démontrée par différentes études techniques réalisées par l'État péruvien⁵ lui-même. Un point intéressant était que, contrairement à ce que pensent les populations dans les villes, la population d'Aija ne demandait pas que toutes les exploitations minières s'arrêtent, sinon, seulement celles qui ne respectent pas la législation environnementale⁶. La population exige aussi que les sociétés minières et l'État péruvien puissent assurer l'équilibre environnemental, notamment, l'accès aux sources d'eau et à sa qualité, donc que la population locale puisse continuer à pratiquer l'agriculture.

C'est cette situation qui a suscité mon intérêt et durant le mois d'avril 2018, j'ai réalisé des entretiens au Pérou auprès de différents types d'acteurs principalement des acteurs locaux – paysans, éleveurs – et aussi des acteurs nationaux et internationaux, principalement des ONG afin de pouvoir analyser la complexité de la réalité d'Aija.

Le cas d'Aija est intéressant parce que, comme nous le verrons, presque toute sa population pratique l'agriculture familiale, et selon certaines études, ce type

⁵ Étude de l'Autorité Nationale de l'Eau

⁶ <https://ancashaldia.com/huarmey-frente-de-defensa-agrario-convoca-a-movilizacion-pacifica-este-30-de-junio/>

d'agriculture fournit presque 70% de la nourriture au Pérou⁷. De même, l'exploitation minière pratiquée à Aija est considérée par l'État comme une exploitation minière moyenne et petite, et il existe peu d'analyses de ce type d'exploitations. Les études se sont davantage concentrées sur les contextes des grandes exploitations. Les quelques études sur les petites et moyennes exploitations minières contrastent avec le grand nombre de localités où ce type d'exploitation est pratiqué au niveau national.

Sur base de ce travail de terrain et des différents entretiens réalisés, le travail de mémoire présenté ici se structure en quatre parties qui permettent de comprendre la complexité de la réalité d'Aija, mais aussi de mener une réflexion théorique qui permet d'approfondir cette compréhension.

La première partie reconstruit le processus de construction de l'espace appelé Aija. Dans cette brève revue historique, ce sont principalement les interactions entre les groupes humains et l'espace qu'ils habitent qui sont prises en compte. Pour chaque étape, sont décrites les activités économiques, la localisation des établissements humains, les relations établies par la population avec d'autres territoires et les lieux de décision de l'organisation de l'espace.

La deuxième partie est dédiée à l'étude du cas. Les activités agricoles et minières sont décrites pour arriver à mettre en avant les interactions entre les deux, principalement en relation à la dispute pour l'utilisation des ressources naturelles d'intérêt pour les deux activités, notamment l'eau et la terre.

La troisième partie présentera les perspectives théoriques qui nous aident à analyser mieux comprendre Aija en tant que espace local, ainsi que la relation entre les activités agricoles et les minières, à partir du concept de friction territorial qui sera défini par la suite. Enfin, nous allons analyser ce qui se passe à Aija, et les enjeux

⁷ Dans Mayer (2004) se soutient : José María Caballero (1981:176) a calculé pour les hauts plateaux péruviens il y a trois décennies que l'agriculture familiale (paysanne) à petite échelle produisait 48,8 % de la valeur brute des cultures vivrières et 53,1 % des produits animaux du Pérou.

D'autre part, l'importance de l'agriculture familiale -AF- a également été renforcée en termes de valorisation de la production agricole et animale. La valeur de la production agricole -VPA- a atteint, en 2012, 12 milliards 438 millions de soles. L'ADI était responsable de 86 % de cette valeur générée par la production de biens agricoles. D'autre part, la valeur de la production bovine -VPP-, pour la même année, a augmenté à 4 milliards 132 millions de soles. L'AF a expliqué que 69 % de cette valeur provenait de la production d'articles d'élevage. Dans les deux cas, la présence de la FA s'est accrue dans les montagnes et la jungle. La classification de l'aire protégée en quatre catégories en fonction de la taille de l'exploitation a également révélé des résultats pertinents. Tant dans l'APV que dans le PPV, la participation des petits exploitants était majoritaire. 70 % de la VAP de l'AP a été produite dans des fermes de moins de 3 hectares normalisés, tandis que 78 % de la VPP de l'AP a également été produite dans le minifundio. (Eguren et Pintado 2015)

auxquels la population locale est confrontée dans la construction d'une meilleure qualité de vie.

Finalement, la quatrième partie sera dédiée aux conclusions par rapport à la réalité actuelle d'Aija, il s'agit d'évoquer des idées, des réflexions et des questionnements pour chaque niveau territorial – local, national et global – en essayant d'apporter des pistes de réflexions vis-à-vis de l'amélioration de la vie de la population.

2. Parcours méthodologique

*Lorsqu'on pointe vers la lune, il y a ceux qui regardent le doigt
qui l'indique. Il y en a qui regardent la lune; mais il y a ceux qui
regardent tout le chemin marqué par le doigt jusqu'à la lune.
C'est là, dans la vision du début, de la trajectoire et de l'horizon
où l'on peut avoir le panorama complet qui rend la vision
possible. Fable Zapatiste*

Ce mémoire a suivi un parcours itinérant entre une démarche inductive et déductive. Le point de départ est mon expérience professionnelle de terrain, un travail de plusieurs années avec différentes communautés andines et amazoniennes pour mettre en place des processus d'aménagement territorial au niveau local dans lesquels les communautés paysannes étaient l'acteur central.

J'étais convaincu que le problème des populations locales pour améliorer leurs conditions de vie venait de leur difficulté à mettre en œuvre leurs décisions ; d'un côté à cause de l'absence de moyens économiques tant de la communauté que des gouvernements subnationaux ; d'un autre côté à cause des décisions prises par le gouvernement national pour encourager l'implantation de projets extractivistes dans leur territoire sans consultation des populations locales. Ces populations et les entreprises extractivistes ont alors commencé à se disputer l'usage des ressources naturelles.

Cela m'a encouragé à mener une réflexion théorique, en cherchant à avoir une compréhension plus large des processus locaux et des relations avec les processus extraterritoriaux, notamment, l'impact des décisions prises à d'autres niveaux territoriaux qui sont mises en œuvre au niveau local sans l'avis de la population. Mon objectif était alors d'élaborer des pistes de solutions pour que les populations puissent faire face à cette réalité et soutenir leur façon de vivre dans le territoire.

Sur base de ces réflexions et en relation avec les méthodologies proposées au sein de ma formation de master, j'ai construit un premier cadre théorique sur base de trois portes d'entrée. D'abord, des théories pour mieux comprendre le contexte global avec lequel les différents processus locaux interagissent. Ensuite, des théories qui

nous permettent d'avoir une compréhension plus complexe de ce que l'on entend par le local et sa relation avec le niveau global. Enfin, des théories pour pouvoir placer les enjeux des populations locales : s'agit-il de construire des alternatives du développement ou des alternatives au développement ?

Avec ce cadre théorique, je suis retourné sur le terrain et ai interviewé un échantillon de la population d'Aija sur base d'un questionnaire assez ouvert. En effet, j'aimais laisser parler les personnes pour rendre plus facile la communication et voir où cela nous menait. C'était aussi une recommandation de ma promotrice *il faut chercher ce que la population dit et ne pas imposer nos idées*.

Les entretiens avaient été préalablement coordonnés avec le responsable du projet "Interactuando con territorios vivos", et il avait été convenu de mener des entretiens à Aija avec les producteurs agroécologiques qui font partie des bénéficiaires du projet. Toujours à Chimbote et à Lima, les entretiens ont été coordonnés avec les travailleurs des ONG Diaconia et ADG. Enfin, en Belgique, des entretiens ont été menés avec des agents de l'ADG.

Toutes les entrevues étaient fondées sur une explication du sujet à l'étude, de l'importance de comprendre à la fois les processus agricoles et miniers. L'importance de l'entretien à mener a également été discutée et, enfin, il leur a été demandé s'ils accepteraient l'enregistrement de l'entretien et certaines parties qui seront publiées dans le texte final de l'enquête.

La plupart des producteurs interrogés sont en transition vers l'agroécologie et, bien qu'il s'agisse de leur activité principale, ils travaillent aussi de façon saisonnière à d'autres tâches, principalement pour gagner l'argent nécessaire pour répondre à des besoins comme l'éducation et la santé.

Malheureusement, malgré les efforts déployés, tant sur le terrain qu'a posteriori, il n'a pas été possible de mener des entretiens approfondis avec les productrices agroécologiques d'Aija. Cela s'explique en grande partie par le fait que les calendriers convenus se recoupaient avec leurs rôles dans le ménage et aussi dans la vente de leur production agricole.

C'est en réécoutant tous les entretiens que ma démarche a été bouleversée. Ma première constatation est que la population ne parle pas tout le temps du temps

présent, ils parlent en même temps du passé mais aussi de l'avenir, ils n'ont pas la même conception du temps que les personnes des villes. Cette idée est à la base de la revue historique réalisée afin de comprendre le présent comme le résultat d'une succession de faits, mais aussi qu'à l'heure actuelle les différentes activités qui se réalisent à Aija montrent le mélange et l'articulation d'activités des plusieurs temps, à côté de techniques ancestrales de faire de l'agriculture sont présentes celles de la révolution verte et de l'agroécologie que l'on peut définir comme plus modernes.

Un deuxième constat est l'importance des activités agricoles lié à tous les aspects de la vie à Aija, donc, une façon particulière de vivre dans le territoire. Leur récit met aussi en avant les différentes interactions/relations qu'ils développent pour soutenir la vie dans leur territoire avec tous les acteurs qui arrivent à Aija : les différents niveaux de l'État, les entreprises, les ONG, etc. Malgré tout, les agriculteurs n'arrivent pas à vivre de leurs activités agricoles.

Finalement, le travail du terrain à Aija m'a permis de mettre en avant que les activités agricoles et les exploitations minières sont les deux activités à partir desquelles le territoire s'organise. C'est pour ça que l'étude de cas construit sur la réalité d'Aija commence par la description de ces deux activités aujourd'hui et de leurs interactions. J'essaie donc d'éviter faire l'analyse d'une activité ou une autre, sinon de faire une analyse des relations qui sont produites justement par leurs interactions au niveau local.

À partir de ces idées j'ai décidé de suivre un parcours inductif, clairement plus proche de l'ethnographie, afin de décrire la situation d'Aija. Ainsi, les réflexions s'appuient sur deux bases : une revue historique et une description de la réalité où je tente que ce soit la voix de la population (annexe) qui nous décrive les activités agricoles, minières et leur relation.

Les entrevues se sont déroulées en espagnol, et il est important de mettre en avant que ce n'est pas la langue maternelle de la grande majorité de la population, de sorte qu'un accent particulier a été mis sur la traduction des témoignages en français pour essayer de faire comprendre leur message, mais en cours de route, il faut dire que certaines nuances et accents qu'on remarque en parlant les personnes interrogées peuvent se perdre. Comme les réaffirmations constantes de certaines phrases surtout

celles qui montrent les difficultés qu'ils rencontrent par rapport aux impacts négatifs de l'activité minière, l'absence de protection de l'Etat par rapport au type d'activités agricoles qu'ils exercent et le peu de possibilités qu'ils ont de décider ce qui sera réalisé à Aija.

Enfin, le défi était à ce moment-là comment faire l'analyse de la relation au niveau territorial de l'interaction entre ces deux activités. À cet égard je propose les analyser à partir de la notion physique de friction, sans la charge péjorative qu'elle possède quand elle est utilisée dans les sciences sociales. Cette notion nous renvoi à l'idée de deux surfaces –*activités dans l'analyse territoriale*– qui sont en contact –*qui se développent dans le même espace*– et qui peuvent arrêter ou encourager le mouvement de l'autre –*qui peuvent arrêter ou encourager l'implémentation de l'autre*. Nous allons approfondir cette notion par la suite. Finalement les perspectives théoriques mobilisées sont utilisées pour, à la fois, mieux comprendre la réalité à Aija et les frictions territoriales produites.

3. Revue historique

*La capacité de comprendre le passé
est favorable à la capacité de sentir le présent
et de s'inquiéter de l'avenir. José Carlos Mariátegui*

Afin de mieux comprendre le présent d'Aija, il est important de reconstruire son processus socio-historique, en essayant à tout moment de rendre visibles les interactions entre les groupes humains, leurs activités et l'espace où ils habitaient dans la construction du territoire. C'est en cela que nous allons essayer de trouver les processus qui ont conduit à la réalité à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui.

La revue historique d'Aija est élaborée en tenant compte la localisation des établissements humains; qui détenaient le pouvoir politique, donc, qui avaient le pouvoir d'orienter les processus à Aija; quelles activités économiques et où elles ont été réalisées; et les relations sociales, politiques et économiques établies avec d'autres territoires.

Les périodes sont aussi longues donc il s'agit des descriptions dans le long terme pour mieux comprendre les origines, les trajectoires, et le cadre plus large dans lequel la réalité actuelle s'inscrit (Wallerstein 2006). Aussi nous essayerons de raconter l'histoire d'Aija en regardant la majorité des aspects possibles tant sociaux, économiques, culturels que politiques et ses relations.

Aija est depuis 1934 une province du département d'Ancash au Pérou⁸. Populairement connu comme "la perle des versants", expression inventée par le scientifique italien Antonio Raimondi, et qui montre tout de suite un territoire formé de nombreux bassins fluviaux dont la caractéristique la plus importante est une géographie très escarpée. Raimondi a aussi mis en évidence le potentiel minier de ce territoire et a dressé un inventaire des gisements miniers pouvant être exploités⁹.

⁸ Aija était auparavant un district de la province de Huaraz, capital du département d'Ancash.

⁹ Il est intéressant de mettre en avant que la société minière Antamina, qui a actuellement plusieurs concessions minières à Ancash, a réédité le livre d'Antonio Raimondi sur Ancash. Dans la présentation, le directeur général de la société, Gerald Wolf, maintient: *la publication de cet ouvrage dans la seconde moitié du XIXe siècle met en évidence la certitude qu'Antonio Raimondi avait du rôle incontournable des exploitations minières dans le développement du Pérou.* (Raimondi 2006)

a. La période autonome avant 1524

Les plus anciens vestiges archéologiques montrent que les premiers habitants d'Aija ont installés leurs établissements dans les parties hautes du territoire. Selon les archéologues cela est généralement dû à des raisons de défense territoriale, mais cette localisation a aussi minimisé les risques d'inondations ou de glissements de terrain à cause des pluies. Ces deux explications ne sont d'ailleurs pas contradictoires, mais plutôt complémentaires.

Ces vestiges montrent également que les activités étaient probablement principalement consacrées à l'élevage, nous y retrouvons des traces de ce qui aurait été un corral pour le bétail et des espaces habitables pour les éleveurs d'Aija de l'époque. Au contraire, il n'y a pas de vestiges d' « andenes », technique ancestrale utilisée dans la zone andine, qui permettait de pratiquer l'agriculture même dans les zones à forte pente¹⁰.

La géographie d'Aija conditionnait les produits susceptibles d'y être cultivés, ceux-ci ont surtout été orientés à nourrir les animaux, il s'agissait d'une production de pâturages et céréales, et dans une moindre mesure, et surtout pour l'autoconsommation, des cultures des pommes de terre, céréales ou fèves. La population d'Aija avait donc besoin de générer des échanges avec d'autres territoires pour répondre à certains besoins, tels que la diversification alimentaire. Ces échanges ont, au fil des années, consolidés un réseau de relations avec d'autres territoires fondé sur des échanges economico-productifs entre les territoires des actuelles provinces de Huarmey, d'Aija et de Recuay¹¹.

Les autres activités qui ont eu lieu sur ce territoire étaient les mines et la métallurgie. Plusieurs études ont montré que la région d'Ancash, où se trouve Aija, était l'un des endroits du Pérou où l'extraction minière et l'activité métallurgique ont commencé à l'époque de la culture Chavín¹². Pendant la période qui a précédé à la domination coloniale, les métaux extraits ont été principalement utilisés pour fabriquer des

¹⁰ Entretien avec Christian Florencio, coordinateur du projet "Interagissant avec des territoires vivants".

¹¹ C'était une des caractéristiques des populations andines, et qui Jhon Murra a nommé comme le contrôle direct de plusieurs étages en tant qu'archipel (Murra 1972).

¹² C'est l'une des plus anciennes civilisations du Pérou qui s'est développée entre 1500 et 300 avant JC avec une apogée entre 800 et 200 avant JC. Elle était placée dans la haute vallée des Andes péruviennes dans la province de Huari à la région d'Ancash. Les travaux de Julio Tello ont contribué à établir son rôle de matrice, de culture mère de toutes les civilisations andines. Une société dirigée par une élite de prêtres dont le culte tourne autour de l'image du jaguar ou du puma.

pièces ornementales remplissant un rôle de différenciation sociale, ainsi que pour la construction d'outils d'agriculture et d'armes. Il est intéressant de noter que même dans les armes, l'utilisation des métaux n'était souvent que décorative¹³.

L'histoire d'Aija de cette étape a été reconstituée à partir des découvertes archéologiques, ce qui a permis d'établir des périodes d'influence de différentes cultures comme les Chavins ou les Incas¹⁴. Aija n'a jamais été un centre important de pouvoir politico-religieux ni économique, qui étaient en fait situés dans différentes zones pendant toute la période antérieure à la colonie, la plupart du temps en dehors d'Aija.

Avec ces enquêtes, vous pouvez également constater que être sous le contrôle d'autres cultures andines situées hors du territoire d'Aija ne signifiait pas la perte de leurs coutumes, ni la perte de leur capacité à subvenir à leurs besoins en fonction des activités déjà effectuées sur le territoire. Cela indique qu'en s'acquittant de leurs obligations vis-à-vis de la culture dominante, la population d'Aija a maintenu un niveau de contrôle sur son territoire et sur les activités qu'il y menait.

b. Le période de la domination coloniale 1524 - 1821

Dès le début, la connaissance de l'existence de mines d'or et d'argent a guidé les pas des conquérants au cours des premières décennies du XVe siècle, cela est à l'origine de nombreuses villes comme Potosi, Oruro, Cuenca, Huancavelica ou Pasco. À Ancash la plus ancienne ville minière était Ticapampa, dans le territoire compris entre Recuay et Aija.

L'exploitation minière est devenue l'un des piliers de l'économie coloniale et, dans le cas du Pérou, l'argent est le principal produit exporté vers l'Europe, environ 90% du total des exportations (Fisher, 1979). Bien que ce ne soit pas la seule activité productive introduite par les colonisateurs, l'exploitation minière a été celle qui a déterminé les changements les plus importants aux niveaux économique, politique et social.

¹³ Dans le combat de mêlée se bat avec des matraques. Les guerriers de haut rang utilisaient des matraques en cuivre dont les extrémités se terminaient par une pointe recouverte du même métal. L'armement défensif, à l'exception des boucliers, est presque inexistant. Comme je le constate à Lechtman (1984, 1996), les applications du métal remplissent un papier décoratif, soulignant la position sociale du guerrier. (Makowski et al 2011)

¹⁴ À l'année 2012 archéologues péruviennes ont découvert un temple à Recuay qui a une structure pareil a celle-ci des temples "Ushnu", lieu de cérémonie où l'Inca présidait lui-même la fête du soleil ou Inti Raymi. Cela montrera l'importance de cette région à cette époque-là.

L'extraction des minéraux avait besoin de la concentration d'une grande quantité de travail pour le travail dans les mines et pour la construction de routes permettant les envois des minéraux vers l'Espagne. C'est pour ça que « le vice-roi Toledo a organisé la *mita minière*, basée sur une ancienne institution Inca. C'était un système rotatif de travail forcé que tous les hommes autochtones âgés de 18 à 50 ans devaient faire dans les exploitations minières. Les quotas de mita n'étaient destinés qu'aux mines de Potosí et de Huancavelica. L'exploitation minière n'était pas une obligation individuelle, mais une obligation collective. Un septième des hommes tributaires devait se rendre dans les mines chaque année, où ils travailleraient toute une année et toucheraient un salaire de trois pesos par semaine »¹⁵.

Dans une large mesure, la localisation des villes au cours de la colonie répondait à l'objectif de regroupement de la population et son contrôle, car cela facilitait l'organisation de la « mitas », l'évangélisation et le recouvrement d'impôts. À l'époque coloniale, Aija était connue comme « La Doctrine de Santiago de Aija » avec quatre annexes (Huayan, Succha, Coris et Huacllan) situées dans le « Corregimiento de Huaylas » (Bueno 1951). Il est possible que les rôles des villes n'aient pas encouragé la population à l'agglomération, donc à maintenir son habitude à la dispersion et à une relation occasionnelle avec les villes.

C'est pourquoi les villes étaient situées dans des zones accessibles aux espagnols. L'emplacement des villes ne répondait donc pas à des critères liés aux caractéristiques du territoire ou aux besoins de la population indigène. Ces espaces, qui se sont ensuite constitués en ce que sont les villes actuelles, étaient situés principalement sur les rives des rivières et dans les basses terres, ce qui les a finalement rendus vulnérables aux événements climatiques extrêmes tels que les inondations, les glissements de terrain ou les avalanches.

À Aija, il y avait un ouvrage¹⁶ qui produisait des manufactures finales et principalement commercialisées à Lima. À partir de ce moment-là, la population

¹⁵ Traduction propre. <https://historiaperuana.pe/periodo-colonial/virreinato/mineria-virreinato/> Consulté le 29 avril 2019.

¹⁶ Les ouvrages ont eu une grande importance tant au Mexique que dans la vice-royauté du Pérou. C'étaient des centres de travail dédiés à la fabrication de textiles et de fils de laine, de coton et de cabuya. Au Pérou, la première œuvre a été instituée par Antonio de Ribera en 1545. Leur nombre augmenta rapidement car les vêtements étaient très demandés par les mineurs indigènes (de différentes qualités : bayettes, jergas, couvertures, alforjas, bas, chapeaux, sacs). Sa production ne pouvait pas surpasser celle de l'artisanat car le monopole

d'Aija commençait à avoir une relation vers Lima pour pouvoir commercialiser sa production. Ça montre le changement des relations socio-économiques vers de nouvelles villes et donc une nouvelle route Aija-Huaylas-Lima, la précédente étant la route Recuay-Aija-Huarmey.

L'administration coloniale cherchait le contrôle des territoires, dans ses dimensions physique et sociale. Cela encouragé la dépossession généralisée de la terre des habitants des localités et pour conséquence la concentration des terres dans un nombre réduit de mains qui seraient à l'origine des grandes haciendas situées sur le territoire d'Aija (Glave 2009). C'est le cas de l'hacienda San Damien qui était localisée dans l'actuel district de Coris.

Pour les colonisateurs, l'agriculture dans la région andine n'avait pas la même importance que l'agriculture de la côte, associée à la culture de la canne du sucre. Cependant, tout comme sur la côte, les processus de dépossession et de saisie des terres des populations locales ont eu lieu. Dans le cas des Andes, cela ne signifiait pas un changement de mode d'agriculture car, même si la terre ne leur appartenait plus, les nouveaux propriétaires n'excluaient pas la population, mais ils la forçaient à la cultiver. Dans ce contexte la population avait certaines zones pour leur propre production.

c. Le période de la République 1821 - 1990

Cette période commence par un changement officiel du contrôle gouvernemental. Cela n'a par contre pas entraîné de profonds changements en termes de relations économiques, sociales et culturelles. Le pays naissant se caractérisait par l'absence de cohésion entre les différentes localités. La géographie péruvienne, qui avait motivé, pendant la période précolombienne, diverses formes d'intégration, principalement des routes dans tout le pays devient alors un obstacle. Cette situation s'est aggravée à cause du désintérêt des groupes de pouvoir de Lima pour intégrer les autres localités à la vie nationale¹⁷. De nombreuses localités de l'intérieur du pays

péninsulaire ne lui permettait pas de se développer ou de produire des produits de meilleure qualité.
<http://educared.fundaciontelefonica.com.pe/sites/virreinato-peru/obrajesh.htm>

¹⁷ L'historien péruvien Basadre cite le sociologue français Henry Favre pour décrire cette étape "à la fin de la guerre d'indépendance, le Pérou se désintègre, devient une série d'archipels déconnectés et que les dirigeants de Lima n'influencent pas sinon sur la capitale et ses environs "(Basadre 2014)

sont laissées à la dérive, entre elles Aija qui ne reçoit pratiquement aucun soutien du gouvernement central.

Depuis le début de la République, les différents gouvernements nationaux ont essayé que les minéraux aient un rôle central dans l'économie nationale, ils ont donc déployé des efforts pour intensifier les exploitations minières¹⁸. L'articulation du Pérou avec le marché mondial et son rôle en tant que source de matières premières ont été les facteurs qui ont maintenu le processus de dépossession des terres des paysans et des communautés autochtones, limitant ainsi le contrôle et l'utilisation des terres qu'elles pouvaient exercer. Cela a été principalement exercé par les propriétaires fonciers et les sociétés minières¹⁹, et facilité surtout par les législations nationales et la non protection de l'État des communautés locales.

Plus précisément dans la région d'Aija, dans les années 1860, une période d'intensification de l'exploitation minière commence avec l'arrivée d'entrepreneurs miniers européens qui ont acheté les mines d'argent de Santa Rosa, situées à Ticapampa. La recherche de la sortie la plus courte vers la côte pour exporter les minéraux a motivé la construction de la route Herradura qui, à partir de Ticapampa, dans la province actuelle de Recuay, est arrivée au port de Huarmey, traversant la province d'Aija. Un ancien chemin qui articulait les territoires de l'actuel Recuay-Aija-Huarmey était ainsi emprunté.

Pendant toute cette période, il n'y a pas eu de changement significatif à Aija en ce qui concerne l'emplacement des villes ou les activités économiques exercées par la population, principalement l'agriculture et l'élevage. Cependant, c'est au niveau politique que se produit le changement le plus important. L'un des événements que la population d'Aija relève comme le plus marquant de son histoire a sans doute été sa création (ou reconnaissance) en tant que province, car cela signifiait *le désir ardent de nombreuses générations*, comme l'on peut lire sur plusieurs sites web fuient pour « aijinos ».

Cela montre un important changement au niveau politique et administratif, le passage du statut de district de Huaraz à celui de province de la région d'Ancash en

¹⁸ Discours de premières présidentes (Basadre 2014)

¹⁹ Au niveau national, ces cas sont bien connus et de nombreux romans ont été écrits pour expliquer ces événements. Deux romans très intéressants à ce sujet sont « Redoble de Rancas » de Manuel Scorza et « Todas las sangres » de Jose María Arguedas.

1934. En définitive, la lutte pour être une province répond à la nécessité de pouvoir décider de ce qui sera fait sur le territoire d'Aija en fonction de ses particularités et de ses besoins. C'est en ce sens une réponse à l'hégémonie de Huaraz, qui a établi des réseaux politiques et économiques qui n'ont pas profité à la population d'Aija.

Il est aussi possible que devenir une province soit une réponse à la difficile situation du monde rural péruvien. Tout au long de cette étape, le monde rural péruvien, et donc aussi Aija, subit diverses transformations qu'il est important de d'évoquer. Il y a tout d'abord un processus de dépeuplement de la campagne (du monde rural). Le Pérou a commencé la vie républicaine avec environ 70% de sa population vivant dans les zones rurales et, en 1993, 29,9% seulement de la population vivait dans ces zones (Remy 2009). De plus, l'importance macroéconomique du secteur agraire a considérablement diminué pour atteindre seulement 10% du PIB. Cela est particulièrement grave dans les Andes qui ont cessé de bénéficier des politiques agraires de l'État qui concentre alors les investissements sur les côtes. Toutefois, le secteur agricole a continué de jouer un rôle important en matière de travail, employant plus de 30% du PEA.

Néanmoins à Aija pour la plus grande partie de la population, l'agriculture et l'élevage continuaient à être les activités les plus importantes pour subvenir à leurs besoins. À côté de cela, Il y avait aussi des commerçants "arrieros" qui avec de mules, *parcouraient tous les chemins entre les altitudes de Recuay et Aija, les vallées d'Aija et Huarmey jusqu'à la côte de Huarmey*²⁰. La production locale était principalement dédiée à l'autoconsommation et le surplus était échangé, mais cela ne suffisait pas pour satisfaire tous leurs besoins, donc à ce moment-là il a commencé les processus migratoires vers les grandes villes comme Huaraz, Chimbote ou Lima, il s'agissait d'un processus national.

À partir des années 1960 ils s'ont produit deux processus qui ont eu un impact important sur les activités agricoles : la naissante révolution verte –au niveau international– et la réforme agraire –au niveau national–. Ainsi, l'influence de la révolution verte a incité aux agriculteurs à utiliser des intrants chimiques pour accroître la production comme voie pour pouvoir s'articuler avec les marchés. Ce fut

²⁰ Information reçu par mail de Marlene Castillo, qui est née à Aija et qui retourne de temps en temps. Actuellement elle travaille au congrès péruvien.

le début de changements dans la manière de faire de l'agriculture traditionnelle basée sur l'utilisation du fumier local, produit par les animaux qu'ils élevaient, ou du *guano* côtier, produit par les oiseaux des îles. Changements aussi par rapport aux cultures dont une intensification des cultures de pommes de terre, en détriment des cultures de céréales et des pâturages et donc une diminution de l'élevage.

C'est difficile de déterminer l'impact concret de la réforme agraire à Aija. Principalement parce qu'elle n'était pas un espace avec beaucoup de exploitations agricoles. Néanmoins grâce aux témoignages et quelques rapports nous savons de l'existence d'une exploitation agricole que avec la réforme agraire elle a passé d'avoir un seul propriétaire, a en avoir plusieurs. C'est le début de la situation actuelle des unités productive où il y a des propriétaires privés, dit individuelles, et aussi des propriétaires collectives, c'est-à-dire, de la communauté.

d. La période des ajustements structurels et globalisation

C'est une étape qui a eu une grande influence et qui a entraîné de grands changements principalement en ce qui concerne les activités minières et agricoles, donc l'organisation de la vie et du territoire d'Aija. En ce qui concerne la localisation des villes, il n'y a pas de changement significatif, mais on peut voir une croissance des centres urbains, l'augmentation de la population en même temps que des processus migratoires de la population d'Aija²¹ qui ont commencé dans les années 60.

Depuis le début du gouvernement de Fujimori, toutes les mesures gouvernementales ont été orientées vers une implantation du néolibéralisme. Même si pendant la campagne électorale, il avait nié cette orientation, il a développé un processus d'ajustement structurel en privatisant presque la totalité des entreprises étatiques, et mettant en conséquence une grande partie des travailleurs de ces entreprises au chômage.

Après le coup d'état de 1992 et de la fermeture du congrès, son gouvernement a développé un processus constitutif et en 1993 il s'implante une nouvelle constitution qui réaffirme l'orientation néolibérale de l'État péruvien. La nouvelle constitution

²¹ À cet égard, nous pouvons voir le documentaire "La ville des cadenas", qui explique le processus de migration des aijinos, car ils ne trouvent aucune possibilité d'amélioration s'ils restent à Aija.
https://www.youtube.com/watch?v=v6VYAF1Y_eI consulté le 29 avril 2019

assimilait par exemple les étrangers et les nationaux quant à leurs droits d'investissement dans des activités économiques sur le territoire national. Sur le plan législatif, une nouvelle loi sur les mines visant à promouvoir les investissements privés a été élaborée, parallèlement à la privatisation de toutes les sociétés d'État du secteur minier.

Cela a été à la base de la mise en œuvre de mégaprojets miniers. Ceux-ci ont été déclarés "d'intérêt national", ce qui justifiait un ensemble d'avantages pour les entrepreneurs miniers afin de promouvoir les investissements (stabilité fiscale et juridique, facilités pour acquérir des concessions minières, égalité de la loi entre étrangers et nationaux, entre autres).

Parallèlement, les législations en faveur de la protection des populations, de la petite et moyenne agriculture et de l'environnement ont cédé la place au cadre réglementaire relatif à l'activité minière. Cela a créé un scénario favorable aux investissements des entreprises extractivistes dans le territoire péruvien (De Echave 2007). L'impulsion initiale des investissements réalisés dans les années 90 a été stimulée par un cycle prolongé de prix élevés des minéraux, ce qui a considérablement accru sa rentabilité (Baca 2017).

Dans le secteur agraire, les effets de ces politiques se traduisent par la privatisation des entreprises publiques situées principalement sur la côte; la fermeture du Banque Agraire, la restructuration du ministère de l'agriculture, l'élimination des contrôles sur les taux d'intérêt et sur les prix des intrants alimentaires et agricoles, la promotion du libre-échange et des importations, la libéralisation du marché foncier, projet de privatisation de l'eau et des grands projets d'irrigation et, enfin, la réduction des dépenses sociales. De la part de l'État, il est proposé "la modernisation de l'agriculture avec équité" (Valcarcel 1994), mais qui était principalement orientée vers l'agriculture côtière, et dans ce schéma, les Andes jouent le rôle de source d'eau et des projets sont développés pour diriger l'eau des lacs et des rivières vers les terres agricoles de la côte. À Aija, par exemple, le projet de construction du barrage Angel Cruz vise à fournir de l'eau aux terres agricoles de Huarney.

Pour Marlene Castillo²², dans les années 90' les changements à Aija sont impressionnants. C'est l'époque où commencent à apparaître des maisons fantômes, vides, parce que les familles migrent massivement vers Huaraz, Huarmey ou Lima. En plus, la production agricole auxquelles arrivent à avoir des excédents est destinée tant à l'autoconsommation que à l'approvisionnement des entreprises minières, notamment, Huancapeti aujourd'hui Lincuna.

e. En guise de conclusion

Cette courte revue historique permet d'affirmer comment le contexte dans lequel la population d'Aija se développe a profondément changé. Les villes sont maintenant plus grandes et en croissance constante. Elles sont situées dans des endroits plus accessibles, notamment près des rivières, ce qui augmente le risque d'inondations et de glissements de terrain pendant la saison des pluies.

L'élevage et l'agriculture sont encore aujourd'hui des activités pratiquées par la quasi-totalité de la population. Leur production est principalement destinée à l'autoconsommation et les maigres excédents sont principalement échangés au niveau local. Néanmoins, les produits agricoles ont changé, si au début ils étaient orientés vers l'élevage –pâturages et céréales- et des cultures de pomme de terre et fèves pour l'autoconsommation, aujourd'hui la population essaie d'orienter les activités agricoles vers le marché par une intensification des cultures de pommes de terre principalement.

La population d'Aija a construit des relations socio-économiques d'un côté sur la base l'ancienne route Recuay-Aija-Huarmey, mais qui est de plus en plus difficile à cause des mauvaises conditions du chemin. D'un autre côté des relations socio-économiques autour de la route Aija-Recuay-Huaraz qui a une meilleure infrastructure, mais qui est conditionnée par les activités minières, comme nous le verrons par la suite.

Les processus historiques qui se sont déroulés à Aija, ajoutés au contexte national et international, montrent comment l'activité minière est devenue la principale activité économique au sens de l'impact qu'elle a sur toutes les dimensions du territoire. Cela a entraîné de profonds changements dans la manière d'organiser le territoire, dans les

²² Information reçu par mail de Marlene Castillo, qui est née à Aija et qui retourne de temps en temps. Actuellement elle travaille au congrès péruvien.

processus politiques - tant au niveau des décisions que de l'établissement de limites - , mais surtout, la manière dont la population parvient à reproduire leur manière de vivre sur le territoire a changé. Actuellement, l'activité minière commande autour d'elle à toutes les activités que la population développe et conditionne donc la vie à Aija.

Il convient de noter que le modèle de peuplement actuel contraste nettement avec la répartition des peuplements archéologiques correspondant aux différentes sociétés préhispaniques installées dans la région étudiée. (Giersz et PrazÅdka 2009). L'organisation du territoire passe de celle orientée vers l'agriculture et l'élevage à celle qui s'organise autour de l'exploitation minière et d'un meilleur accès aux grandes villes.

4. Étude de Cas

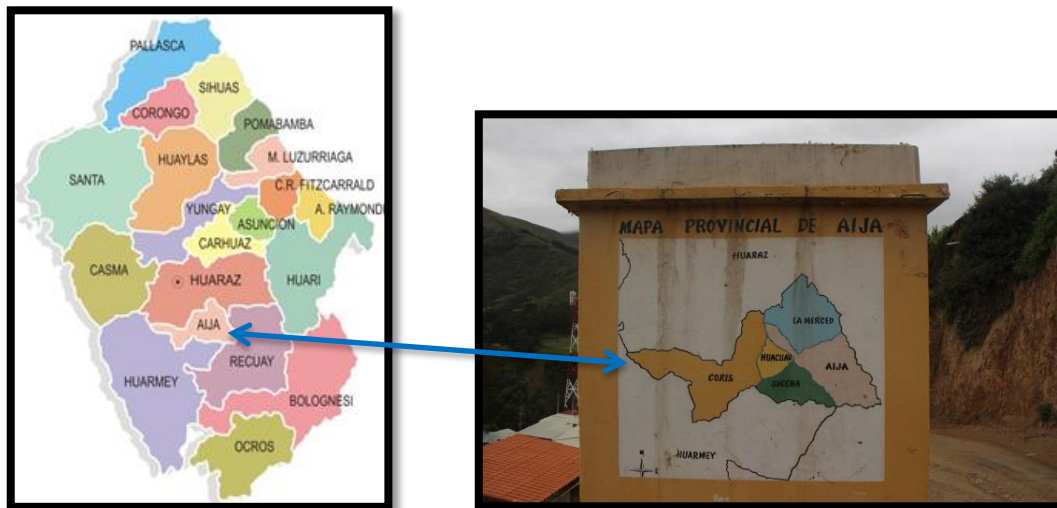
L'histoire d'Aija montre comme les activités agricoles et les minières ont été toujours présentes. Ce qui a changé c'est le rôle que chacun a joué par rapport à l'organisation de l'espace et de la vie de la population. La réalité d'Aija aujourd'hui est un résultat de l'interaction entre ces deux activités, des acteurs qui les développent et des relations que chacun a avec d'autres niveaux territoriaux.

Dans cette partie de la mémoire nous allons décrire la réalité actuelle d'Aija. D'abord la dimension matérielle de l'espace, au niveau des différents découpages possibles - politico-administratif, géomorphologique et des écosystèmes, et des bassins hydrologiques. Cette analyse est complétée avec une description de la situation démographique afin de montrer comment la population s'organise pour habiter à Aija. Dans ce sens l'analyse démographique est aussi un découpage de l'espace.

Ensuite, nous allons montrer la situation actuelle de la population au niveau social, c'est-à-dire, la réalité de la santé et l'éducation de la population. Aussi nous allons décrire, *grosso modo*, la situation économique surtout en relation avec les activités agricoles et les minières. Cela parce que l'étude de cas finit par une description ethnographique de ces deux activités, donc, ils seront décrits à partir de la voix de la population.

4.1 Description d'Aija

L'espace nommé Aija fait partie de différents découpages territoriaux. **Au niveau politico-administratif** Aija est une province de la région d'Ancash au Pérou et elle a des limites avec les provinces de Huarney, Recuay y Huaraz. Aija est divisé en cinq districts Aija – capitale – Coris, Huacllan, La Merced et Succha. Le capital de la province est situé à 69,7 km de la ville de Huaraz, capitale de la région, et à 142 km de la ville de Huarney, le port plus proche dans la région. La superficie d'Aija est 696.72 km².



Au niveau géomorphologique et des écosystèmes²³, à Aija sont présentes des vallées étroites et intermédiaires (45%), des chaînes de montagnes (22%), des collines andines (4%) et des hauts plateaux (29%). Les vallées présentent trois zones d'intérêt. La partie inférieure qui présente un type de climat semi-chaud et tempéré, permettant la pratique d'une agriculture irriguée, avec des cultures permanentes (arbres fruitiers); et la partie supérieure qui présente une agriculture sur des terres sèches et avec des cultures d'irrigation semi-intensives. Finalement la partie intermédiaire a un bon approvisionnement d'eau, ce qui fait que les activités agricoles et l'élevage peuvent s'y développer, ce qui détermine également l'implantation de nombreux centres de population.

Les chaînes de montagnes ont un relief topographique qui se caractérise par des pentes allant de 5% à 30%, très inclinées, à 75% presque verticales, ce qui explique les glissements de terrain et d'autres événements naturels. Il s'agit d'une unité géomorphologique peu étendue à Aija. Les collines andines, elles sont comprise dans de grands plateaux, adjacents aux formations montagneuses, les pentes varient de 20 à 70%, les zones de plus faible pente présentent une végétation arbustive et herbeuse. Ce sont deux zones où les activités humaines sont difficiles à réaliser.

²³ Cette partie sera décrite à partir de l'information de l'Étude de zonage et découpage territorial (Celestino et al 2014)

Finalement, dans les hauts plateaux, il y a des pics et des plateaux avec des pentes douces à légèrement inclinées de 7% à 30%. Ils possèdent un type d'arbuste qui convient comme pâturages naturels et rend cette zone propice à l'exploitation du bétail, principalement des ovins et des bovins.

Le climat d'Aija est très vaste parce qu'il comprend cinq régions naturelles : Yunga, Quechua, Suni, Puna et Janca ou Cordillère (750.00 à 6,300.00 m). Son climat varie en fonction de la topographie de chaque lieu, allant de chaud dans les vallées à très froid dans les hauteurs. Selon le SENAMHI et la carte de classification climatique du Pérou, le climat d'Aija est semi-sec sur la majeure partie de son territoire. Aija a une pluviométrie cumulée dans la période pluvieuse de 100 à 200 mm, avec des déficits de précipitations en automne, hiver et printemps, avec une humidité relative de 65% à 84 %. (Celestino *et al* 2014)

Au niveau hydrologique, à Aija se localise la naissance des bassins hydrologiques Huarmey et Culebras. Le cas du Bassin de Huarmey peut montrer l'importance du territoire d'Aija parce que le ruissellement naturel de la rivière provient des précipitations saisonnières qui se produisent dans son bassin supérieur. Selon les archives de la station « Puente Carretera », pendant la période sèche, de juin à novembre, le débit de la rivière Huarmey est considérablement réduit jusqu'à ce qu'il soit complètement sec.



Figure 2 : bassins hydrologiques, Culebras et Huarmey, qui sont nées à Aija

La sévérité de sa sécheresse est due à l'absence d'élément régulateur dans son bassin supérieur, aux caractéristiques physiographiques et à la couverture qu'il présente, ainsi qu'à l'absence totale de chutes de neige qui, le cas échéant, contribueraient à élever le niveau de dégel et le débit d'eau basse. Pendant les périodes de sécheresse, la vallée utilise l'eau du sous-sol en exploitant les puits construits et l'eau des sources naturelles. La capacité réduite de mise en réserve du système de lacs de la partie plus haute du bassin ne permet pas d'assurer l'eau nécessaire pour toutes les activités qui se développent aujourd'hui dans ce territoire, mais elles constituent une base sur laquelle des projets pourront être mis en œuvre à l'avenir (MINAGRI 2007).

Au niveau démographique, le recensement de 2017 calcule la population d'Aija en 6316 habitants et avec une densité de population est 9 hab/km². L'État péruvien caractérise la province d'Aija comme rurale²⁴, néanmoins l'étude EDZ, qui a été faite par le gouvernement régional et le ministère de la présidence –PCM–, soutient que 69% de la population est rurale et le 21% est urbaine en 2007²⁵.

On peut aussi constater que la population d'Aija tend à se concentrer dans les petites villes, surtout à Aija, la capitale. Il s'agit donc d'un processus d'urbanisation, l'État encourage ce processus car l'agglomération facilite son rôle par rapport aux services publics. De plus, il y a aussi l'idée de la ville comme expression du développement, du progrès.

Notons également que malgré l'agrandissement des villes, la population totale diminue, par rapport au recensement de 2007 la croissance démographique est négative, -2,3%. Selon le plan du développement régional concerté –PDRC–, cela peut être dû au haut taux de mortalité infantile (41,9 pour chaque 1000 nouveau-né²⁶) ainsi qu'aux migrations vers Huaraz ou Lima. Aija est l'une des provinces avec le taux d'émigration le plus élevé (-31,6) bien supérieur à celui de l'immigration (8,4), avec en conséquence des taux nets de migration négative (-23,2).

²⁴ Les contradictions que l'on trouve souvent dans les informations de l'État, arrive parce qu'il n'y a pas une seule méthodologie d'analyse pour tout l'État. Cela peut aussi être la cause des contradictions entre les décisions prises aux différents niveaux territoriaux, à différentes informations de base, différentes conclusions et différentes décisions.

²⁵ INEI Migraciones internas 1993-2007

²⁶ Recensements des familles INEI 2007

	2007	2017
Aija	7995	6316

Tableau 1 : nombre d'habitants d'Aija selon les données de l'INEI

Selon le MIDIS, la province d'Aija compte 306 « centros poblados »²⁷ dont 98% sont considérés comme ruraux et caractérisés par une population dispersée. 56,2% de la population de toute la province y habite. Le district de Coris est celui qui héberge le plus grand nombre de centres peuplés. La présence d'un grand nombre de centres peuplés dispersés est caractéristique des populations de la zone sierra et se rencontre dans la province d'Aija. Les pourcentages importants de population dispersée témoignent du faible attrait que les capitales de district peuvent exercer au sein de leurs districts (Celestino *et al* 2014).

		Aija	Aija	Coris	Huacclán	La Merced	Succha
Population (Hab)		6316	2017	1639	364	1582	714
Are (Km ²)		696,72	159,74	267,15	37,91	153,08	78,84
Densité (km ² /hab)		9,06	12,6	6,13	9,6	10,33	9,06
Centres peuples	Ruraux	300	60	108	14	74	44
	Urbains	6	2	1	1	1	1

Tableau 2 : nombre d'habitants par district d'Aija selon les données du MIDIStrito

En plus, il y a onze communautés paysannes²⁸ qui ensemble ont titre de propriété sur approximativement 40,750 km², c'est-à-dire le 5% du territoire. Actuellement c'est le MINAGRI, c'est-à-dire le gouvernement central, qui octroie les titres de propriété

²⁷ Il s'agit de tout lieu du territoire national, rural ou urbain, identifié par un nom et habité avec l'intention de la permanence. Ses habitants sont liés par des intérêts économiques, sociaux, culturels et historiques communs. Selon leurs attributs, ces centres peuplés peuvent avoir accès à des catégories telles que : hameau, village, ville, ville et métropole. <http://www3.vivienda.gob.pe/dgprvu/docs/2.%20MARCO%20CONCEPTUAL.pdf>

²⁸ Les Communautés paysannes sont des organisations d'intérêt public, dotées d'existence juridique et de personnalité juridique, intégrées par des familles qui habitent et contrôlent certains territoires, liées par des liens ancestraux, sociaux, économiques et culturels, qui s'expriment par la propriété collective de la terre, le travail communautaire, l'entraide, le gouvernement démocratique et le développement des activités multisectorielles, qui visent à la pleine réalisation des membres et du pays. Droit général des communautés paysannes - Loi N° 24656

des terres communales. Avant, avec la loi N° 27783 – Loi des bases de la Décentralisation de 2002, c'étaient les gouvernements régionaux qui avaient cette compétence. S'agit-il d'un processus de recentralisation gouvernementale ?

	Nombre total de communautés	Reconnu et avec titre de propriété	Are (Ha)	Peuple / Langue	Population	Logement
Aija	11	11	40, 75		1265	806
Aija	Aija		502,25	Quechua	798	551
	Huillacay Grande		279,69	Quechua	82	33
	Anquila		2349,02	Quechua		
	Mallqui			Quechua	183	103
Coris	Ayllu Auquimarca de Quishuar		12469,12	Quechua	43	16
	Cori – Aylluyok		4226	Quechua	528	360
	San Agustin de Almizcle		4536,17	Quechua	313	114
Huacllan	Quilla Ayllu		2429,87	Quechua	325	172
La Merced	Llactun ²⁹		2228,41	Quechua	202	103
	Santa Cruz de Rurek		2019,79	Quechua	142	64
	Tian Ayllu		3771,99	Quechua	375	189
Succha	Santa Ana de Succha		5938	Quechua		

Tableau 3 : Directoire de communautés paysannes (Tipula et Alvarado 2016)³⁰

²⁹ Il y a une différence entre les données de l'INEI et celles de Tipula et Alvarado (2016) par rapport à la localisation de la communauté Llactun. Pour l'INEI il appartient au district d'Aija et pour CEPES au district de La Merced.

³⁰ À ce jour, aucun chiffre officiel ne permet de préciser son nombre exact, et cela en dépit de sa présence sur tout le territoire national et de son importance économique, sociale et culturelle indéniable.

Ces différents découpages territoriaux – politico-administratif, centres peuples, communautés paysannes, les écosystèmes et les bassins hydrologiques– sont superposés. Ce n'est pas un aspect mineur car dans le processus minier la seule étape à laquelle l'entreprise minière doit demander l'accord de la population est celle où elle demande l'utilisation de l'espace superficiel, mais si les droits dépendent des délimitations territoriales et que ces limites territoriales sont superposées, qui a les droits sur quel espaces, donc qui peut donner son accord ou non pour l'utilisation de l'espace superficiel ?

[Les communautés] continuent d'être repoussées et négligées par l'État péruvien, tandis qu'une grande insécurité continue de peser sur leurs terres communales. [...] La vérité est qu'il n'y a pas de données officielles sur les communautés paysannes, ni de cadastre rural permettant de visualiser leurs terres, avec des limites correctement définies à l'aide de procédures de géoréférencement. A cette situation chaotique s'ajoute la superposition de concessions d'activités extractives et de projets d'infrastructure sur des territoires communautaires. [...] Cependant, loin de corriger cette situation, les gouvernements qui se sont succédé au cours des quatre dernières décennies ont adopté des politiques visant à affaiblir délibérément le régime de la propriété communale, favorisant ainsi la division forcée des communautés, tendance qui obéit aux intérêts et aux ambitions qui planent sur leurs territoires. (Tipula et Alvarado 2016)

Les différents découpages territoriaux et les caractéristiques de l'espace d'Aija conditionnent les activités qui sont possibles d'y réaliser. Tout cela est important parce que c'est à partir de ces activités que les groupes humains arrivent à satisfaire leurs besoins, malheureusement, la population d'Aija n'y arrive pas. Nous verrons par la suite une description sociale, éducative, de la situation de la santé et économique d'Aija, qui représentera la précarité de la vie de la population.

Au niveau social, le dernier recensement de population (INEI 2018) a montré que 51,33% des habitants sont des hommes et le 48,67% des femmes. De la totalité de la population, 27,26% a moins de 15 ans, 58,68% de la population a entre 15 et 64 ans et 14,6% de la population a 65 ans et plus. 40% de la population s'identifie comme « quechua » et le 54,56% comme métis.

Au niveau éducatif, 8,3% de la population est analphabète. Il n'y a pas d'étude qui montre une relation entre la mesure de l'analphabétisme avec la langue maternelle, et

les difficultés que peuvent avoir les élèves lorsqu'ils vont apprendre l'espagnol. Dans ce sens, il est important de mettre en avant que 42,24% la population d'Aija a comme langue maternelle le quechua.

L'offre de services éducatifs comprend 33 établissements d'enseignement maternelle, 21 établissements d'enseignement primaire et 9 établissements d'enseignement secondaire. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, la province d'Aija compte deux établissements. (Celestino *et al* 2014)

Concernant la population de plus de 15 ans – 4594 – 6,49% n'a aucun niveau éducatif, 36,29% est arrivé au niveau primaire, le 38,99% au niveau secondaire et seulement 16,91% a atteint un niveau d'études supérieures. Il est intéressant de mettre en avant la longue liste des personnes d'Aija qui ont excellé dans une branche du savoir comme le musicien Jacinto Palacios Zaragoza « le troubadour d'Ancash », la poétesse Irene Asuncion Antúnez de Mayolo ou le sage Santiago Antunez de Mayolo qui en 1924 a proposé l'existence d'un élément neutre dans les atomes³¹. La majorité de ces personnes n'ont pas étudié à Aija, ils ont dû la quitter pour y arriver.

Au niveau de la santé un des problèmes les plus aigus est la dénutrition chronique infantile parce que 38,9% des enfants entre les 0 et 5 ans en souffre³².

Les principales causes de morbidité à Aija sont : les Infections aiguës des voies respiratoires, Douleurs lombaires et autres douleurs dorsales, Gastrite et duodénite, Migraines et autres syndromes de céphalées. (DIRES 2014)

La situation de la santé est aussi grave à cause d'une offre de centres de santé trop réduite. Selon la direction de la santé « Huaylas Sur »³³ à laquelle Aija appartient, il y a neuf établissements de santé, dont sept sont de la catégorie I-1 et les autres deux sont des catégories I-2 et I-3.

³¹ Fait qui a été confirmé huit ans après par le physicien anglais James Chadwick qui a gagné le prix Nobel.

³² Inei 2009

³³ <http://redhuaylassur.gob.pe/wp/establecimientos/>

Etablissements de santé MINSA			
EESS	Province	District	Catégorie
AIJA	AIJA	AIJA	I-3
CORIS	AIJA	CORIS	I-2
QUISHUAR	AIJA	CORIS	I-1
SAN DAMIAN	AIJA	CORIS	I-1
HUACLLAN	AIJA	HUACLLAN	I-1
LA MERCED	AIJA	LA MERCED	I-1
SANTA CRUZ	AIJA	LA MERCED	I-1
SUCCHA	AIJA	SUCCHA	I-1
LLANQUISH	AIJA	SUCCHA	I-1

Tableau 4 : Etablissements de santé MINSA

Les différences entre les catégories sont établies en fonction de la quantité et qualification du personnel médical. Dans un établissement de la catégorie I-1 doit avoir au moins un de ces trois professionnels: technicienne en soins infirmiers, Infirmière autorisée ou Obstétricien autorisé. Dans la catégorie I-2 il doit avoir en plus un.e chirurgien.e médical.e. Finalement pour la catégorie I-3 il faut avoir un.e chirurgien.e ou médecin.e de famille, un dentiste, une infirmière, un.e obstétra, un.e technicien.ne de laboratoire, un.e pharmacien.ne, et un.e infirmier.e. Si nous prenons en compte le mauvais état des voies de communication, pour la population d'Aija son droit à la santé est violé.

Au niveau économique, la plus grande partie de la population (4718) est considérée apte à travailler, desquelles 48% sont femmes et 52% hommes. Seulement 17,1% de cette population sont arrivés à l'université ou à une formation technique supérieure. La Population Économiquement Active –la PEA– occupée représente le 51% de la population apte pour travailler, dont 47% travaille dans les activités agricoles, et seulement 8% travaille dans les exploitations minières.

Ce sont les deux activités plus importantes à Aija parce que d'une part l'agriculture emploie la plupart de la population et de l'autre les exploitations minières se disputent avec cette population le contrôle et l'usage des ressources naturelles. C'est pour cela que la description qui suit se concentrera sur ces activités.

Dans la province d'Aija, il existe des zones agro-écologiques aux utilisations et aux rendements très différents. Les récoltes sont très mauvaises en raison du manque d'ordre dans l'utilisation des terres, les cultures pluviales sont faites sur des pentes abruptes et sur des sols très pauvres. Les espèces qui sont cultivées fréquemment et en plus grand pourcentage sont la pomme de terre, le blé, l'orge, le maïs, l'oca, l'olluco. (Celestino *et al* 2014) Cette situation est compliquée par le fait que les caractéristiques des eaux en amont du bassin d'Aija ne permettent pas le stockage de l'eau, de sorte que les agriculteurs n'ont pas un débit d'eau constant pendant l'année, ce qui est aggravé par la faible utilisation des systèmes techniques d'irrigation.

À Aija il y a 2103 unités de production agricoles qui font chacune en moyenne 2,43 hectares. Selon Escobal *et al* (2015), sur base des recensements agricoles, 84% de ces unités agricoles pratiquent l'agriculture familiale de subsistance. Seulement 3% constituent une agriculture familiale consolidée, ce qui signifie que les membres de cette famille peuvent vivre exclusivement de leur production. Nous reviendrons sur les activités agricoles dans la section suivante.

À Aija coexistent deux régimes fonciers. D'un côté le régime communautaire et d'un autre côté le régime privé. Néanmoins, plusieurs études montrent qu'il y a une augmentation des unités agricoles donc une tendance à l'individualisation du foncier. Ce processus est encouragé par plusieurs acteurs dont les acteurs étatiques qui ont un discours qui soutient que l'accès à des prêts pour améliorer sa production agricole est plus facile par ce biais. Il y a un autre discours qui relève la possibilité de décision individuelle face à la décision collective de la communauté qui selon ces acteurs ne bénéficie pas à la population.

Les menaces qui pèsent sur le régime foncier collectif sont diverses, mais ce qui est peut-être le plus inquiétant, c'est qu'elles sont articulées et légitimées au Pérou par la législation nationale, mais elles s'inscrivent dans un processus mondial qui favorise le processus d'individualisation du régime foncier. Cette législation, par exemple, permet à l'heure actuelle la vente des terres communales avec la seule décision du conseil d'administration communal³⁴.

³⁴ Le troisième paquet (janvier 2015): Le D.S. 001-2015-EM établit de nouvelles procédures pour l'industrie minière afin de promouvoir les projets d'investissement. Il attribue compétence aux conseils d'administration communaux pour autoriser la vente de terrains communaux, ignorant ainsi le rôle juridique de l'Assemblée

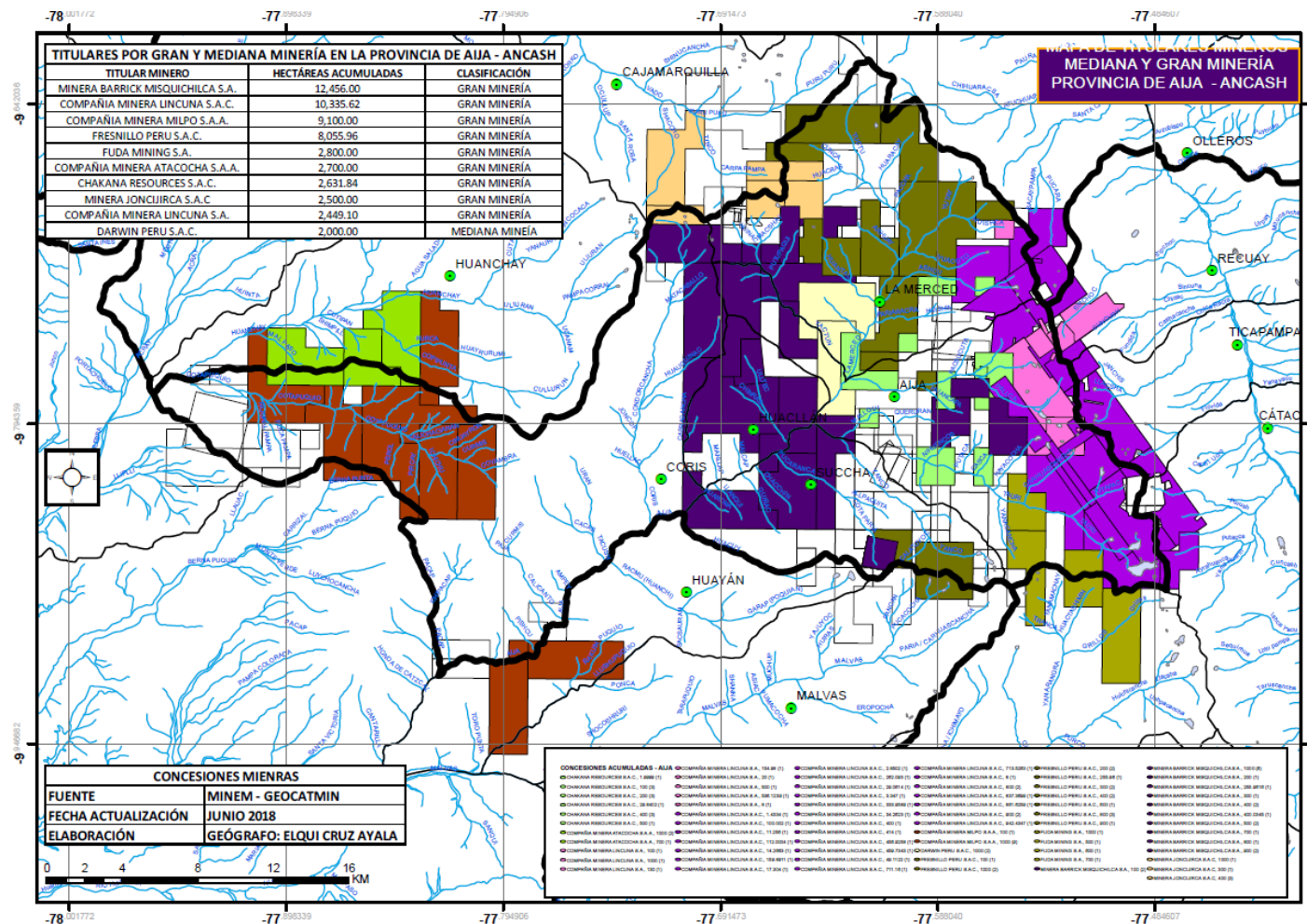


Figure 4 : Concessions minières province d'Aija par société minière 2018³⁶

³⁶ Maps élaboré par l'ingénieur Elqui Cruz, ancien travailleur de l'ONG Cooperaccion

Selon le MINEM à Aija il n'y a qu'une seule exploitation minière d'importance³⁷, Huancapeti, qui appartient à l'entreprise minière LINCUNA S.A, qui se trouve spécifiquement au district d'Aija et qui extrait un conglomerat métallique (Pb, Zn, Au, Ag, As, Bi, Mn). Néanmoins l'activité minière est très intense. À côté des sociétés minières légales, il est connu par la population qu'il existe différentes points d'extraction minière illégaux, comme celles situées à Monserrate, Manpac qui opèrent sans l'autorisation du ministère de l'Énergie et des Mines (Celestino *et al* 2014) mais qui se superposent aux concessions minières légales.

Le mélange entre activités minières légales et illégales permet l'extraction de minéraux qui est vendu légalement mais sans respecter les obligations tributaires et environnementales, ce qui est préjudiciable à la population. Ceci, ajouté à une activité minière historique, a généré une grande quantité de passifs environnementaux miniers³⁸. Selon les données du MINEM à Aija, 59 passifs ont été identifiés, la plupart d'entre eux situés dans les parties hautes des bassins hydrologiques. Nous reviendrons sur les exploitations minières dans la section suivante.

Tout ce que nous avons décrit exprime en partie la difficile situation de la population d'Aija, et les causes de la pauvreté monétaire qui est calculée au niveau provincial en 43,2% et la pauvreté extrême en 12,8%. Selon les données de l'Institut National de Statistiques et Informatique – INEI– seulement le 10% de la population n'est pas considéré pauvre.

	Aija	Aija	Coris	Huacclán	La Merced	Succha
Pauvreté	43,2	26,7	49,8	43,8	51,7	44,3
Pauvreté extrême	12,8	4,8	16,7	11,9	16,2	11,7

Tableau 5 : niveau de pauvreté et d'extrême pauvreté par province et par district (MIDISrito)

³⁷ Une possible explication est que l'État national donne plus d'importance à grandes et moyennes exploitations minières.

³⁸ Les passifs environnementaux sont les installations, effluents, émissions, restes ou dépôts de déchets produits par les opérations minières, actuellement abandonnés ou inactifs et qui constituent un risque permanent et potentiel pour la santé de la population, de l'écosystème environnant et des biens. Loi réglementant la responsabilité environnementale des activités minières - Loi n° 28271

Finalement il est important décrire la connectivité d'Aija tant en relation avec d'autres territoires que en relation à la connectivité à l'intérieur de son territoire. La position d'Aija pourrait être qualifiée de stratégique, elle est placée à mi-chemin entre la ville de Huarney, sur la côte, et la ville de Huaraz, dans les Andes. C'est connu que la route qui relie Huarney, Aija et Recuay, c'est la voie de communication plus courte entre deux zones importantes de la région d'Ancash : le Callejón de Huaylas et les ports de la côte (Huarney-Casma-Chimbote).



Figure 5 : Réseau routier Ancash simplifié³⁹

La route Huarney-Aija-Recuay-Huaraz pourra avoir pour la région d'Ancash une importance stratégique surtout pour la possibilité de se connecter vers Tingo Maria, dans la région Huánuco, et donc, avoir une connexion vers l'Amazonie, néanmoins cette route est en très mauvais état. Cela conditionne les relations socio-économiques d'Aija qui aujourd'hui sont orientées dans le meilleur des cas vers Huaraz.

Si nous prenons en compte du fait que la population d'Aija a un schéma historique de peuplement spatial principalement dispersé, c'est-à-dire, peu concentré dans quelques villes, le mauvais état des chemins rend très compliqué, d'une part la participation de la population au processus de décisions au niveau étatique, et de

³⁹ Il a été élaboré sur base d'information de Ministère du transport et communications.

l'autre l'accès aux services étatiques comme l'éducation, la santé, etc. Dans les deux cas, la population doit aller vers la capitale provinciale ou vers un centre peuplé d'importance.

Ceci explique en partie la faible participation de la population aux processus étatiques à Aija. En plus, il est possible que cela soit également dû à des facteurs historiques. Depuis la conquête, les villes ont représenté les lieux d'où le pouvoir a été exercé, d'où il a été imposé à la population la perception des impôts, le travail forcé, entre autres obligations et sanctions ; De même, les processus étatiques développés dans les villes n'ont pas eu pour objectif d'améliorer la qualité de vie des populations qui vivent de manière dispersée, comme celles d'Aija.

Enfin, Cette situation est aggravée par le fait que, dans de nombreux cas, bien que la population soit en mesure de participer aux processus étatiques, tels que la budgétisation participative, ses besoins ne sont souvent pas pris en compte, c'est-à-dire que les projets qui finissent par être réalisés ne lui profitent en rien.

Dans un tel scénario, la population a perdu confiance dans le fait que sa participation à la vie de l'État se traduira par une amélioration de sa vie, et il est indéniable que sans la confiance nécessaire dans les processus de l'État, on ne peut attendre une plus grande participation de la population, qui préfère consacrer son temps à cultiver ses unités productives, qui sont finalement sa nourriture quotidienne.

4.2 L'Agriculture à Aija

En dépit de tous les changements produits sur le territoire donc sur la manière de reproduire la vie à Aija, l'agriculture reste une activité pratiquée par la majorité de la population et, en ce sens, c'est une activité qui fait partie des différentes dimensions du territoire: économique, social, culturel et politique.

Alors, ingénieur, nous sommes 10 enfants, 7 du côté de mon père et 3 du côté de ma mère. Nous avons travaillé ensemble malgré toutes ses contraintes économiques. Mon père était agriculteur depuis qu'il est né. Moi aussi. Aux côtés de mon père, nous avons élevé des animaux comme des agneaux, des petits cochons mais aussi des animaux plus petits. Mais nous avons appris sur le tas, n'est-ce pas? Le lait n'a jamais manqué, [car] nous avions des petites vaches. Maintenant, nous en avons également trois grandes et une petite. Je viens juste pour m'occuper de ça, pour leur faire plaisir, [à mes parents] parce que lorsqu'ils ont vendu tous leurs animaux [il y a quelque temps], ils sont tombés malades. Comme ils sont habitués à l'activité [agricole et l'élevage]. Maintenant, ma mère a acheté une vache par chance en gestation. Elle a mis bas l'année dernière en juillet. Ils sont heureux, il semble qu'ils vont mieux [par rapport à leur santé]. Ma mère a 89 ans. Genaro Antúnez

Les caractéristiques du territoire d'Aija, peu de terres plates et avec des pentes abruptes, ne permettent pas de réaliser une agriculture intensive comme sur la côte. Selon les informations du ministère de l'Agriculture, sur une superficie totale de près de 700 km², les superficies non agricoles représentent plus de 50% du total, tandis que les superficies agricoles utilisables pour des cultures propres représentent environ 10%⁴⁰. De même, les connaissances locales n'étaient pas orientées vers l'intensification de l'activité agricole car, comme on l'a vu dès les premiers habitants, la production était orientée vers l'autoconsommation et une vente minimale du surplus.

Cependant, compte tenu du contexte actuel, on constate qu'aujourd'hui très peu de personnes peuvent vivre exclusivement de l'agriculture. Ceux qui y parviennent ont comme stratégie soit la location d'autres terres pour avoir une superficie de culture plus grande ce qui permet d'augmenter la production destinée au marché, soit parce qu'ils ont réussi à créer un réseau d'échanges principalement avec des membres de leur famille, qui ont migré, et auxquels ils envoient des produits sains et reçoivent de l'argent, des intrants nécessaires à l'agriculture ou pour répondre à d'autres besoins.

⁴⁰ Source: Ministère d'Agriculture

J'ai quitté l'organisation [d'agriculteurs] pendant près de 5 ans, je n'ai pas été présent à cause d'autres travaux. Je manquais d'économie pour m'occuper de mes enfants, alors j'ai loué des terrains dans les parties plus basses du bassin hydrologique. J'ai commencé à travailler dans la production d'avocats et de maïs jaune dur. Ainsi qu'une série d'autres produits comme des cochons d'inde, des lapins. Pour être capable de répondre aux besoins. Je vis essentiellement de la ferme, je vends ma production principalement à Huarmey, Huaraz. Je vis essentiellement de la ferme, je vends ma production principalement à Huarmey, Huaraz. Mais ici [à Aija], on sème surtout pour la consommation, on sème peu. Il y a quelques personnes bien connues qui produisent pour en faire commerce. Sinon les autres c'est plus pour la consommation familiale, nous avons la famille à Huaraz à Lima. Nous vendons les maigres excédents. Parfois, les membres de la famille nous achètent aussi. Par exemple, j'en amène à mes enfants, [et ils] m'envoient déjà un « pourboire », ils m'achètent consciemment du guano. En fait, chacun d'entre nous élève des animaux, chacun d'entre nous vend des animaux. Moi, mes lapins et mes cochons d'inde, j'améliore [l'élevage], avec le soutien [des ONG] cette fois, ils m'ont aidé avec le toit, ils m'ont donné des tôles ondulées et j'ai couvert [le toit]. Genaro Antunez



Figure 6 : Zones des unités productives agricoles à flanc de colline

La nécessité d'accroître la production pour pouvoir s'articuler avec le marché est en grande mesure la raison pour laquelle les agriculteurs ont incorporé des intrants

chimiques dans leur processus de production. Les agriculteurs ont le sentiment qu'ils n'ont pas eu d'autre choix dans un contexte géographique tel que celui d'Aija, mais aussi, due aux petites dimensions des unités productives, à l'influence de la révolution verte et aux impacts du changement climatique.

Je ne [produis pas] en accord avec ce qu'est l'agroécologie, peu de progrès ont été accomplis. Nous choisissons ce qui est facile, nous achetons et nous l'ajoutons. C'est-à-dire que sans cette petite aide de l'engrais [chimiques], ça ne pousse plus comme avant. Ce ne sont pas les mêmes quantités. C'est la raison pour laquelle nous utilisons un peu d'engrais, le minimum, c'est pourquoi notre agriculture est toujours en bon état, nous ne l'utilisons pas au-delà de ce qui est nécessaire. Ça devrait être différent, non? Nous devons nous sacrifier pour produire cela [agroécologiquement]. Si nous transportons de l'engrais [écologique] comme ça oui quoi? Nous maintenons [le bon état de la terre]. Mais il y a, comme je le disais, un manque de conscience des gens, de conscience, de volonté de travailler. On peut améliorer avec l'agroécologie pour la subsistance de la famille. Par exemple dans les potagers, oui, pour la consommation, en petite quantité, nous plantons de la laitue, un peu de carottes, betteraves, oignons, parfois de l'ail, du chou, ces petites choses. Mais clairement dans ce qui est des cultures [pour le marché], ce qui est semé de pommes de terre, on utilise toujours un peu d'engrais pour donner un peu de force, mais nous utilisons aussi ce qui est engrais ... biologique, ce n'est pas organique, mais des engrais animaux tels que de l'âne, de la vache, du mouton. Ça on utilise.

Salvador Oncoy - Maire du centre-ville de Santa Cruz de Rurec

La majorité des agriculteurs reconnaissent que l'utilisation d'intrants chimiques n'est ni la meilleure ni la plus saine des techniques agricoles. Cependant, ils estiment qu'il n'y a pas d'autre possibilité, car la terre *sans l'aide des engrais ne produit plus comme auparavant*. C'est l'une des justifications de l'utilisation de ces intrants *car nous utilisons peu d'engrais, le minimum*; ce qui les conduit à affirmer que leur agriculture est encore *largement saine et en bon état, car ils utilisent simplement ce qui est nécessaire*.

Ici, dans ces fermes, aucun engrais chimique n'est encore entré. Ici, nous n'avons encore rien ajouté, il n'y a ni phosphate ni urée ici. Rien de tout cela dans ces domaines. Pure guano, juste île. Mais la « gusanera », le charançon des Andes⁴¹ ont commencé. [Comme] je suis allé à Huaraz, ah [et] que les maladies ne pouvaient pas être combattues, ma femme a traité avec « Machazo⁴² », mais

⁴¹ Maladies typiques des Andes péruviennes.

⁴² Machazo est un insecticide de contact d'une grande puissance, recommandé pour lutter contre: la teigne et le ver dans les pommes de terre, les tomates et les oignons, le foreur des pousses et des gousses dans les haricots, les haricots et le soja.

doux [et elles se sont] arrêtées. [Quand je suis rentré] j'ai cherché et j'ai trouvé des charançons, alors je dois faire la récolte [la semaine prochaine]. [C'est] un indicateur écologique parce que si le charançon n'est pas là, la ferme n'est pas écologique. Cela nous dit que le poison n'a pas été répandu dans ce champ, c'est pourquoi il vit. Le champ est propre, car à l'époque la fumigation n'était pas forte, alors le charançon n'a pas été touché, [on a utilisé] le minimum. Si nous avions [lancé un insecticide] comme ceux qui produisent en grande quantité, alors ce ne serait pas le cas. Ceci est pour la consommation familiale. Genaro Antúnez

L'autre justification est, comme le soutient Genaro, la nécessité de lutter contre les parasites pour protéger leur production. Il est intéressant de noter comment, dans son discours, le négatif de l'utilisation de ces intrants chimiques dans l'agriculture est simultanément évoqué, avec l'affirmation d'un usage minimal / léger qui les amène à conclure que l'agriculture qu'ils pratiquent sur leurs terres, et par conséquent sa production, est toujours propre / en bon état. Comme le dit Eric Capoen⁴³ à propos de l'agriculture qui se pratique dans les hauts des Andes, comme celle-ci qui a lieu à Aija:

Maintenant, à Aija, je dirais qu'il existe un groupe de 10, 15 promoteurs producteurs, dont trois femmes, qui, je suis sûr, ne reculeront pas, même si Diaconia ou toute autre personne ne l'aide pas, plus que ça je ne peux pas vous garantir. Mais le problème est aussi, bon, comme tu le sais, ce n'est pas qu'il soit conventionnel ici et agroécologique là-bas, tout est mélangé. L'agriculture dans les parties les plus hautes des Andes péruviennes est comme ça, ce n'est pas purement conventionnel, ils utilisent du fumier et en même temps de l'urée. Je pourrais te dire la même chose pour la partie de la lutte contre les maladies, ils ont des techniques de prévention écologiques, et puis quand il y a un problème "fit" [ils utilisent un insecticide]. Ce n'est pas blanc [ou] noir. Donc, ce n'est pas parce que je vous dis qu'ils abandonnent le processus [agroécologique] qu'ils retournent au noir ou au blanc, cela dépend de la façon dont on le voit, qu'est le processus conventionnel. Ils restent dans un équilibre qu'ils trouvent eux-mêmes entre l'écologique et le moins écologique. [Par exemple] un producteur qui a 2,5 ha produit dans un quart d'hectare, il mange cette production, car il sait que le reste est plus ou moins agrottoxique et il ne veut pas en manger. Il le vend aux limeños, aux chimbotanos.

Dans cet équilibre évoqué par Eric, il est également important de noter que, peu à peu, les agriculteurs cultivent pour leur consommation sans intrants chimiques, en particulier ceux qui ont adopté une agroécologie comme moyen de cultiver plus

⁴³ Eric Capoen est spécialiste en agroécologie de l'ONG belge ADG.

sainement et à travers lequel ils reprennent leurs pratiques traditionnelles. C'est dans une large mesure, soutenu par le travail effectué par les ONG⁴⁴,

Je suis intéressé parce que les produits que l'on cultive ne ressemblent pas à ceux de l'agriculture chimique, c'est-à-dire qu'ils sont déjà un peu plus sains. Cela n'apporte vraiment pas de pollution, tous ces types de choses. Donc, comme je le dis, on essaie de [reprendre] ce qui se passait auparavant. Comme c'était avant, on cultivait uniquement avec ce qui était naturel, n'est-ce pas? Avec des produits de la région. Depuis de nombreuses années avec ce qui est agrochimique, il y a eu tant de pollution des terres. Vous pouvez voir que tant de terres qui ont été cultivées avec ce type de produit agrochimique ont perdu leur fertilité, elles n'ont pas la fertilité qu'elles avaient auparavant. Par contre, si on pense à [utiliser] le guano ou d'autres engrais organiques, il va récupérer peu à peu ce qui a été perdu. C'est pourquoi c'est parfois important et c'est pourquoi je m'intéresse également [à l'agroécologie]. Mais comme je le répète, je ne suis pas encore un producteur tellement agroécologique. José Rodríguez

L'agriculture à Aija, compte tenu de ses caractéristiques géographiques, impose la nécessité de mobiliser de grandes quantités de travail, de temps et d'argent, car il n'est pas possible de mener une agriculture mécanisée.

[Le problème] de la main d'œuvre jusqu'à présent est sans solution, c'est très clair et pas seulement durant la transition [vers l'agroécologie], après aussi. J'ai un hectare de pêche, à Pamparomás, j'ai essayé [de produire agroécologiquement]. Et quand je parle à la première personne, c'est faux parce que je n'ai presque pas le temps [de m'y consacrer]. Mes beaux-frères, mon beau-père, [ils travaillent] je leur donne quelques conseils plus que de m'y atteler. Nous avons essayé et bon c'était une parcelle que de pêches, donc une monoculture de pêches. Dix ans, non plutôt six ans, [de terres] habituées aux produits agrochimiques quand je les ai achetés et cela [la culture de pêches agroécologique] a été un échec total, un échec total. Nous n'avons presque rien récolté. Je n'ai mis aucun produit agrochimique, nous avons essayé plusieurs techniques agroécologiques, j'ai acheté des camions d'humus. Si j'avais insisté 2 ou 3 ans, je suis presque sûr que ce serait sur le chemin de la guérison. Mais qui va supporter ça, si je ne peux pas le supporter, alors que j'ai un pouvoir économique beaucoup plus important. Qui? Personne! C'est impossible, sans aide extérieure, on ne le fait pas. En plus de mettre de l'humus c'est du temps, le guano demande beaucoup plus de temps que de mettre de l'urée. Alors maintenant que cet hectare est là dans la gestion conventionnelle avec quelques éléments [écologiques], je ne suis pas revenu au noir. J'essaie encore des choses, mais je ne peux pas vous dire que c'est de la pêche biologique. Dans mon petit

⁴⁴ Diaconia et ADG depuis plus de 10 ans dans des projets successifs.

jardin [oui], je suis de ces personnes qui ont un quart d'hectare écologique parce que dans mon petit jardin oui, j'ai mes quatre pêches biologiques, mes quatre avocats biologiques, tout est écologique, mais pas dans ma ferme. C'est l'obstacle, mais je ne vis pas de cela, évidemment. Mais en même temps, je pourrais peut-être faire plus d'efforts pour y arriver. Eric Capoen

Une autre difficulté pour l'agriculture à Aija est qu'il n'y a pas de bonnes voies de communication avec les grands centres urbains où peuvent se commercialiser leurs produits. Ce n'est pas mineur si nous tenons en compte qu'un marché local dynamique n'est pas développé. À tout cela s'ajoute le faible coût de vente de la production, qui dans de nombreux cas ne suffit que pour récupérer l'investissement.

Je ne vends ma production qu'ici à ceux qui viennent de Huaraz. Nous ne l'aménons plus, nous ne nous sacrifions plus pour y amener la production, la vendre et rentrer chez nous. Plus maintenant. Comme les acheteurs viennent, alors nous le vendons ici. Le kilo de [pomme de terre] blanche selon la variété [coûte] 50, 60 cents de première qualité, et [les pommes de terre] huairo 70, 80 cents. Parfois en cette période de récolte le prix baisse, donc parfois moins, 30 cents [le kilo]. C'est pourquoi les gens cherchent déjà d'autres moyens, d'autres alternatives, se consacrant à la sélection, à la plantation de pâturages et à la vente de fromage, de lait, n'est-ce pas? Parce que pratiquement si nous semons des pommes de terre, nous n'obtenons rien. Le coût est bas, le prix est bas et le travail que nous faisons. Nous investissons plus que ce qu'on gagne. Maintenant, par exemple, j'ai proposé de planter des pâturages et d'élever mes « petites vaches ». Avoir mon lait, avoir mon fromage, mais semer peu. Peu, seulement pour ma consommation. Déjà cette année, l'année dernière, j'ai planté peu, 3 sacs, uniquement pour ma consommation. C'est que lorsque vous vendez au marché, ça ne vaut plus la peine. Il n'y a aucun avantage, c'est-à-dire que nous dépensons plus mais nous ne récupérons rien. C'est la difficulté avec l'agriculture. Salvador Oncoy - Maire du centre-ville de Santa Cruz de Rurec

C'est pourquoi la grande majorité des producteurs agricoles d'Aija développent diverses stratégies pour répondre à leurs besoins, en complément de leur activité agricole. L'une des premières options qui concerne principalement les jeunes est la migration saisonnière vers les grands centres urbains, tels que Huaraz ou Chimbote. Dans de nombreux cas, ils travaillent quelques mois et reviennent avec de l'argent pour vivre à Aija pendant un certain temps⁴⁵.

Pour le moment, [je me consacre à l'agriculture] mais lorsqu'il y a des emplois, je m'en vais comme ça pour me défendre aussi dans la vie, parce que j'étudie, [je m'en vais] pour gagner ce qui me manque économiquement. Mais dans tous les

⁴⁵ L'éducation et la santé sont principalement des besoins qui se sont manifestés au cours des entretiens

cas je me consacre à l'agriculture: pomme de terre, haricot, un peu de « chocho »⁴⁶. José Rodríguez

Une deuxième stratégie est le travail dans le secteur public, qui comprend le travail dans le district ou la municipalité provinciale, dans les dépendances sectorielles du gouvernement régional ou national, telles que l'éducation, la santé, l'agriculture, entre autres. Enfin, une troisième stratégie consiste à travailler dans l'industrie minière directement, c'est-à-dire à devenir ouvrier d'une entreprise minière, ou indirectement, en le fournissant des services ou en le vendant des produits.

J'ai aussi été professeur [aujourd'hui je suis] retraité, j'ai une petite pension, qui me permet de subvenir aux besoins de mes enfants. [Mais] comme cela ne suffisait pas j'ai dû aller travailler ailleurs. J'ai aussi travaillé à la mine. J'ai pris ma retraite en 2003 et en 2005 je suis entré dans [la société minière] Barrick en tant que superviseur des travaux. Je n'ai obtenu que six mois [de travail], à cause de mon âge, si tu as plus d'une cinquantaine d'années, elles ne vous donnent pas plus. Six mois elle m'a donné à cette occasion. J'étais [engagé] pour la construction des cliniques médicales, des écoles dans toute la Cordillère Noire. J'étais là-bas, ils m'ont engagé pour ce boulot, comme j'ai saisi de la construction, ils m'ont engagé. Je suis polyvalent. Puis, j'étais engagé par [la société minière] Antamina. J'étais engagé pour la production de fleurs ici à Pinar, dans leur pépinière. Je leurs ai demandé d'avoir 25 travailleurs, l'objectif était de planter des fleurs sur les places d'Armes [les places principales] de Huaraz. Je suis payé pour produire ces fleurs dans leur pépinière, à travers d'une ONG, d'un petit « service » [de sous-traitance]. Ensuite, on m'a embauché comme technicien. Je suis technicien agricole, je me forme tout le temps, je sais de l'insémination artificielle des vaches, pas des porcs ni de moutons, mais la théorie j'ai. Bouturage des plantes, castration des animaux. J'ai appris quand j'étais enfant, avant d'aller à l'école, avec le patron du domaine [agricole], là, j'ai appris. Genaro Antúnez

L'agriculture à Aija est développée comme nous avons pu le vérifier dans un contexte assez défavorable et la population ne peut donc pas vivre de cette activité. Cette situation est aggravée par le fait que les différents niveaux de gouvernement ne cherchent pas à remédier à cette situation afin d'améliorer la qualité de vie de la population d'Aijina.

Mais que manque-t-il? Il manque le marché. Il manque qu'ils [les gouvernements locaux] nous organisent toutes ces choses. Donc, C'est là la difficulté. Toujours dans le district, les maires provinciaux de notre district nous disent: nous devons créer une chaîne productive. Ça ne reste que des mots, de la

⁴⁶ Chocho ou tarwi - *Lupinus mutabilis*

théorie, rien d'autre. Mais concrètement ils ne nous ont pas aidés à cet égard, pour que nous puissions prendre notre envol. Salvador Oncoy - Maire du centre-ville de Santa Cruz de Rurec

La difficile situation des activités agricoles ont incité diverses organisations de la société civile, principalement des ONG nationales et internationales, à mettre en œuvre des projets de coopération visant à contribuer à l'amélioration du processus agricole, en tant que moyen d'améliorer l'alimentation et la santé de la population. Après des années de travail à Aija, nous parlons aujourd'hui de processus de "transitions vers l'agroécologie", qui sont compris différemment par chaque acteur au niveau local.

Alors que les ONG internationales voient une centralité dans l'agroécologie et la voient comme un moyen de produire et de consommer dans l'avenir, les ONG nationales considèrent l'agroécologie comme une stratégie visant à améliorer la qualité de la vie de la population locale car son objectif principal est celui de la construction du développement rural/local. Par contre pour les agriculteurs l'agroécologie, même s'ils apprennent de nouvelles techniques agricoles, ils ont le sentiment que c'est une manière de reprendre leurs méthodes traditionnelles d'agriculture et d'élevage. Cependant, ils sont conscients que, compte tenu du contexte actuel sans accès au marché pour vendre leurs produits, sans l'aide des ONG ou de l'État, ils ne pourront pas gagner leur vie avec cette production. Cela explique peut-être pourquoi près de 75% de leurs terres sont cultivées de manière conventionnelle et dédié au commerce et les 25% restants le sont de manière agro-écologique, pour leur propre consommation.

4.3 Les exploitations minières à Aija

La complexité du processus minier au Pérou, et aussi, les différents intérêts qui l'entourent rend compliqué sa compréhension. Après le travail de terrain et face aux témoignages de la population nous avons décidé de le décrire de façon inductive, c'est-à-dire, décrire chaque étape du processus légal à partir des interprétations, opinions et vécus de la population.

Comme nous l'avons vu, à partir des années 90, l'activité minière s'est intensifiée dans tout le Pérou grâce aux dispositifs législatifs destinés à promouvoir ce type d'investissement. Cependant, cela n'a pas abouti à la mise en place de processus clairs dans tout ce qui concerne le secteur minier. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'agence d'État chargée de centraliser tous les processus des différents types d'exploitation minière. Il n'y a pas non plus d'articulation ni de délimitation claire des fonctions et des compétences de chacune des institutions de l'État compétentes dans le secteur minier.

Ils nous consultent sur certains sujets. Il y a beaucoup de méconnaissances au sujet de [leurs] droits et des procédures nécessaires ou de ce que les entreprises sont tenues de faire pour opérer. Et ce qui se passe du moins à Aija, c'est que les entreprises qui arrivent sont des entreprises de taille moyenne. Il y a donc aussi de petits entrepreneurs miniers qui viennent exploiter les mines existantes dans la région. À ces différents niveaux d'exploitation minière sont liées des exigences différentes [et] cela augmente la méconnaissance, [donc] la population n'a pas les informations dont elle a besoin pour décider vis-à-vis de ses ressources et de l'octroi ou non d'une autorisation [aux sociétés minières]. Souvent, la municipalité locale ne sait pas ce qui se passe dans le secteur minier, car elle [la société minière] traite uniquement avec la communauté. Le gouvernement régional et le gouvernement local ne savent parfois même pas ce qui se passe dans leur juridiction politique administrative. Christian Florencio

Ce système peu clair et pénible du secteur minier est généralement perçu de manière négative par presque tous les acteurs au Pérou. Il existe de nombreuses études sur la société civile à cet égard, mettant notamment en évidence les conséquences de ce système pour les populations locales. Dans le même temps, les sociétés minières ne sont pas satisfaites de ce système ...

Pour atteindre ses objectifs, l'entreprise minière Lincuna affirme qu'elle est limitée par les permis de l'autorité minière. "Pour pouvoir obtenir des permis et pouvoir redimensionner une installation de concentration, pour construire de nouveaux barrages de retenue, nous, malheureusement, exploitons des mines de

taille moyenne, nous continuons avec les mêmes règles du jeu minier majeur. Si nous étions de petits mineurs, avec une capacité de traitement allant jusqu'à 350 t / j, les règles du jeu seraient plus simples, tout est géré par le gouvernement régional. Faire toutes les études demandées peut nous prendre sans problème 2 ans après avoir découvert les ressources ". Miguel Sanchez - Gérant de Lincuna⁴⁷

Le processus d'extraction commence quand une société fait une demande d'extraction, c'est-à-dire qu'elle demande une concession minière qui, selon la taille de la concession, doit être demandée à différentes agences. Ainsi, pour les grandes et moyennes exploitations minières, l'entité qui octroie la concession est INGEMMET, un processus dans lequel les gouvernements régionaux, locaux et la population ne sont pas consultés. Dans le cas de petites exploitations minières ou artisanales, la concession est octroyée par le gouvernement régional du lieu où la concession serait située. Dans ce processus, il n'est pas nécessaire de consulter les autorités locales ou la population locale.

Ancash est devenue, depuis la dernière décennie du siècle dernier, l'une des régions qui compte le plus grand nombre de projets miniers dans le pays, ce qui a conduit à la concession de 42,4% de son territoire. Dans le cas particulier d'Aija à l'année 2016 son territoire était concédé à 91,7%.

Selon les données de l'Institut géologique, minier et métallurgique (INGEMMET) à Aija il existe 273 concessions minières au sein du régime général, c'est-à-dire, qu'elles pourraient devenir des exploitations minières moyennes ou grandes. Celles-ci sont principalement concentrées dans les districts d'Aija (118) et de La Merced (70). Sur ce total, la société minière Barrick Misquichilca possède 38 concessions et est présente dans tous les districts. D'autre part, il y a la compagnie minière Lincuna avec 42 concessions, elle est présente dans les districts d'Aija et de La Merced. Également pour les petites exploitations minières, selon les données INGEMMET, onze concessions sont actuellement situées dans les districts d'Aija et de Coris.

Nous demandons des informations pour savoir comment le territoire est réparti autour des concessions minières. Presque dans sa totalité, le micro-bassin et le district sont concédés. Mais nous ne le savons pas, la population ne le sait pas. Aija, en tant que province, est concédée à l'exploitation minière à près de 90%. Actuellement, ils ont identifié un peu plus de 40 exploitations minières situées dans la province, parmi lesquelles certaines sont formelles et d'autres

⁴⁷ <http://minerandina.com/es/minera-lincuna-apuesta-por-la-exploracion-en-la-cordillera-negra/>

informelles. Nous parlons de Cori, de Huacllan, des parties d'Aija qui se trouvent aux frontières de la province. Il existe plusieurs sociétés minières. Ce sont des industries minières moyennes. Lincuna est maintenant une société minière de taille moyenne. Huinac est une mine de taille moyenne. Christian Florencio

Le fait qu'une société minière ait une concession ne lui donne pas le droit d'explorer et / ou d'exploiter des minéraux. Il reste nécessaire d'obtenir diverses autorisations qui, pour la plupart, ne relèvent pas des gouvernements locaux (provinciaux ou de district) ni de la population. Seul le droit d'utiliser les terres de surface correspond à ce qui doit être géré avec le propriétaire actuel, qui est souvent la population locale, soit parce qu'il y a un propriétaire individuel, soit parce qu'il s'agit d'une propriété collective.

C'est là que différentes tensions surgissent entre d'un côté les sociétés minières et le gouvernement national et les régionaux, et de l'autre côté la population et le gouvernement local. En premier lieu parce que lorsque les sociétés minières suivent le processus d'obtention du droit sur les terres de surface, aucun organisme public n'intervient, donc il n'y a pas qui peut protéger [à la population locale] face à la grande asymétrie existant entre les sociétés minières (en information, capacité économique et de négociation) au détriment des communautés. (Baca 2014)

L'exploitation minière est toujours un problème pour nous, quoi. C'est pourquoi nous avons besoin de beaucoup d'informations sur ce sujet. La plupart des mineurs s'appuient sur la communauté. Comme les mines sont en grande partie sur des terres communales, alors elles [les sociétés minières] discutent, adressent des appréciations aux intégrants de la communauté et après s'installent. Mais sont-ils les seuls qui vont être lésés? Quand une mine est installée, nous sommes tous lésés, avec l'eau, avec l'air. Ils ne pourront pas cacher ces choses. Alors à cet égard on est mal, si la mine est avalisée par l'État, ok, mais l'État ne dit pas de ne parler qu'à la communauté, il ne le dit pas. Elle [la société minière] ne parle pas à la société ou aux gens, c'est ce qu'ils ne font pas. Ils font seulement ces accords, ces contrats de je ne sais pas quoi, avec la communauté. Ce n'est pas possible, c'est là qu'on est mal barré !
Jesús Manrique

Comme Jésus le soutient, la société minière, pour obtenir les droits sur les terres de surface, ne négocie pas avec tous ceux qui seront affectés par ses activités, mais uniquement avec ceux qui possèdent le titre de propriété. En ce sens, elle n'enfreint aucun règlement. Mais à partir de ce moment, il y a déjà des divisions et des tensions

entre différents secteurs de la population locale et certains d'entre eux avec la société minière.

Ce *modus operandi* est un mécanisme couramment utilisé par les grandes sociétés minières, mais le cas d'Aija montre comment il est également utilisé par les petites et moyennes entreprises minières. La désinformation de nombreux secteurs de la population locale est telle que non seulement ils ne connaissent pas l'étendue du territoire concédé, mais ils ignorent également les autorisations d'utilisation des terres de surface convenues avec les sociétés minières.

Le détail est aussi que jusqu'à présent je n'ai vu aucun atelier de présentation des résultats des études d'impact environnemental. Du moins depuis que je suis ici [la société] Panizo a ouvert et je n'ai rien vu de cela, aucun atelier pour informer ce qui va se faire. Christian Florencio

Souvent, ces négociations de la société minière avec les communautés impliquent divers accords, qui peuvent inclure des travaux à exécuter sur le territoire, des canaux de communication, des paiements pour l'achat de terrains en surface ou un bail, entre autres. Tout cela finit par ne profiter qu'à certains segments de la population. Les autres segments, qui ne bénéficient pas, et qui souvent étaient des groupes de la population qui ne voulaient pas l'implantation des projets minières, conclut généralement que si certains groupes se bénéficient pourquoi eux ne le feraient pas.

Il y a deux communautés. C'est-à-dire nous, avec mon père, appartenons à la communauté de Santa Cruz, qui commence du chemin vers les hauteurs. L'autre secteur, Temayllu, sont des résidents d'ici, mais ils vivent ici et ailleurs. Ces derniers, ce sont eux qui ont autorisé. Elles sont arrivées [les sociétés minières] à la communauté, c'est-à-dire que la société vient dans la communauté. Le président [de la communauté] cherche à convaincre les membres, mais il ne nous parvient pas. Nous, en tant que municipalité, comme peuple, nous protégeons nos intérêts, par exemple notre voie de communication. (...) [Malheureusement] parfois nos propres gens lorsqu'ils voient de l'argent acceptent parfois ces choses. La mine propose, vient, les gens savent qu'elle va donner beaucoup d'argent à la communauté. Elle entre dans une réunion et voilà. [Les gens disent] si d'autres endroits en profitent, pourquoi nous ne pourrions pas en profiter, nous devons faciliter les choses [pour les sociétés minières]. Cela s'est produit avec les communautés du territoire, elles ont autorisé et les sociétés minières font déjà des analyses du sol, ces choses et bientôt, l'année prochaine on aura une exploitation minière dans cette communauté. Nous sommes un secteur qui est contre l'exploitation minière, mais la plupart des membres de la communauté

l'ont autorisée et, en tant que peuple, nous ne pouvons décider sur les terres de la communauté. Salvador Oncoy - Maire du centre-ville de Santa Cruz de Rurec

Les problèmes augmentent lorsque la société minière obtient le permis et commence la construction de ses installations de surface et souterraines. La première chose qu'il fait est de délimiter la zone d'exploitation, *par exemple à Santa Cruz, toute cette zone qu'a privatisée, les propriétaires de l'industrie minière, ils disent le mur, ils ont clôturé et ils disent que c'est le mien, ils ne nous permettent plus de] Il se peut?*⁴⁸ Il s'agit d'un mécanisme par lequel la société minière interdit de facto la libre circulation de la population et la réalisation d'activités telles que l'agriculture et l'élevage.



Figure 7 : installations et clôture de protection de la société minière Lincuna

J'étais à Huaraz lorsque je travaillais avec la société minière Barrick quand elle a commencé en 2000. Alors, que font les comuneros de Kaischca, Pierina, qui ne veulent pas que la mine s'installe là-bas, car ils y avaient leurs sources d'eau - où ils devaient boire autant eux que les animaux. Mais, quand entre la société minière elle prend tout, tout en sa possession, et envahit tout, elle alors le ferme

⁴⁸ Colons du Merced en atelier de présentation de cartes thématiques du zonage écologique et économique dans le cadre du projet de Diaconie et de l'ADG.

cette zone. En face de cela, les comuneros demandent un soutien aux autres voisins de leur zone, afin qu'ils fassent grève pour ne pas laisser la mine s'installer. Mais ce qu'ils font [le gouvernement], ils ordonnent de faire venir la police, ils amènent les forces armées. Dès que j'arrive, [je vois] des avions et des avions, donc la mine s'installe facilement face aux gens. Bombes lacrymogènes. Un seul avocat défendait le peuple, les autres étaient en faveur de la mine. [Enfin] Elle s'est installée, et? [Elle a dit] Huaraz va changer, tous seront riches ici, Elle s'est installée [la mine] avec cette optique, et jusqu'à présent rien a changé. Ce problème ne s'arrête pas, c'est toujours un problème, c'est le problème de l'exploitation minière. Jesús Manrique

Ainsi, les sociétés minières exercent un contrôle sur des secteurs du territoire d'Aija. Ce contrôle est soutenu et est également exercé en coordination avec les forces de police. Au Pérou, la "loi sur la police nationale du Pérou" permet d'engager la police à des fins de sécurité pour les sociétés minières, ce qui finit par fausser leur objectif principal, à savoir la sécurité de la population. Cela est encore plus évident lorsque la population manifeste contre l'activité minière et qu'elle est généralement réprimée par la police.

Ceci est aggravé lorsque la population décide de faire une grève ou une mesure de force pour exiger la présence de l'État et que lui peut apporter des solutions à leurs problèmes. Dans ces cas, le rôle joué par l'État finit par générer une plus grande méfiance à son égard, à celui de la société minière et des forces de police.

Lors d'une réunion multisectorielle avec la présence des sous-ministres, je leur ai dit. Cette fois, ils n'ont pas laissé entrer que des agriculteurs et des dirigeants. Il y avait des flics, mais Aija est tranquille. À partir de là, les gens pensaient que [la mine] avait négocié avec moi. Parce qu'ils n'ont laissé entrer que le président [du front de défense], j'étais président. L'année suivante nous avons fait une grève. Pendant cette grève, j'ai presque failli me faire avoir. J'ai aussi été un leader de l'éducation. Je devais prendre soin de moi-même, [et pour cela] demander au ministère public [de la localité] spécifiquement au bureau de la prévention du crime, je devais penser à tout. Alors, j'ai recommandé aux membres de mon organisation [que] si quelqu'un ne respecte pas le fait qu'on est dans une grève pacifique, ça sera sa responsabilité, chacun sera responsable de ses actes. Nous sommes ici dans une marche pacifique, une grève pacifique durant laquelle nous n'allons pas jeter de pierres, frapper la population, une manifestation pacifique. Non! Ils m'ont répondu, disant alors que Don Genaro avait déjà négocié [avec la mine]. [Ils m'ont encore dit] qu'est-ce qu'une grève? Une grève? On doit détruire leurs installations. Ce n'est pas comme ça, j'ai

répondu, si vous voulez, faites-le. Être un leader est très compliqué, vous ne gagnez rien, tout cela ad honorem. Genaro Antunez

Cependant, la répression n'est pas la seule stratégie utilisée pour faire face à une protestation sociale. Les sociétés minières négocient également différemment avec chaque acteur, dans certains cas individuellement et collectivement. Ainsi, ils établissent des relations et des accords avec les secteurs de la population ou avec les autorités locales afin de poursuivre leurs activités.

Bon, écoutez ingénieur. Par exemple, quelqu'un est élu maire, ou dirigeant ou défenseur. Écoutez, à la fin de la journée elles [les mines] lui donnent quelque chose et pourquoi [accepter] ? Est-ce que c'est ça aimer ta patrie, ton lopin de terre? Alors, est-ce que la société minière pèse plus dans ce cas-là? C'est pour rien que les gens se sont abimé les poumons et la gorge en criant ? À la fin les dirigeants sentent quelque chose en poche. Que vont-ils ressentir quoi? Ils diraient quelque chose comme « Je vais compter mon [argent] » Désolé de vous le dire, monsieur, nous avons vécu la réalité, nous voyons la réalité ... nous crions et ensuite, [les mines disent au dirigeant] monsieur ne veut pas [d'argent] ... je ne sais ce que je ferais, parfois cela donne de la colère. Parfois ils [les dirigeants] nous utilisent, nous demandent d'y aller ensemble [à la grève] tout le monde y va, simplement pour remplir les poches des dirigeants. Mais qu'est qu'elles leurs donnent, leur petit caramel. Comment ils utilisent les gens !
Villageois La merced

Il est vrai que la mine développe également des campagnes de sensibilisation en faveur de l'exploitation minière et des améliorations que cette activité peut apporter à la vie sur le territoire. Dans de nombreux cas, cela se fait en coordination avec les autorités locales, qui finissent par être perçues par la population comme des personnes qui ne cherchent pas plus que leur avantage personnel.

Il manque du dialogue. Les dirigeants sont emmenés par la compagnie minière, [elle] leur donnent leur part. Par exemple, le maire de La Merced est un promines, il a assumé la présidence [de l'organisation] du bassin hydrologique. Il a négocié avec la mine, elle l'a aidé à constituer sa société (de transport de personnel à la mine), sa société est encore en activité. Donc il ne peut pas s'opposer à la mine. Elle m'a aussi proposé que mes enfants travaillent [à la mine] j'ai dit merci beaucoup, mais non, tant qu'elle ne trouve pas de solution [pour la pollution], merci beaucoup. Parce que, que vont me dire les gens ? Les gens m'ont choisi pour les défendre, j'ai été le chef d'une organisation sociale de base. Ici, la base principale [de nos vies] est l'agriculture, Aija est une zone d'agriculture et d'élevage. Dans chaque ferme tu vois au moins un petit animal, une petite culture. Genaro Antúnez

En général, les sociétés minières suivent le même modèle d'offre que l'exploitation minière à grande échelle, le tout dans le cadre d'un discours développementaliste / extractiviste selon lequel l'extraction minière est le seul moyen de parvenir au développement et, à cette fin, diffuse les utilisations des minéraux dans des campagnes qui sont même promues par le MINEM⁴⁹. Parmi les offres les plus récurrentes, nous pouvons trouver: travail dans le secteur minier pour la population locale, voies de communication, infrastructures pour les villes ou les communautés, entre autres. Ce qui est intéressant et passe souvent inaperçu, c'est que ces offres ne sont pas librement décidées par les sociétés minières, mais sont en réalité des accords que l'État péruvien exige des sociétés et qui sont pris en charge au moment de l'octroi de la concession (Baca 2018).

L'une des contributions les plus importantes générées par une entreprise comme la nôtre dans la communauté est la création d'emplois. L'impact qu'il génère se reflète principalement dans le développement des capacités de la population, l'augmentation des revenus et l'amélioration de la qualité de la vie. Pour Barrick, il a toujours été prioritaire de faciliter l'accès des résidents des communautés aux possibilités d'emploi offertes par la société. C'est pourquoi, en premier lieu, lorsque de la main-d'œuvre qualifiée est requise, il est recherché de recruter des candidats provenant des zones d'influence locale et / ou régionale. Si la capacité locale ne peut pas couvrir les opportunités d'emploi existantes, la recherche de candidats en dehors de la région commence. [La] création d'emplois locaux lorsque la main-d'œuvre non qualifiée est requise, l'objectif est que 100% de celle-ci provienne des zones d'influence. Bien que l'objectif n'ait pas encore été atteint, tous les efforts visent cet objectif à court terme⁵⁰.

Cependant, la population ne le perçoit pas de la même manière...

Certains vont travailler dans la mine mais pas tous. Même pas 10%. Les gens ici ne sont pas des mineurs. Je vous donne un exemple, la [société] Hercules [ou] la [société] Lincuna, nous y sommes allés. Nous ne travaillons que pendant des mois, deux ou trois mois seulement pour de simples problèmes d'entretien des routes, des canaux, etc. Parce que la mine ne vous donne pas [de travail], ils demandent un mineur avec expérience, avec un CV. Ils nous ont payé 900 soles par mois. Je parle de 2014. Peut-être que ça a augmenté à 1000 soles mais ce n'est pas juste non plus, non? Jesús Manrique

Le discours le plus largement utilisé est sans aucun doute celui des avantages de l'exploitation minière par rapport au développement. L'idée que le seul moyen

⁴⁹ Ministère de l'énergie et les activités minières

⁵⁰ Page 50

https://barricklatam.com/barrick/site/artic/20121227/asocfile/20121227093609/reporte_peru_2011.pdf

d'attendre le développement est via l'exploitation minière est soulevée et diffusée. Et dans ce processus, ils sont souvent considérés comme des alliés des autorités régionales et provinciales.

C'est ainsi que vous travaillez sur ces routes dont Ancash a besoin. Huarmey-Aija-Recuay sera une réalité et nous le faisons avec les fonds du service public minier. C'est pourquoi nous devons défendre nos minerais et ne pas permettre de nous les retirer. Ces routes amènent le développement de notre ville. César Álvarez - Président régional Ancash 2007-2014⁵¹

Au milieu de ce scénario actuellement à Aija, il y a ... des unités minières qui extraient des minéraux, selon les données du MINEM, et qui ont également des projets d'exploration. Ceci, ajouté à une activité minière historique, a à son tour généré une grande quantité de passifs miniers. Selon les données du MINEM à Aija, 59 passifs environnementaux miniers ont été identifiés, la plupart d'entre eux situés dans les parties plus hautes des bassins hydrologiques.



Figure 8 : Résidus miniers situés dans la partie supérieure du bassin hydrologique Huarmey

Le paradoxe dans cet inventaire est qu'une colonne indique littéralement "Nom du titulaire du droit minier", c'est-à-dire qui a extrait le minerai et produit le passif minier, et dans une autre colonne, "Nom de la personne responsable de la remise en

⁵¹ Cesar Álvarez était président régional d'Ancash de 2007 à 2014, date à laquelle il a été arrêté pour actes de corruption.
<https://www.youtube.com/watch?v=oEKiFYLPigs&index=25&list=UUUNsb5S6i8JLCnrbKlHKKKA>

état du passif" et la plupart des cas indiquent "NON IDENTIFIÉ". Face à cette situation, l'État et les entreprises ne prennent aucune mesure concrète pour remédier à ces problèmes, mais...

Il est curieux qu'un événement lié à l'eau ait été parrainé par [la société minière] Lincuna, mais si vous allez à la rivière Llactun, la rivière est polluée. Ce fleuve n'a pas de vie. Mais ils parrainent des événements ayant trait à la conservation de l'eau. Tout le monde nous a donné un petit sac à dos. Christian Florencio

Donc, il est compréhensible que la demande la plus ressentie par la population soit la garantie d'un accès à une eau en quantité et qualité suffisantes pour répondre à ses besoins.

[La société minière] utilise notre eau, oui. Et cela nous prive des lacs construits par la ville, et ce sont des lacs naturels améliorés, nous avons huit lacs et deux d'entre eux ont déjà été pollués. Notamment, le lac de Santiago, d'où cette rivière est née, à l'intérieur passent les tunnels de la mine, alors à la détonation des explosifs des fissures se sont formées. Donc, le lac ne se remplit plus. Auparavant il débordait, à cette époque il débordait. Maintenant, ce mois-ci, entre ces mois, on nous a volé la soupape de 8 pouces, qui a été installée dans un des lacs... qui d'autre peut l'avoir fait sinon eux [les sociétés minières] si ils sont là, s'ils ont leur sécurité à l'entrée, personne d'autre ne rentre. Nous avons cette difficulté. Genaro Antunez

Ce scénario permet d'affirmer qu'à Aija, l'exploitation minière est finalement devenue l'activité qui organise et conditionne la reproduction de la vie sur le territoire. L'exploitation minière commande la vie sur le territoire principalement en raison de la délimitation physique qu'elle applique dans la concession pour l'extraction des minerais et qui empêche de facto l'accès des populations locales aux ressources qui s'y trouvent, limitant également leur mobilité à Aija.

L'activité minière organise la reproduction de la vie sur le territoire car, à partir des années 90, l'augmentation de cette activité sur le territoire a nécessité divers services et approvisionnements qui étaient auparavant pris en charge par la population locale, ce qui a fini par changer sa forme historique de vivre.

L'exploitation minière conditionne la vie sur le territoire car, en conditionnant la mobilité sur le territoire, elle conditionne les relations socio-économiques que les populations locales établissent à l'intérieur et à l'extérieur du territoire d'Aija. De même, en obligeant les gens à changer de mode de vie et à mener des activités orientées vers le secteur minier, il en va de la survie des exploitations minières.

Enfin, la délimitation des zones auxquelles la population accède ou pas, limite les zones dans lesquelles les activités agricoles peuvent être réalisées, et s'ajoute à cela la pollution des cours d'eau générée par les passifs environnementaux et les activités minières. Aujourd'hui, le panorama des activités agricoles est donc encore plus compliqué.

Le processus minier au Pérou

La description de la situation minière à Aija était basée sur les témoignages de la population locale. Cela a permis de montrer dans une large mesure la complexité du processus minier au Pérou, mais surtout la méconnaissance que les populations locales en ont, et donc la difficulté qu'elles ont à faire valoir leurs droits et à faire en sorte que la mise en œuvre des projets miniers n'affecte au minimum pas le développement normal de leurs activités, c'est-à-dire, la continuité des activités agricoles.

Pour cette raison, il a été jugé important de présenter succinctement et schématiquement les différentes étapes du processus minier au Pérou et les permis les plus importants que les compagnies minières doivent obtenir pour passer d'une étape à une autre. Comme il s'agit d'un résumé de toute la législation, il n'y a pas beaucoup de différence entre les activités du grand régime minier et celles des petites exploitations artisanales. Cette schématisation est basée sur les recherches d'Epifanio Baca (2018).

Cependant, il est essentiel de souligner deux éléments qui montrent le manque de protection de la population locale contre les processus miniers, qui seront développés plus particulièrement dans la section de l'analyse et des perspectives théoriques. En premier lieu, le fait que dans l'ensemble du processus d'exploitation minière, "les gouvernements locaux ne participent pas au processus d'octroi des droits miniers et n'ont pas non plus les compétences nécessaires pour réglementer et/ou superviser ces activités tant au niveau de la réglementation minière qu'au niveau de la réglementation environnementale. Deuxièmement, " Il faut souligner que les mécanismes de participation citoyenne décrits ne permettent qu'une participation de faible intensité, en ce sens qu'ils sont conçus pour fournir des informations, promouvoir le dialogue, recueillir des opinions et des contributions sur les activités minières, pour prendre des décisions.

Etape	Organisme responsable	Documentation/Permis
Concession minière	Selon le type de concession : INGEMMET (grande et moyenne exploitation minière) Gouvernement régional (exploitation minière artisanale et à petite échelle)	Demande d'exploitation minière contenant : le type de concession, l'emplacement géographique et l'étendue de la plainte, les données de la personne physique ou morale qui la demande, les reçus pour le paiement du droit de validité et le processus d'octroi de la concession. Affidavit des activités à développer. Engagement préalable " sous forme d'affidavit, par lequel vous vous engagez à ce qui suit : Approche de développement durable ; Excellence environnementale et sociale ; Respect des accords ; Relations responsables ; Emploi local ; Développement économique ; Dialogue continu. Publication de la pétition dans le Journal Officiel "El Peruano" et dans un journal de la capitale régionale où la concession serait située.
Exploration Exploitation		Concession minière actuelle, qui permet l'utilisation exclusive des minéraux se trouvant sous la propriété. Gérer l'approbation par le Ministère de la Culture des déclarations, autorisations ou certificats nécessaires à l'exercice des activités minières. Avoir la certification environnementale - Etude d'Impact Environnemental, EIE - délivrée par l'autorité environnementale compétente, sous réserve des règles de participation citoyenne. En outre, si le projet est situé sur les territoires de populations autochtones, une consultation préalable doit être appliquée. Obtenir l'autorisation d'utiliser le terrain par accord préalable avec le propriétaire du terrain en surface ou par l'accomplissement de la procédure

		de servitude administrative, conformément à la réglementation en la matière. Obtenir d'autres licences, permis et autorisations requis par la législation en vigueur, selon la nature et l'emplacement des activités à développer.⁵²
Fermeture de la mine		Tout détenteur d'une activité minière est tenu de fermer les zones, les travaux et les installations d'une unité minière par l'entremise du plan de fermeture de la mine réglementé dans le présent règlement. Le plan de fermeture de la mine complète l'étude d'impact sur l'environnement et le programme d'adéquation et de gestion de l'environnement correspondant aux activités du titulaire de l'activité minière. Toute personne, physique ou morale, peut se présenter devant la Direction générale des affaires minières et environnementales du Ministère de l'énergie et des mines, Direction régionale de l'énergie et des mines, siège du Gouvernement régional, municipalités provinciales ou de district et présidence de la communauté correspondante, pour prendre connaissance du plan de fermeture de la mine sous réserve de la procédure d'approbation prévue à l'article 13 du présent règlement. Loi n° 28090, Loi réglementant la fermeture des mines

Tableau 6 : Description du processus minière sur base de la législation péruvienne

⁵² Les licences prioritaires pour le développement des activités minières sont, entre autres : concession d'avantages, licences pour l'utilisation de l'eau, autorisations de déversement d'eau, autorisation globale d'explosifs, autorisation pour le début des activités, certificat d'exploitation minière, licences pour l'opérateur d'équipements à rayonnement ionisant, enregistrement du consommateur direct des combustibles liquides.

5. Perspectives théoriques et Analyse

L'analyse d'un espace comme Aija renvoie d'un côté à l'analyse des espaces locaux et de ses relations avec les autres niveaux territoriaux. D'un autre côté il a besoin aussi d'une analyse relationnelle des activités qui se développent dans son sein. C'est pourquoi, dans cette section, nous commencerons par décrire les perspectives théoriques que nous allons mobiliser pour comprendre la réalité actuelle d'Aija : la friction territoriale et le concept d'espace local. Ensuite, et sur base de ces perspectives théoriques, nous proposons une analyse de la réalité d'Aija à partir de l'interaction entre les activités agricoles et minières, plutôt que de simplement les comprendre chacune séparément.

Il faut préciser que pour le cas des exploitations minières, nous partirons d'études sur les grandes exploitations minières, puisque comme nous le verrons, les petites et moyennes sociétés minières ont des comportements similaires, mais elles ont aussi des particularités grâce à un contexte territorial différent et surtout à un rôle de l'État national aussi différent. Dans le cas de l'agriculture, nous analyserons le rôle que joue l'agriculture familiale sur le territoire, car c'est le type d'agriculture pratiquée par la majorité de la population d'Aija.

5.1 Perspectives théoriques

Cette analyse sera faite à partir de la catégorie/notion/concept de *friction territoriale*, parce que les deux activités ont plusieurs "lieux de rencontre" à partir desquels les frictions sont générées et qui peuvent limiter la réalisation des deux activités. Alors, nous allons démarrer les réflexions de cette partie par la définition de friction territoriale que nous proposons.

Ensuite, la deuxième partie des perspectives théoriques a pour objectif de nous approcher à une définition d'espace local et de ses caractéristiques. On insistera surtout sur les caractéristiques qui nous permettent de mieux comprendre les particularités que l'on trouve à Aija, surtout en relation aux activités agricoles et minières, et qui sont finalement lesquelles expliquent le mieux les différentes frictions territoriales.

5.1.1 Friction territoriale

Aija est un espace local qui est actuellement organisé selon deux activités : l'agriculture et l'exploitation minière. C'est pourquoi il est proposé de réaliser une analyse relationnelle, c'est-à-dire de l'interaction entre ces deux activités, et du rôle

que cette interaction joue dans les processus de production de l'espace Aija. Pour ce faire, il est proposé d'aborder cette interaction à travers la notion de friction territoriale, et en tant qu'interaction, celle-ci ne peut être comprise que lorsqu'elle s'accomplit dans un espace concret.

En ce sens, la notion de friction territoriale qui est proposée est liée à la conception de l'espace que nous avons. Il existe plusieurs définitions de l'espace et de ses caractéristiques, qui dépendent dans de nombreux cas de l'approche de laquelle nous partons, mais aussi de l'utilisation qui sera faite de cette définition. La définition de l'espace et les caractéristiques qui sous-tendent l'analyse de la réalité d'Aija qui est effectuée dans le présent travail seront approfondies à cet égard.

Ainsi, dans cette partie, plus qu'une définition de l'espace, nous utilisons une de ses caractéristiques, *la multiplicité*, qui nous permettra de comprendre la notion proposée de friction territoriale produit entre les activités qui sont réalisés dans un même espace. Dans les sciences sociales, l'espace est communément défini comme une production sociale, qui met l'accent sur le rôle que les êtres humains jouent dans ce processus. La vérité est que, comme le soutient Massey (2012), l'inverse est également vrai, l'espace matériel conditionne et influence les processus sociaux. C'est un processus bidirectionnel.

Ces processus sont particuliers, uniques, chaque espace est une particularité, un équilibre concret entre l'espace matériel et les groupes humains qui l'habitent, un équilibre dynamique qui change constamment dans le temps et sous l'influence des autres espaces. C'est pourquoi il est également affirmé que la construction de l'espace n'est pas un processus unique, il y a de multiples processus qui le construisent, c'est-à-dire que dans un même espace on trouve des processus divers, et donc l'espace est le lieu de la coexistence de la multiplicité (Massey 2004).

L'idée de multiplicité nous renvoie alors à la coexistence de multiples acteurs et les activités qui se réalisent dans le même espace et qui ne sont pas nécessairement harmonieux. Il s'agit alors de la production d'un espace particulier en tant que résultat de l'interaction de ces acteurs et de leurs activités.

En passant en revue l'histoire d'Aija, nous avons pu voir comment les activités agricoles et minières, présentes tout au long de son histoire, ont joué différents rôles dans l'organisation/production de l'espace. Cela ne s'analyse pas seulement en termes

d'impact concret que chaque activité a séparément, mais aussi par l'interaction entre les deux.

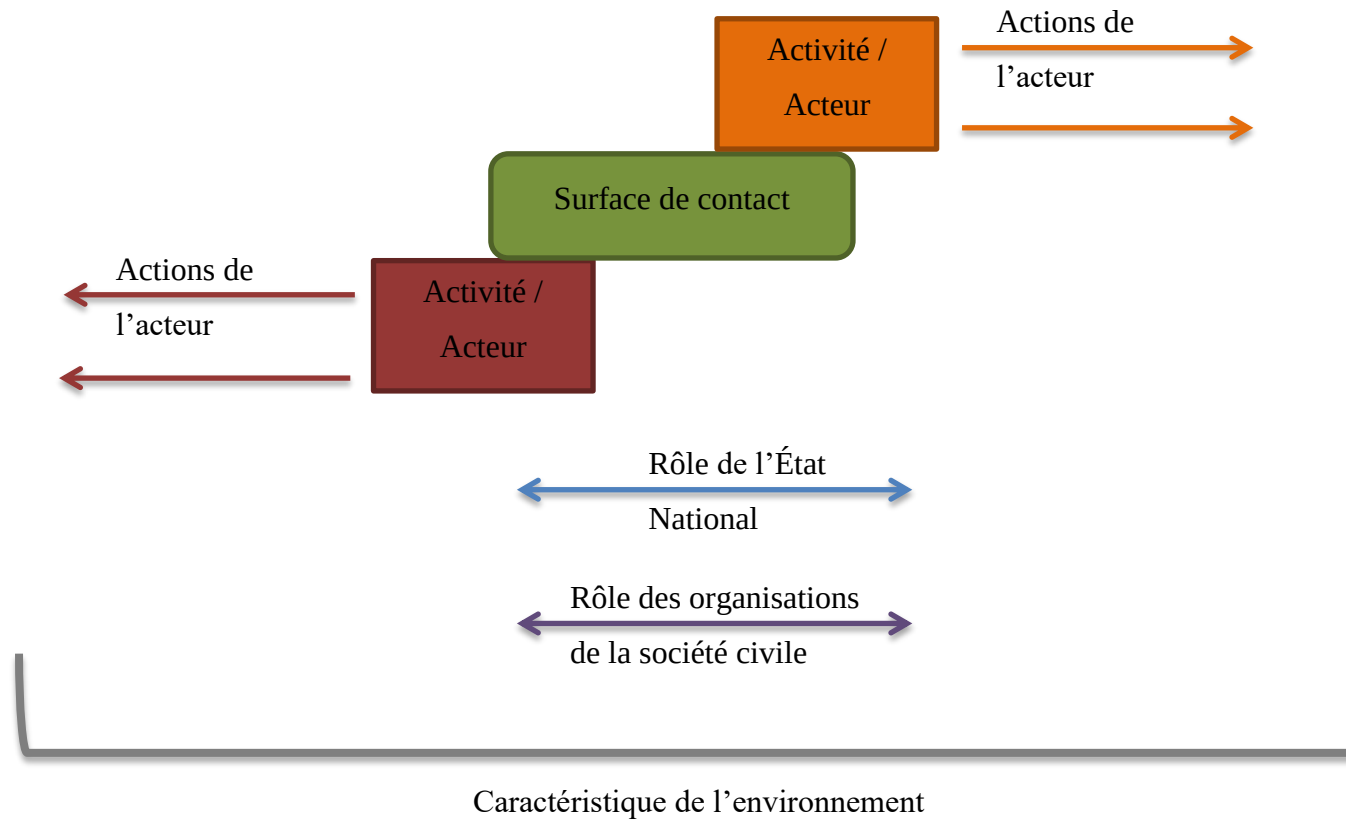
Ce sont ces interactions qui favorisent, limitent ou entravent la réalisation de l'autre ou des autres. C'est dans ce sens qu'il est proposé de les analyser à partir de la notion physique de friction, comme une métaphore oui, mais aussi comme un moyen d'analyser la production de l'espace comme un produit de relations/interactions entre les activités qui se développent dans l'espace, les acteurs qui les exercent et les relations qu'ils établissent avec les autres espaces.

Le concept de friction en physique est défini comme la force qui s'oppose au mouvement et apparaît lorsqu'une surface tente de se déplacer sur une autre. Ainsi, cette force s'oppose au mouvement de cette surface. La friction n'apparaît que lorsqu'il y a deux surfaces en contact et qu'au moins l'une d'elles essaie de bouger. Ce qui est intéressant dans cette force, c'est qu'elle est à la fois la force qui s'oppose au mouvement mais c'est aussi celle qui le permet. Sans cette force, par exemple, nous ne pourrions pas marcher ou les véhicules qui nous transportent ne pourraient pas circuler.

Donc, quand on parle de friction, on parle de deux surfaces qui sont en contact, qui génèrent d'abord une surface de contact entre elles, et que l'une ou les deux cherchent à bouger, ce qui génère l'apparition de la force de friction qui est opposée à ce mouvement. L'intensité de cette force dépend des caractéristiques de chaque surface mais aussi des caractéristiques de l'environnement dans lequel se trouvent ces surfaces.

Partant du concept de friction, lorsque l'on analyse un processus territorial, les deux surfaces seraient deux activités développées par des acteurs différents, qui ont un espace commun dans lequel les deux activités tentent de se réaliser, surface de contact. L'intensité de la friction territoriale qui se produit entre eux peut, de la même manière, favoriser, limiter ou entraver la réalisation de l'un d'eux, et cela dépend des caractéristiques particulières de l'autre surface et aussi des caractéristiques de l'environnement, donc, du contexte local/national/global dans lequel la friction est générée.

Schéma 1 : Friction territoriale



Ainsi, l'analyse de l'interaction entre les activités, et donc les processus de construction de l'espace, en termes de notion de friction territoriale décrite, permet de dépasser l'idée que l'une limite ou entrave l'action de l'autre, ouvrant ainsi la possibilité ou la recherche de l'une pour promouvoir le développement de l'autre. En ce sens, la réflexion conduit à trouver les éléments qui s'opposent à la possibilité de réaliser chaque activité.

Le défi analytique/méthodologique serait de savoir si ce que nous essayons d'élucider est, comme en physique, si une surface bouge pendant qu'une autre reste statique, ce qui se traduit dans le territoire signifierait qu'une activité se fait au détriment de l'autre, ou si, au contraire, l'idée est de rechercher que les deux activités puissent se faire, ce qui nous amène à analyser ce qui doit changer et/ou être maintenu dans la manière dont chaque activité est menée afin de permettre un équilibre dynamique entre ces activités.

Comme nous l'avons indiqué au début de cette partie, la notion de friction territoriale est intimement liée au concept d'espace et à ses caractéristiques. En outre, comme on l'a également fait valoir, le cas d'Aija nous renvoie à l'analyse d'un espace local. Toutes ces idées préliminaires rendent nécessaire de définir la conception de l'espace qui sous-tend l'analyse de ce travail et qui est la base pour mieux comprendre les frictions territoriales.

5.1.2 Aija en tant que espace local

À Aija, les avantages découlant des activités agricoles et minières ont différents destins, en grande mesure parce que les acteurs qui mettent en œuvre ces activités appartiennent à différents espaces. Tandis que les activités agricoles sont développées par la population locale, les activités minières sont entièrement développées par des sociétés dont les propriétaires ne sont pas originaires d'Aija.

De cette constatation il est possible d'affirmer que les activités agricoles visent à soutenir la vie à Aija, tant pour que la population consomme sa production que pour la vente des maigres excédents. Par contre les activités minières visent à vendre tous les minéraux extraient, et seulement un minimum pourcentage de la population d'Aija travaille dans le secteur minier, donc les bénéfices de cette activité sont destinés à soutenir la vie des personnes vivant dans d'autres localités.

Dans ce contexte, il est important d'analyser la relation de ces activités qui se déroulent au niveau local avec les autres niveaux territoriaux. C'est pour ça qu'il est

important de proposer une définition de l'espace local et de sa relation avec les autres niveaux, principalement l'espace global, qui, comme nous le verrons, est celui à partir duquel des activités comme les exploitations minières, en particulier, et les activités extractivistes, en général sont promues, et ont finalement un grand impact au niveau local.

Nous affirmons, alors, que réfléchir à propos des espaces locaux ne peut pas se réaliser sans, en même temps, analyser les espaces globaux. Donc, nous allons commencer l'analyse à partir d'une proposition de définition d'espace locale et de sa relation avec l'espace globale. La géographe britannique Doreen Massey (2012) propose de comprendre l'espace comme...

"...un produit social. Tant l'espace, disons, matériel, que l'espace implicite dans nos discours et notre imagination. Et s'il s'agit d'un produit social, ce doit être aussi une responsabilité politique. Si c'est quelque chose que nous produisons, la façon dont nous le produisons est importante. L'inverse est également vrai : l'espace a ses propres effets. Elle influence la façon dont une société se développe et l'image qu'elle a d'elle-même. (...) Bref, si l'espace est un produit de relations sociales, il est aussi totalement imprégné de pouvoir social. (Massey 2012)

Aija, en tant qu'espace local, est un produit de la relation entre les groupes humains et l'espace matériel, qui a connu plusieurs étapes, comme nous avons pu le décrire dans la revue historique. En ce sens, cette relation entre l'espace et la population qui habite Aija, tout au long de son histoire, a produit des savoirs orientés vers une agriculture principalement pour l'autoconsommation et un élevage également orienté vers l'autoconsommation mais aussi vers l'échange afin d'obtenir des produits d'autres territoires qui répondent à leurs besoins. Dans ce contexte, les activités minières-métallurgiques, comme nous l'avons vu, avaient un rôle secondaire par rapport à la reproduction de la vie.

Cependant, différents processus historiques ont changé cette réalité, et l'exploitation minière est passée d'une activité secondaire à une des activités qui organise la vie à Aija. Cela met en évidence une autre des caractéristiques du territoire, ce ne sont pas des espaces fermés, dans le sens où ils établissent des relations avec d'autres espaces, ils sont donc ouverts. L'impact de ces relations finit par être constitutif de l'espace, c'est-à-dire, que certains caractéristiques d'un espace font partie des autres, donc ils sont hybrides.

Cette caractéristique, *d'être hybride*, est en même temps en relation aux espaces mais aussi en relation aux temps. Donc, à Aija coexistent dans le même espace et dans le même temps, des façons de réaliser des activités agricoles de différentes époques - techniques ancestrales, révolution verte et agroécologie - mais aussi coexistent savoirs qui ont été construits là, comme ceux des activités agricoles, et aussi des savoirs construits ailleurs comme ceux des activités minières. Les deux cas sont une expression de la caractéristique hybride des espaces.

Et ma question est la suivante : cette dimension temporelle (historique) de la responsabilité du passé peut-elle se traduire dans l'espace (géographique) et dans le présent ? Parce que, tout comme "le passé continue dans notre présent", le lointain s'entremêle dans notre lieu "local". (Massey 2004)

L'histoire d'Aija montre la forte relation entre les espaces/processus locaux et globaux. A partir des années 80 et 90, un processus global qui a favorisé l'augmentation des activités extractives en général s'est ouvert, en particulier dans les pays du Sud. Une partie de ce processus consistait à obliger de nombreux pays à rédiger une législation pour faciliter ce processus. Dans le cas du Pérou, comme nous l'avons vu, c'est au cours de cette période qu'une nouvelle constitution et des lois différentes ont été élaborées, ce qui a facilité l'augmentation de ces activités. Dans le cas spécifique d'Aija, l'augmentation des activités minières au détriment des activités agricoles a été observée à partir de ce moment.

C'est pourquoi nous soutenons qu'il n'est pas possible de réfléchir sur les réalités à propos des réalités des espaces locaux, comme Aija, sans réfléchir en même temps à l'espace global et aux relations établies entre eux. En outre, en acceptant que les espaces soient des hybrides constitués par des temps et des spatialités divers, l'espace local est aussi constitué par les caractéristiques du global et vice versa.

"Si l'on prend au sérieux le fait que le local et le global sont mutuellement constitués, il s'ensuit que : 1) les lieux locaux ne sont ni purement des produits ni des victimes de la mondialisation ; 2) chaque lieu représente un mélange différent, un entrelacement de relations sociales dans lequel un lieu peut avoir une position dominante, alors que dans d'autres relations il a une position plus ou moins subordonnée ; et 3) dans certains lieux la même mondialisation néolibérale est produite, coordonnée et organisée. En effet, ce sont des "lieux de pouvoir". (Massey 2004)

Accepter alors que l'espace local et le global se constituent mutuellement ne signifie pas qu'ils ne peuvent être analysés séparément, et qu'en outre, il est affirmé qu'il

existe des particularités propres à chaque niveau. Cependant, cette idée nous permet de voir comment de cette façon, du local au global, ou vice versa, il y a aussi d'autres niveaux territoriaux auxquels il appartient, ce sont les niveaux régional, national. Ainsi, Aija, en tant qu'espace local, fait également partie de la région d'Ancash, et fait également partie du pays Pérou. C'est en ce sens que d'autres caractéristiques de l'espace sont évidentes, comme la multiterritorialité et la multidimensionnalité.

[Actuellement, il est proposé qu'il existe] une déterritorialisation comme destruction inexorable de nos territoires, considérés comme des espaces effectivement dominés et/ou appropriés, [en réalité] ce que nous trouvons est une transformation beaucoup plus rapide des territoires, configurant ce que nous proposons d'appeler "multiterritorialité" : l'expérience concomitante ou successive de multiples territoires dans la composition de notre territorialité. (Haesbaert 2012)

La compréhension de chaque type de territoire dans sa globalité, sa multidimensionnalité et son organisation à différentes échelles à partir de ses usages inégaux, nous permet de comprendre le concept de multiterritorialité. Considérant que chaque type de territoire a sa territorialité, les types de relations et d'interrelations nous montrent les territorialités multiples. Pour cette raison, les politiques d'un territoire en tant que bien l'impactent en tant qu'espace de gouvernance (sic) et vice versa. La multiterritorialité unit tous les territoires par le biais de la multidimensionnalité et d'échelles géographiques qui peuvent être représentées comme des couches géographiques dans lesquelles une action politique se déroule à plusieurs niveaux et échelles : local, régional, national et international. (Mançano 2011)

Cette caractéristique de la multiterritorialité et des espaces multidimensionnels est vécue différemment par les acteurs locaux, c'est-à-dire qu'elle génère une expérience différenciée dans l'espace et en relation aux autres espaces. Cette expérience est principalement conditionnée par la mobilité que les acteurs peuvent avoir dans leurs espaces, comme en relation aux autres espaces desquelles fait partie leur espaces.

À Aija, d'un côté nous constatons que la mobilité de la population locale leur permet d'établir des relations dans leur localité, avec d'autres localités voisines et/ou avec les localités les plus éloignées vers lesquelles la famille a migré, tout ça pour soutenir leur vie. D'une autre côté, les sociétés minières établissent des relations à chaque niveau territorial -local, national, global- qui leur permettent d'assurer la réalisation de leurs projets.

Ce n'est pas un aspect mineur, puisque cette mobilité permet aux acteurs de construire des réseaux qui leur permettent de soutenir la vie sur leur territoire à partir des activités qu'ils connaissent. Dans la réalité actuelle d'Aija, la plus grande mobilité des acteurs miniers leur permet de contrôler certains secteurs d'Aija, d'extraire les minéraux et de les sortir d'Aija pour les vendre. D'autre part, les activités agricoles sont limitées car les routes sont en très mauvais état, ce qui ne leur permet pas d'échanger leurs maigres excédents de production.

A cela s'ajoute l'absence de l'Etat, qui aggrave la situation de la population locale parce qu'elle est laissée sans protection, tout en permettant aux compagnies minières d'extraire le minerai, indépendamment de la contamination ou des droits des travailleurs. En ce sens, la difficulté de mobiliser la population locale l'empêche de faire parvenir ses revendications aux niveaux de gouvernement où se prennent les décisions concernant l'activité minière, c'est-à-dire au niveau régional, à Huaraz, ou au niveau national, à Lima. C'est pourquoi l'analyse sur la mobilité proposée par Doreen Massey est pertinente...

Car il semble bien que la mobilité et le contrôle de la mobilité reflètent et renforcent à la fois le pouvoir. Il ne s'agit pas simplement d'une répartition inégale, du fait que certaines personnes se déplacent plus que d'autres et que certaines ont plus de contrôle que d'autres. C'est que la mobilité et le contrôle de certains groupes peuvent affaiblir activement d'autres personnes. La mobilité différentielle peut affaiblir l'effet de levier des personnes déjà faibles. La compression spatio-temporelle de certains groupes peut miner le pouvoir d'autres groupes. (Massey 1994).

La mobilité de la population est limitée à Aija, en raison du mauvais état des voies de communication et de la délimitation par les sociétés minières de certains espaces qui coïncident avec les sources d'eau et les zones de pâturage. Cette situation, qui limite l'accès de la population aux ressources en sols et en eau, est à l'origine des frictions territoriales que nous allons analyser par la suite.

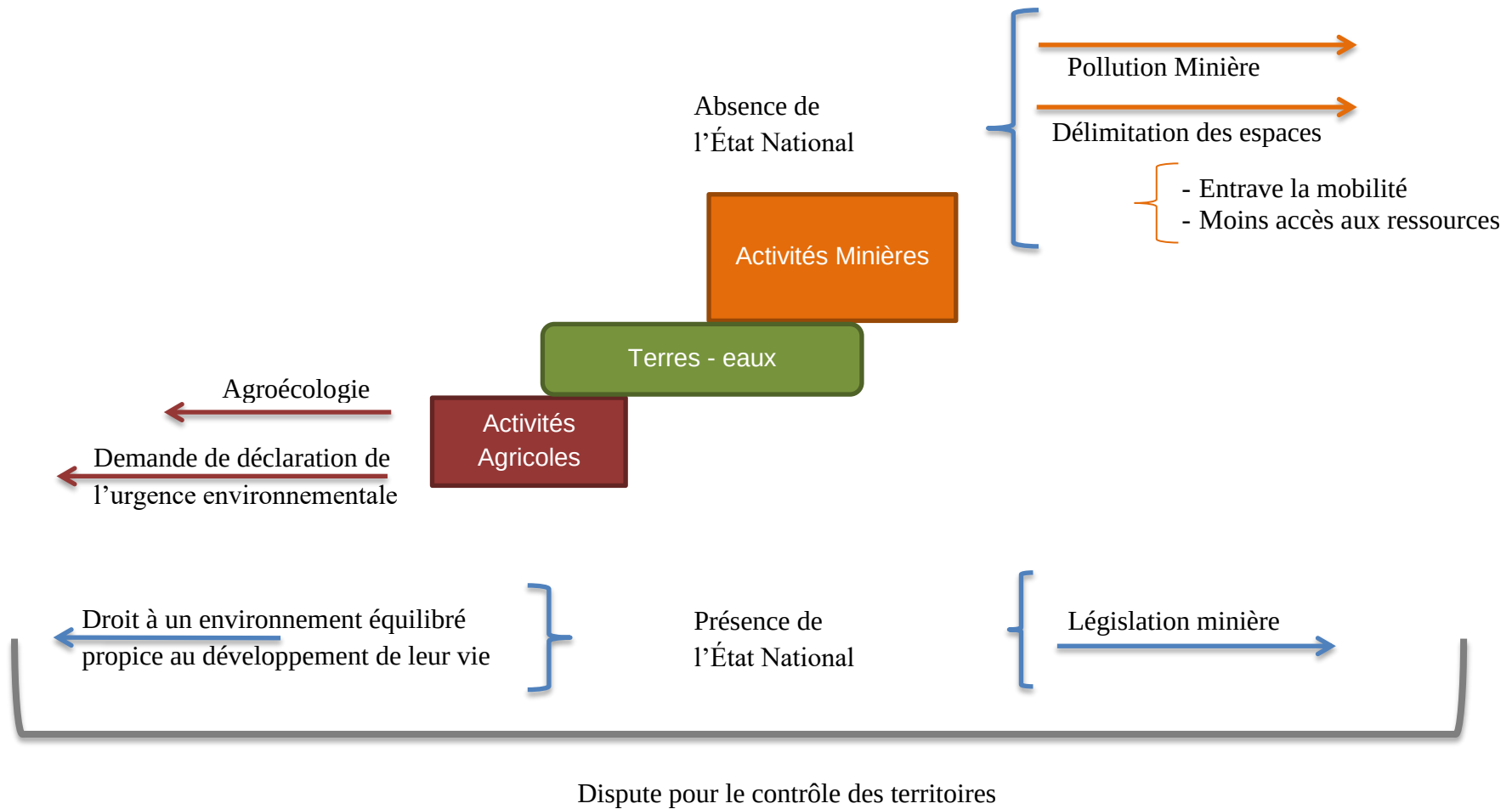
5.2 Analyse de la situation à Aija, les frictions territoriales

La situation décrite ci-dessus montre comment la population locale a de moins en moins accès aux sources d'eau et aux zones de pâturage, deux ressources importantes pour la réalisation des activités agricoles. C'est pourquoi la population et les sociétés minières commencent à se disputer l'accès et le contrôle de ces ressources. Cela génère ainsi la première friction territoriale entre la population locale et les sociétés minières du fait du contrôle des ressources de l'espace.

Friction territoriale produite pour le contrôle de l'espaces et de ses ressources

Cette friction territoriale (schéma 2) se produit entre la population locale, qui réalise des activités agricoles, et les sociétés minières, qui réalisent l'extraction des minerais (surfaces), qui entrent en contact (surfaces de contact) dans la dispute pour l'accès et le contrôle des ressources territoriales – l'eau et la terre - qui sont essentielles pour pouvoir développer leurs activités. Cette friction a comme contexte (caractéristiques de l'environnement) un processus global de dispute pour le contrôle des espaces et de ses ressources et un contexte national qui encourage l'implantation de projets miniers dans les espaces comme celui d'Aija.

Schéma 2 : Friction pour le contrôle de l'espace et de ses ressources



Les témoignages de la population ont montré qu'à Aija, les sociétés minières, en s'installant, délimitent un espace, « leur espace », en y interdisant l'entrée à la population locale. Elles se placent généralement dans les parties plus hautes d'Aija, où se trouvent également les sources des cours d'eau, les "Cabeceras de Cuenca" et les zones de pâturage.

Cette situation limite d'une part l'exercice du droit de la population locale à l'accès, la disposition et l'utilisation de l'eau. D'autre part, en limitant l'accès aux pâturages, les activités des femmes sont limitées, surtout en relation à son rôle de soins, dans ce cas des animaux, parce que ce sont elles, et les enfants, à qui est attribué le rôle de l'élevage. Cela renforce leur rôle en relation à la maison, limitant sa participation dans d'autres aspects de la vie à Aija. Cette situation s'aggrave parce que les femmes ne font pas partie des processus de décision, donc, c'est plus difficile pour elles d'arriver à ce que leurs besoins soient pris en compte.

(...) dans la relation entre l'État ou l'entreprise et la communauté, les femmes ne participent pas et ne sont pas incluses dans les processus de consultation interne. En raison de cette situation de sous-représentation, leurs besoins et leurs intérêts ne sont pas pris en compte par les hommes de leur propre communauté ou par les responsables des entreprises, les autorités et les agents publics (Cuadros 2010).

Ces interdictions à la libre circulation de la population, prises dans leur ensemble avec la contamination avérée produite par les activités minières de la terre et des cours d'eau, limitent également la possibilité de poursuivre les activités agricoles, l'agriculture et l'élevage. L'agriculteur Genaro Antúnez le soutient clairement à quoi bon appliquer différentes techniques agroécologiques si nos terres et nos eaux sont contaminées par les activités minières.

Le contrôle, de certains secteurs d'Aija, est exercé par les sociétés minières avec la complicité de l'État tant par sa présence qu'à cause de son absence. À cet égard, l'État National rend visible sa présence à travers de toute une législation – économique, fiscale, du travail – en relation aux activités extractives, notamment les minières, au profit des sociétés minières qui peuvent développer leurs projets d'extraction des minerais plus facilement. De même, les facilités qu'ont les sociétés minières pour l'implantation de leurs projets sont dues aussi à l'absence de l'État National qui permet aux premières de ne pas respecter la législation péruvienne – environnementale, du travail et fiscale – qui régit leurs activités.

En plus, la pollution des cours d'eau et les difficultés pour accéder aux zones de pâturage mettent en péril la capacité de la population de continuer à reproduire le mode de vie à Aija axé sur les activités agricoles. Cela va au-delà des techniques agricoles, car, comme le soutient Genaro, avec des eaux et des terres polluées, tout effort pour améliorer les activités agricoles est inutile. Enfin, il est évident que le droit constitutionnel de la population à un environnement équilibré et propice au développement de leur vie, est violé.

Cette réalité, dans laquelle les mines contrôlent quelques secteurs d'Aija et la pollution des cours d'eau et des terres, force à la population à changer d'activité, à essayer de travailler pour les mines ou de leur offrir un service, de migrer... ou de protester. La population exige depuis des années que l'Etat national déclare tous les bassins d'Aija en état d'urgence environnementale. Cette lutte s'est articulée avec la population de la province de Huarmey, puisque la pollution produite par les activités minières à Aija affecte tout le bassin. Ce procès ne vise pas à interdire toutes les activités minières, mais plutôt, comme nous l'avons vu, à faire respecter la législation environnementale, à s'assurer que les activités minières sont menées de manière durable et que la continuité des activités agricoles est possible.

Dans un certain sens, les possibilités pour la population de continuer à vivre à Aija comme elle sait le faire sont détruites.

"Bien que le pouvoir soit immatériel, il a une subsistance matérielle inéluctable. Contrôler les processus de reproduction de la vie et de sa propre richesse est à la fois une fin et un mécanisme dans la construction du pouvoir. La capacité de s'approprier les ressources, les processus ou les mécanismes nécessaires non seulement pour le présent mais surtout pour la reproduction future, fait partie des conditions de la possibilité d'hégémonie. La destruction de l'adversaire-compétiteur implique à la fois la confrontation directe et l'élimination ou le contrôle de ses conditions d'existence et de reproduction, avec la vertu que ce second mécanisme tend à naturaliser l'hégémonie. Récemment, le conflit sur les ressources a commencé à devenir une question de survie humaine." (Ceceña 2011)

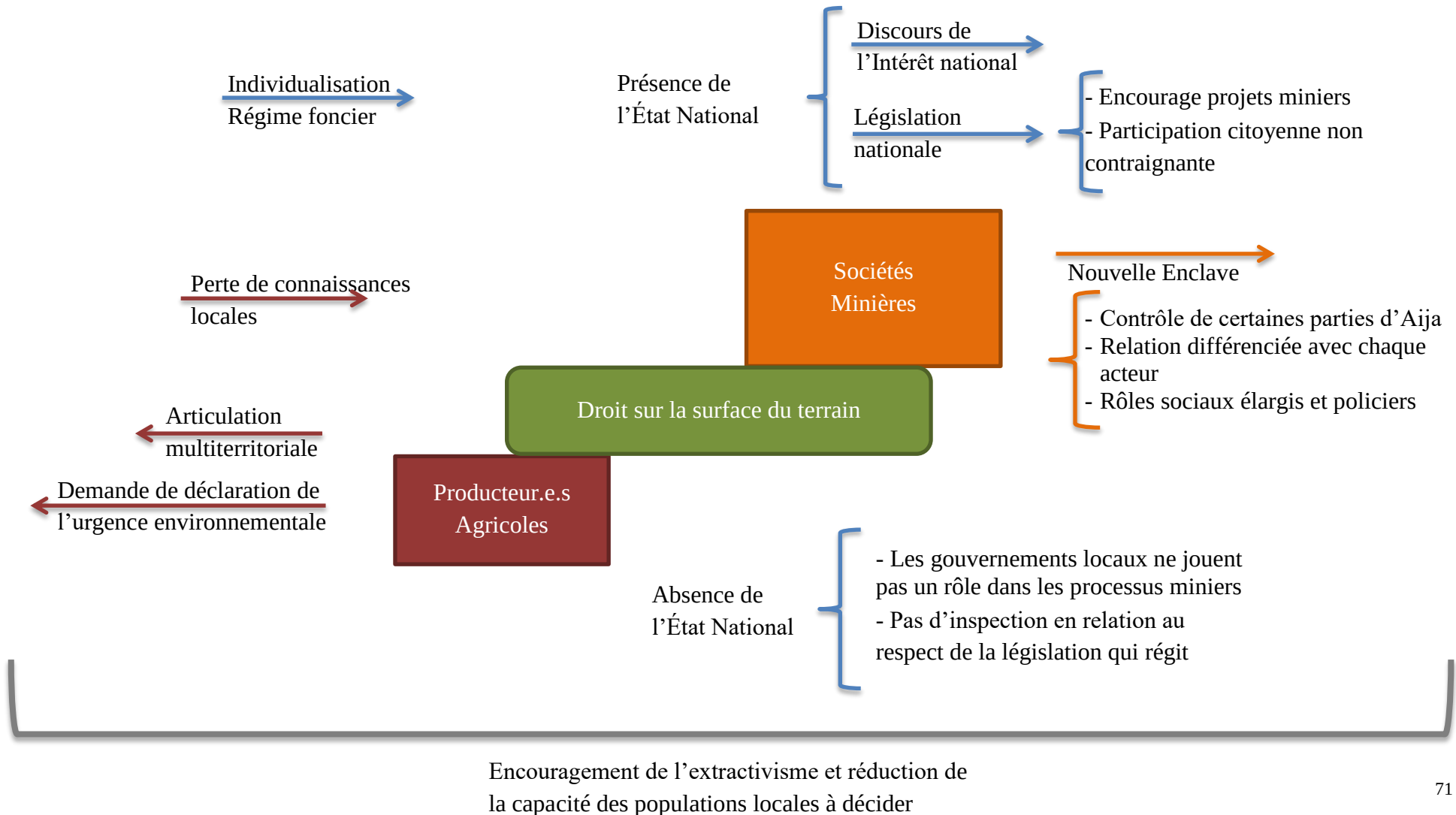
Ce processus de contrôle des espaces, dont Aija est la preuve, n'est pas illégal, puisque la législation péruvienne facilite la mise en œuvre des activités extractives en général, et des activités minières spécifiquement dans les localités rurales des Andes péruviennes. Face à cela, la résistance locale, même avec des causes et des revendications hétérogènes, montre que s'il y a légalité, il n'y a pas de légitimité.

C'est dans ce sens qu'apparaît la deuxième friction territoriale, qui se produit entre la population locale qui habite le territoire et le binôme Sociétés-État dans les processus de décision sur les activités/projets qui seront réalisés à Aija.

Friction territoriale produite pour qui décide de ce qui est fait à Aija

Cette friction territoriale est produite entre la population locale qui réalise les activités agricoles et les sociétés minières qui essaient d'implémenter leurs projets miniers (surfaces) qui tentent d'exercer leurs activités sur les mêmes territoires, en conséquence la friction (schéma 2) est générée pour la dispute pour le droit d'usage des surfaces des terrains, qui constitue l'unique étape du processus minier qui est contraignante et où participent les deux acteurs. Cette friction se déroule dans un contexte global et national (particularités de l'environnement) qui favorise fortement la mise en œuvre de projets extractivistes et qui essaient de réduire la participation de la population à recevoir des informations.

Schéma 3 : Friction produite pour le droit sur la surface du terrain



En effet, la législation nationale élaborée à partir de la Constitution de 1993 a réduit de plus en plus la capacité de décision de la population. Actuellement, la plupart des espaces de participation citoyenne ne sont pas contraignants, c'est-à-dire que ce qui est « décidé » n'est pas obligatoirement respecté. Le processus minier montre à quel point cette situation laisse les populations locales sans protection face aux décisions qui ont été prises sans tenir compte leurs intérêts et besoins.

Dans le cas du secteur minier, comme nous l'avons vu, les concessions sont accordées au niveau national ou régional, selon le type de concession. Dans ce processus, la population et les gouvernements locaux, n'ont aucun rôle. C'est la même situation avec les processus d'inspection de l'activité minière, même s'ils sont les plus touchés par cette activité.

Cette situation devient complexe d'une part parce que les processus de participation citoyenne associés au processus minier ne sont en aucun cas contraignants, ce ne sont que des processus dans lesquels la population est informée du projet et sollicitée pour donner son avis, mais qui n'ont pas un caractère décisionnel. Le seul moment où la population a la possibilité de décider, c'est quand elle doit négocier directement avec l'entreprise pour accorder la licence sociale ou le droit d'utilisation de la surface du terrain. Dans ces processus, les différents organismes étatiques n'interviennent pas, ce qui finit par promouvoir un processus entre les sociétés minières et la population locale, avec l'asymétrie évidente entre les deux acteurs.

Il est important de garder à l'esprit que les activités minières d'Aija sont considérées par l'État comme de petites et moyennes exploitations minières, mais les sociétés minières tentent de s'établir en répétant les modèles des grandes exploitations minières, c'est-à-dire en exerçant un contrôle sur le territoire et ses composantes sociales et physiques, mais sans avoir, d'une part, les grandes ressources mobilisées par les grandes sociétés minières, ni le soutien décisif de l'État national, précisément parce que celles-ci ne mobilisent pas de ressources considérables.

La grande majorité des analyses réalisées sur l'exploitation minière au Pérou s'appuient sur des expériences dans des territoires avec la présence de grands projets miniers. Ainsi, nous avons de nombreuses références à ce qui s'est passé à Cajamarca avec la compagnie minière Yanacocha ou à Las Bambas avec la compagnie Minerals and Metals Group MMG, pour citer les deux des exemples les plus connus. Sur cette base, nous analyserons ce qui se passe à Aija en termes de similitudes et de

particularités. Ce type de comportement, celui des grandes compagnies minières, celui que les petites et moyennes entreprises aspirent à construire à Aija, a été caractérisé par Francisco Durand comme une "nouvelle enclave".

Une enclave est une grande entreprise extractive exportatrice, généralement une entreprise privée étrangère, qui domine un vaste territoire avec le soutien de l'État. Dans le cas de pays comme le Pérou, les enclaves opèrent dans des environnements sociaux pauvres et dans la culture indigène et métisse, réalités qui font qu'il est particulièrement urgent pour les entreprises d'obtenir une "licence sociale pour opérer". Au fur et à mesure que des tensions surgissent et que des conflits éclatent, l'enclave moderne peut jouer des rôles sociaux élargis et même des rôles policiers. Par conséquent, une partie de son action politique consiste à se renforcer avec le soutien de l'État pour mieux contrôler le contexte local instable, mais elle le fait d'une manière qui affecte ou limite l'autonomie, la gestion communautaire et la capacité de décision collective. (...) L'enclave est alors une "île de modernité" qui s'insère dans une mer de pauvreté habitée par des communautés traditionnelles, reliées au marché mondial plus qu'au marché intérieur, une puissante entité "étrangère" qui "enlève la richesse qui appartient à tous", sans que l'Etat ou l'entreprise contribuent de manière importante au développement institutionnel local. (Durand 2015)

Cette caractérisation de l'enclave et de ses environs, décrit dans une large mesure la situation d'Aija. D'abord parce que ces sociétés minières opèrent sur un territoire habité par des populations pauvres principalement dédiées à les activités agricoles. Ces localités sont éloignées des centres du pouvoir politique, ce qui se traduit par une présence étatique minimale. De même, comme plusieurs témoignages l'ont montré, ces entreprises sont installées sur le territoire délimitant une zone à laquelle elles seules ont accès et qui devient généralement le contrôle des sources d'eau et des zones de pâturage.

L'enclave fonctionne aussi en assimilant les pratiques péruviennes de contrôle social, reproduisant sous de nouvelles formes une vieille logique de domination locale et rurale appelée "triangle sans fondement". Le sommet est l'enclave et cherche à établir des relations individuelles et de clientèle avec les parties prenantes, en évitant qu'elles s'unissent comme base. Cette dynamique de pouvoir est souvent proposée et mise en pratique par le personnel local que l'entreprise engage et qui est spécialisé dans la gestion communautaire. (Durand 2015)

Les sociétés minières établissent des relations avec certains acteurs locaux, cherchant principalement à obtenir une licence sociale et l'utilisation des terres de surface, ce qui, une fois réalisé, réduit davantage leur interaction avec les acteurs locaux.

Plusieurs témoignages recueillis à Aija montrent comment les entreprises ont négocié avec les communautés, ou avec les autorités locales de l'Etat, pour générer la licence sociale qui leur permet d'opérer. Les autres acteurs affirment généralement que la mine n'a établi qu'une relation avec la communauté mais que la terre n'appartient pas seulement aux membres de la communauté. D'autres ont exprimé la relation qu'ont eu certains maires avec les compagnies minières, le cas le plus visible était celui du maire de La Merced qui avait une compagnie de transport qui fournit des services aux mines pour le transport du personnel. Cette situation limite la capacité de la population locale à prendre des décisions collectives.

Dans le cas de l'enclave, ses objectifs sont essentiellement économiques et ses moyens de toutes sortes, au point de concevoir, développer et mettre en œuvre un large éventail de politiques sociales privées ou privatisées, parfois répressives, formellement et informellement mises en œuvre. C'est ainsi que l'enclave finit par organiser de facto le territoire, investir et exécuter des travaux publics, générant une domination, un contrôle ou une influence socio-territoriale, qui ressemble au rôle d'un gouvernement. (Durand 2015)

Dans le cas d'Aija, la promesse la plus répandue faite par les entreprises les plus puissantes comme Lincuna est l'amélioration de l'autoroute Recuay-Aija-Huarmey. Ils tentent ainsi de démontrer leur volonté d'améliorer la qualité de vie de la population locale, donc en essayant d'avoir des *rôles sociaux élargis*, cependant, à ce jour, cette route est encore en très mauvais état. Donc, nous voyons que les entreprises minières promettent la mise en œuvre de différents projets en bénéfice de la population –salon de réunion pour la communauté, chemins, l'achat de la production locale – mais ces promesses ne sont pas toujours respectées, et quand elles le sont, la population sent que ça a été fait en bénéfice d'un petit comité de personnes.

La définition de cette enclave moderne représente une alliance entre l'entreprise et l'Etat afin d'atteindre les objectifs économiques des deux acteurs. Dans le cas de l'exploitation minière à grande échelle, cette alliance conduit l'État à jouer un rôle dans la mise en œuvre du projet minier. Ce rôle s'exerce surtout en cas de conflits éco-territoriaux. Dans le cas d'Aija, cette alliance se produit davantage entre les entreprises, au pluriel, et l'Etat national qui est en même temps présent et absent. Il manifeste sa présence au travers de la législation nationale qui encourage la mise en œuvre de projets d'extraction, principalement miniers dans le cas d'Aija, et aussi à travers des lois qui limitent la participation des citoyens à la réception d'informations

et à l'expression de leurs opinions mais qui ne font en aucun cas partie de la décision finale. Par contre, son absence au niveau local génère un contexte dans lequel les entreprises peuvent violer toute législation régissant leurs activités - fiscale, environnementale, sociale - et continuer à opérer en toute impunité.

L'absence de l'État non seulement déprotège (rend vulnérable) la population locale par rapport aux sociétés minières, ce qui finit par obliger la population locale à établir des relations asymétriques avec elles. En même temps déprotège les producteurs agricoles, puisqu'ils ne bénéficient pas de projets et de programmes visant à améliorer leur situation. Dans le contexte péruvien actuel, l'Etat national oriente ses efforts vers la promotion de l'agriculture côtière, et dans cette organisation de ses efforts, et donc du territoire national, la sierra péruvienne a le rôle de source des ressources en eau. Un exemple est le projet, non encore réalisé, du barrage "Angel Cruz", destiné à endiguer l'eau dans les parties supérieures du bassin Huarmey, c'est-à-dire à Aija, et à diriger l'eau vers la côte pour être utilisée dans l'agro-industrie.

Dans ce contexte, la population d'Aija, qui se consacre principalement à l'agriculture, a été sérieusement affectée dans sa capacité à continuer à vivre de l'agriculture, principalement, parce que le contrôle territorial exercé par les sociétés minières ne permet plus l'accès aux sources d'eau de la partie supérieure des bassins, et parce que leurs activités contaminent les différents cours d'eau, comme le montrent les rapports de l'ANA. Probablement la meilleure manière de mettre en avant la situation dramatique à Aija sont les statistiques de l'INEI, qui montrent à chaque nouveau recensement démographique, que le nombre d'habitants diminue.

Cela entraîne aussi la perte de connaissances locales, car moins de personnes pourront se consacrer aux activités agricoles, les connaissances seront moins utilisées et donc moins transmises de génération en génération. Ils sont perdus dans la mesure où il n'y a pas de lieu d'application concrète. Les connaissances locales ont été construites au cours du long processus de vie sur le territoire et, dans ce sens, elles expriment la relation entre les groupes humains et l'espace dans lequel ils habitent. En perdant cet espace, le lieu concret d'application du savoir, nous les perdons.

Malgré toutes les évidences négatives que cette situation entraîne pour la vie à Aija, elle est légitimée par un discours promu par les compagnies minières, l'Etat national

et par un ensemble de médias, dans lesquels l'activité minière représente l'intérêt national, déclaré arbitrairement par chaque gouvernement, et dans lequel la population locale est délégitimée dans sa capacité à décider de ce qui lui convient le mieux. En ce sens, il convient de comprendre «l'intérêt national» en tant que catégorie qui englobe et articule en même temps développement et démocratie.

L'intérêt national serait alors la recherche d'une meilleure qualité de vie qui ne sera atteinte que par le développement et l'exploitation est nécessaire pour toutes les ressources supposées qu'elle apporterait au pays, en termes de PIB. En même temps, l'intérêt national nous renvoie à une collectivité dont nous faisons nécessairement partie. Même si nous n'avons pas participé à la construction de cet intérêt national, nous ne pouvons pas nous y opposer, car nous nous opposerions au collectif, qui est toujours plus important que l'individuel.

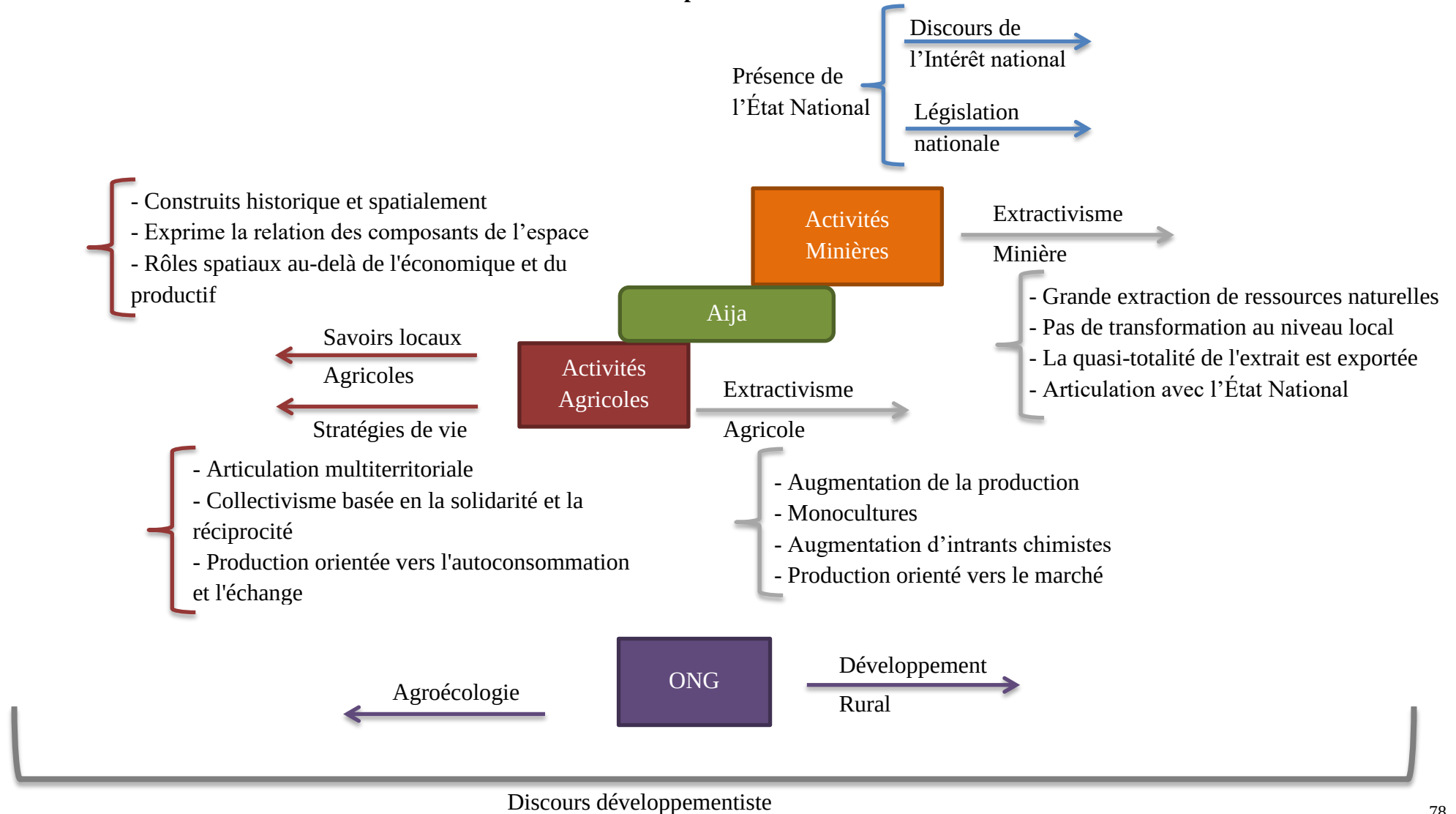
Paradoxalement, à côté de ce discours, aujourd'hui l'individualisme est exacerbé. Cela est évident dans le processus d'individualisation du régime foncier qui, comme le soutient Jhancke (2012), *encourage des programmes sociaux tels que visant à accorder des titres de propriété mais qui visent à accorder des titres de propriété d'une manière particulière, rompant ainsi la propriété collective des communautés paysannes et autochtones, et permettant et facilitant ainsi la négociation éventuelle de terres pour l'utilisation des activités d'extraction.*

Ce discours de l'intérêt national mobilise aussi des idées pour montrer que l'agriculture qui est pratiquée dans les Andes est une activité arriérée, qui ne génère pas de développement. De plus, cela véhicule l'idée que si l'État réalise ce que la population locale exige, cela signifierait accepter les impositions de groupes minoritaires, en dépit de la volonté de la majorité ce qui serait contraire à la démocratie. Au contraire, l'exploitation minière exprime le progrès, le développement et l'intérêt national, donc elle exprimerait l'intérêt de la plus grande partie de la population péruvienne. Ainsi, la troisième friction territoriale se produit entre le mode de vie de la population locale axée sur les activités agricoles et le mode de vie que représente l'exploitation minière.

Friction territoriale produite entre deux modes de vie

Cette friction territoriale (schéma 3) se produit entre deux modes de vie (surfaces) celle de la population locale axées sur les activités agricoles, et celle des sociétés minières axées sur les activités extractivistes, le lieu de la friction (surface de contact) est Aija car tous deux ont besoin de l'espace Aija pour pouvoir développer leurs activités et atteindre leurs objectifs, même si les bénéfices qui en découlent sont destinés à une localité différente d'Aija, comme dans le cas des mines. Enfin, cette friction s'inscrit dans un contexte (caractéristiques de l'environnement) conditionné par le discours du développement dans lequel les activités agricoles, telles que celles menées à Aija, sont un frein au développement, et au contraire, les activités minières sont les seules qui permettraient de construire le développement tant souhaité.

Schéma 4 : Friction produit entre deux modes de vie



À partir des années 1990, est développé un processus global de réorganisation des relations internationales et du rôle des différents espaces -mondial, national et local- à l'échelle globale. Dans ce processus, des espaces comme le Pérou, représentent des sources de matières premières - minéraux, terre, eau, énergie. Ce processus a entraîné d'importants changements dans la réalité péruvienne, principalement en raison de la réduction du rôle de l'État dans l'amélioration de la qualité de vie de la population péruvienne, en même temps qu'il a mis en œuvre toute une série de mesures juridiques, dont le changement constitutionnel, qui a assuré l'accomplissement de ce rôle de source de matières premières.

D'après ce modèle, l'Etat national a promu une organisation de l'espace national en accord à son rôle au niveau global, dans lequel la côte est orientée pour concentrer les populations dans les villes et dans leurs vallées pour réaliser les activités agro-industrielles ; les Andes concentrent l'extraction minière et est une source d'eau pour l'agro-industrie de la côte et de production de l'énergie électrique ; et l'Amazonie est un espace destiné aux activités forestières, à la production de biocarburants et à l'extraction pétrolière.

Toute cette réalité a eu de multiples impacts sur la vie sociale et politique au Pérou, mais là où elle a peut-être eu le plus d'impacts, c'est au niveau local, principalement dans les localités rurales, précisément là où se trouvent les matières premières – minéraux, pétrole, terre, eau, forêts – que l'on cherche à extraire principalement pour l'exportation.

À Aija, les activités minières sont l'expression au niveau local d'un processus global : l'extractivisme, qui organise les espaces à l'échelle globale entre des lieux d'extraction de matières premières, lieux de production de marchandises et lieux de consommation. L'extractivisme pratiqué dans les lieux d'extraction se caractérise principalement par le fait qu'il s'agit d'une activité qui extrait de grandes quantités de ressources principalement destinées à l'exportation, et où il n'y a pratiquement aucun processus de transformation des matières premières.

Cette définition articule au moins deux points de vue. D'un côté, un point de vue local, parce qu'il se concentre sur l'activité d'extraction des ressources naturelles qui se produisent dans des territoires spécifiques, avec leurs communautés et des écosystèmes altérés. De l'autre, elle contient également une dimension globale, puisqu'elle reconnaît que cette appropriation a un destin qui est orienté vers le commerce extérieur (Gudynas 2013)

Les activités agricoles, en particulier les activités agro-industrielles, sont également des activités extractivistes. Ce type d'agriculture, fortement encouragé par la révolution verte, ne peut être pratiqué à grande échelle à Aija, en raison du peu de surfaces planes. Cependant, elle a motivé des changements dans la façon dont l'agriculture est pratiquée, en particulier dans l'utilisation et l'augmentation des produits agrochimiques - engrais et pesticides - visant tous à augmenter la production, par la monoculture de certains produits, afin de pouvoir s'articuler au marché alimentaire.

L'extractivisme au Pérou est légitimé par l'État national, d'une part par une législation qui promeut ces activités et, comme nous l'avons vu, organise l'espace national en fonction de celui-ci. D'autre part, elle est légitimée aussi à travers le discours sur le développement, dans lequel les activités extractives, principalement minières, constituent une activité centrale, c'est-à-dire prioritaire, si l'on veut parvenir au développement national. Dans ce discours, les activités agricoles non agro-industrielles, c'est-à-dire l'agriculture familiale ou l'agriculture agroécologique, sont des activités archaïques qui contribuent au retard et donc au sous-développement.

En effet, le zèle de ses techniciens, les promesses de ses politiciens, les mensonges de ses publicistes officiels et officieux, et même la répression de ses forces de sécurité visent à renforcer ce bon sens : seule l'exploitation minière, l'extraction du pétrole, du gaz ou la pêche sans discrimination, peut mener une nation peu technologique à faire le saut vers le "premier monde" ou au moins l'OCDE. Ce discours justifie les pratiques autoritaires. (Silva 2017)

L'impact de ce discours au niveau local incite les populations, comme Aija, à changer leur regard sur elles-mêmes, à promouvoir une vision qui dévalorise leur présent et leur passé, et à l'associer au sous-développement, une situation qui doit changer. C'est peut-être là le principal problème des idées de développement, non seulement le "chemin" qu'il vous impose, mais que la motivation de la décision de le suivre est une dévaluation-dévalorisation de votre propre réalité, comme le soutient Esteva:

Aujourd'hui, pour les deux tiers de la population mondiale, le sous-développement est une menace accomplie ; une expérience de vie subordonnée et malavisée, de discrimination et de soumission. Face à cette condition préalable, le simple fait d'associer ses intentions au développement les annule, les contredit, les asservit. Elle empêche de penser à ses propres objectifs, comme le voulait

Nyerere ; elle sape la confiance en soi et en sa propre culture, comme l'exige Stavenhagen ; elle appelle à une administration descendante, contre laquelle Jimoh s'est rebellé ; elle fait de la participation un tour manipulateur pour impliquer les gens dans la lutte pour obtenir ce que les puissants veulent leur imposer, ce que Fals Borda et Raman ont précisément voulu éviter. (Esteva 2013)

Dans le cas d'Aija, cette situation entraîne la perte des connaissances locales, c'est-à-dire la perte d'un mode de vie construit historiquement et spatialement. Les activités agricoles à Aija sont l'expression de la relation de la population locale et de l'espace matériel. En ce sens, ce sont des savoirs produits historiquement et spatialement, c'est-à-dire à travers le temps et aussi à travers des relations qui se sont établies entre l'espace Aija et d'autres espaces. Tout cela configure un équilibre particulier, dynamique, dont l'équilibre dépend de tous les composants et de leurs relations. En ce sens, les activités agricoles, inclus les agriculteur.e.s, jouent un rôle important dans la conservation de l'équilibre spatial.

Ainsi, les activités agricoles jouent des rôles différents par rapport à l'espace. Comme Genaro Antunez nous l'a dit, son père et sa mère ont vu leur santé se détériorer lorsqu'ils ont cessé d'élever des animaux, et cela ne s'est amélioré que lorsqu'ils ont appris qu'il y avait des vaches sur leurs fermes. En ce sens, nous affirmons que "l'élevage de la ferme est le cœur de la culture andine, qui bien qu'elle ne soit pas la seule activité exercée par le paysan, cependant autour d'elle se déplace toute vie dans la campagne" (Valladolid 1994)⁵³

Les écologistes humains travaillant dans les Andes ont spéculé sur la mesure dans laquelle l'organisation sociale andine et les caractéristiques des unités domestiques sont des adaptations aux conditions environnementales de leur pays d'origine. L'agriculture et l'élevage sont également très variés en raison des différentes végétations naturelles (...). L'adaptation paysanne caractéristique aux environnements de montagne inclut la diversification dans le temps et l'espace, ainsi que dans les cultures et les animaux. La technologie la plus pratique est essentiellement à forte intensité de main-d'œuvre : elle utilise des matériaux locaux et est adaptée à l'endroit. La roue n'est pas pratique sur les pentes raides et le potentiel de traction animale est limité. (Mayer 2004)

Les caractéristiques matérielles de l'espace d'Aija ont conditionné la manière dont les activités agricoles sont exercées. En particulier, il s'agit d'un type d'agriculture qui ne peut pas être extensif car il n'y a pas beaucoup de plaines ; il nécessite la mobilisation du travail humain et animal, car la pente des champs ne permet pas

⁵³ Citado en Casa, Chacra y Dinero (Mayer 2004)

l'utilisation de machines lourdes. C'est pourquoi, pour mener à bien ces activités, la société a su s'organiser à travers des relations collectivistes basées sur la solidarité et la réciprocité, ce qui lui a permis de rassembler la force de travail nécessaire, humaine et animale.

Une autre caractéristique importante de ce type d'agriculture est qu'elle est pratiquée principalement par un groupe familial, c'est-à-dire que chaque unité de production appartient à une famille, et c'est en fonction de leurs besoins que la production a été calculée, historiquement elle n'était pas produite en excès et était suffisante pour couvrir leurs besoins.

Cependant, malgré tous les rôles que jouent les activités agricoles par rapport à l'espace et toutes les connaissances particulières générées par rapport à l'espace, ces activités se déroulent dans un contexte très défavorable, ce qui est évident dans le fait que seulement 3% des unités agricoles produisent ce qui est nécessaire pour que les familles qui possèdent ces unités puissent satisfaire tous leurs besoins.

Face à cette situation, de nombreuses institutions de la société civile, ainsi que des ONG nationales et internationales, promeuvent l'agroécologie sur ces territoires depuis plus de 15 ans. Ces institutions mènent des travaux au niveau local visant à améliorer les techniques agricoles au sein des unités de production, et au niveau national, elles développent des processus de plaidoyer pour créer un contexte favorable à l'agroécologie, dont l'objectif ultime serait que l'Etat subventionne ce type d'agriculture.

Ces institutions arrivent avec un discours où l'agroécologie symbolise l'innovation, le futur et qui doit s'articuler avec les connaissances locales pour pouvoir mieux s'adapter au territoire. Cela exprime en partie la notion de souveraineté alimentaire. Par contre, la précarité du secteur agricole dans les espaces comme celui d'Aija, et l'influence de la révolution verte a construit un contexte où les agriculteurs cherchent une augmentation de la production pour parvenir à une articulation au marché, au même temps qu'ils parlent d'une époque meilleure dans le passé et qui explique pourquoi c'est une réévaluation de ce qu'ils ont fait auparavant, même en sachant que cela ne leur permettra pas de subsister.

Ce qui est intéressant ici, c'est que malgré les différences notables entre le discours des ONG et celui des compagnies minières, il y a une coïncidence : tous deux partagent l'objectif final de développement. Cette coïncidence entre les deux acteurs

se fait au détriment des activités agricoles comme celles pratiquées à Aija, parce que dans le discours du développement, la légitimité est acquise aux activités extractives, notamment les minières. Au Pérou, ce discours est principalement promu par les sociétés minières, les différents niveaux de gouvernement et les médias, et à travers eux, ils cherchent à opposer l'exploitation minière à l'agriculture, associant à la première les idées de la modernité, du progrès, du développement et de la démocratie. Par contre, ce discours associe le retard, la pauvreté et les intérêts des individus généralement extrémistes de gauche à l'agriculture.

D'une manière générale, il existe donc un contexte dans lequel le mode de vie de la population locale fondé sur l'agriculture n'est pas pris en compte. Il ne s'agit pas d'un processus nouveau, mais plutôt renforcé par chaque nouvel acteur qui vient à Aija et essaie de montrer à la population locale la meilleure façon d'améliorer sa vie. Cela signifie que chaque espace est constamment confronté à de nouvelles interactions et à de nouveaux liens, de sorte que les sujets qui l'habitent font face à de nouveaux défis afin de continuer à produire et reproduire leur vie dans cet espace. Par conséquent, plutôt que de parler de nouveaux sujets ou de nouveaux processus, nous avons devant nous la reconfiguration de ce qui préexiste et qui prend un nouveau sens. Pour le cas spécifique des groupes humains qui habitent l'espace que Porto-Gonçalves soulève:

En d'autres termes, ces sujets que beaucoup appellent nouveaux, peut-être qu'ils ne sont pas si nouveaux, ils débattent d'autres questions, d'autres relations, ils ont dû se forger dans des situations asymétriques de pouvoir sans être annulés et, plutôt que de résister, r-exister, ils se réinventent dans leur différence, tout comme l'Européen est aussi une invention dans la différence, bien que dans la condition du pôle dominant dans "le monde-système". (Porto-Gonçalves 2013)

Par rapport au discours sur le développement, cela a des impacts multiples, des implications concrètes, tant dans le bon sens que dans les actions que ce bon sens oriente. Il est essentiel de garder cela à l'esprit surtout de nos jours que le local est considéré comme l'espace de construction et de sauvetage des formes non capitalistes de production, de distribution et de consommation et qu'il serait donc le lieu à partir duquel il serait possible de transiter vers des relations durables et harmonieuses entre les êtres humains et la nature. C'est pourquoi Massey (1994) nous invite à ne pas idéaliser le local, puisqu'il existe des localités à partir desquelles l'espace global est organisé et donc les processus qui en découlent.

L'équilibre spatial d'Aija, qui dépend dans une large mesure des activités agricoles, est aujourd'hui affecté par de multiples causes. Certaines générées à Aija, comme la pollution produite par les activités agricoles qui utilisent des intrants chimiques et les activités minières ; ou les activités extractives qui s'expriment à Aija par une intensification des activités minières et des projets de barrage des cours d'eau pour intensifier l'agroindustrie côtière de Huarmey.

D'autres, générées en dehors d'Aija, nous parlons ici du manque de protection de l'État péruvien par rapport à l'agriculture familiale andine et au rôle qu'il joue dans l'augmentation des activités extractives telles que l'exploitation minière ; de l'impact du discours de développement et la révolution verte qui ont modifié le mode traditionnel, adapté à l'espace, de réalisation des activités agricoles.

6. Conclusions

L'histoire d'Aija montre comment l'organisation de l'espace matériel et de la vie de la population dépend des activités qui s'y déroulent, ainsi que de l'interaction avec les autres espaces. Cette histoire montre aussi que les activités minières et agricoles ont toujours été présentes, bien qu'elles jouent des rôles différents dans l'organisation de l'espace et de la vie de la population.

Aujourd'hui, l'agriculture continue d'être une activité centrale dans la vie de la population et dans l'organisation de l'espace, son rôle va au-delà de l'économique/productif, puisqu'il joue également des rôles en relation avec les relations sociales et culturelles de la population. Les activités minières sont quant à elles passées d'être une activité ayant un rôle secondaire dans la vie de la population à une activité qui organise l'espace et conditionne la vie des gens sans pour autant qu'ils y participent.

Les deux activités se déroulent dans le même espace et nécessitent les mêmes ressources. Il a été proposé d'analyser la relation entre ces deux activités dans l'espace local, plutôt que de caractériser chaque activité séparément, sur base de la notion de friction territoriale. Cela nous a permis tout d'abord de mettre en avant différents enjeux à partir de chaque friction territoriale : les ressources de l'espace, les processus de décision, et les modes de vie des acteurs. Ensuite de saisir tous les autres éléments qu'il faut prendre en compte pour clarifier une situation aussi complexe que représentent des espaces locaux comme celui d'Aija.

Spécifiquement, cela nous a permis d'analyser l'influence de la relation que les deux activités établissent avec d'autres espaces, tant l'espace national que l'espace global, et comment les processus qui sont promus à l'échelle globale et mis en œuvre au niveau local par l'État National, expriment l'influence et l'imposition des intérêts de certaines localités, principalement celles du Nord global. Cela souligne également l'influence croissante des processus globaux, depuis la colonisation, à Aija.

Depuis les années 1990, en accord avec un processus mondial, les activités extractives, comme l'exploitation minière, ont augmenté. Pour y parvenir, il a été nécessaire d'organiser et d'attribuer des rôles à l'échelle mondiale aux différents espaces - nationaux et locaux - et donc de disposer d'espaces pour l'extraction des matières premières, pour la production des biens et pour la consommation. Dans ce contexte, le Pérou s'est vu attribuer le rôle de source de matières premières.

Dans le cas péruvien, pour s'acquitter de ce rôle, il a fallu mettre en œuvre divers changements structurels, principalement au niveau économique et politique. D'un côté la privatisation des entreprises d'État, ce qui a entraîné le licenciement massif de travailleurs. D'un autre un processus d'ajustement structurel, changements légitimés par la nouvelle Constitution néolibérale élaborée et approuvée en 1993.

Ce contexte a impacté fortement le niveau local, dans lequel on constate d'une part que malgré les multiples rôles joués par les activités agricoles et le fait qu'elles soient exercées par la quasi-totalité de la population, seulement 3% des familles de producteurs agricoles sont capables de subvenir à leurs besoins grâce à leur production. Cette situation est aggravée parce que l'agriculture pratiquée à Aija, qui n'est pas agro-industrielle, ne reçoit pas de soutien de l'État, ce qui met davantage en péril sa continuité. C'est particulièrement grave et même contre-productif si l'on tient compte du fait que c'est précisément ce type d'agriculture qui emploie 25% du PAE national et que 70% de la nourriture consommée par la population péruvienne est produite grâce à elle.

D'autre part à Aija, les compagnies minières qui développent l'exploitation minière sont considérées dans le régime des petites et moyennes exploitations minières. Cependant, ces sociétés essaient de mettre en œuvre leurs projets en suivant le modèle d'action des grandes sociétés minières, c'est-à-dire en essayant de reproduire le modèle de la "nouvelle enclave". Ce modèle implique la délimitation et l'exercice d'un contrôle total sur certaines parties de l'espace, laissant la population sans accès à ces zones et affectant la libre mobilité à Aija. Cette situation est d'autant plus grave car les sources d'eau et les zones de pâturage sont généralement situées dans ces zones, deux éléments d'une grande importance pour le développement des activités agricoles.

De même, ces entreprises, afin d'obtenir les permis nécessaires à l'extraction des minéraux - le droit d'utiliser la terre de surface ou la licence sociale - développent des négociations différenciées avec divers secteurs sociaux, promettant la réalisation de divers travaux d'infrastructure sociale, en ce sens qu'ils remplissent des rôles sociaux allongés. Cependant, les sociétés minières d'Aija ne parviennent pas à s'établir en tant que "nouvelles enclaves" principalement parce que d'une part elles ne mobilisent pas toutes les ressources économiques et les relations internationales dont disposent les grandes sociétés minières, et d'autre part parce qu'elles n'ont pas le

soutien décisif de l'État national, précisément parce qu'elles ne disposent pas de ressources économiques importantes.

L'État national péruvien joue dans ces contextes un rôle aussi bien par sa présence que par son absence, ce qui peut apparaître comme contradictoire, mais qui donne finalement le même résultat. Définitivement, toute la législation minière et les politiques économiques visant à promouvoir la mise en œuvre de projets extractivistes montrent leur présence par rapport au secteur minier. Cette législation permet aussi aux sociétés minières de n'être obligées de négocier avec la population locale qu'au moment de l'obtention du droit d'usage de la terre de surface ou de la licence sociale.

D'autre part, l'absence de réponses aux demandes de la population en matière de pollution minière et d'autres violations légales de la part des sociétés minières, rend visible l'absence de l'État qui promeut l'impunité dans laquelle les sociétés minières opèrent à Aija.

Le concept de friction ouvre la possibilité que les activités peuvent se limiter, se promouvoir ou s'entraver entre elles, ce qui peut mener à la question de la viabilité de continuer à développer les deux. En ce sens, ce que nous avons pu observer à Aija soulève que les activités minières limitent, pour ne pas dire interdisent la réalisation des activités agricoles dans de bonnes conditions. À l'heure actuelle la difficile situation de la population locale met en question la pertinence de continuer à mener des activités minières et agricoles en même temps, surtout quand on observe que la population diminue d'année en année, et que celle qui reste à Aija n'arrive pas à vivre de leurs activités agricoles.

En ce sens, est-il possible qu'avec un contrôle environnemental adéquat du processus minier, l'agriculture puisse continuer à être pratiquée à Aija ? Si oui... Quel rôle la population locale, l'Etat et les sociétés minières devraient-ils jouer pour que la continuité des deux activités soit possible ? La relation de pouvoir entre les différents espaces peut-elle être équilibrée ?

Au niveau national, la réalité d'Aija, où les facilités données aux sociétés minières pour implémenter leurs projets extractifs sont évidentes, comme les difficultés qu'ont les producteurs agricoles pour réaliser leurs activités, questionne le rôle de l'Etat national, par sa présence aussi bien qu'au travers de son absence. En ce sens, elle remet en question principalement la légitimité du cadre juridique établi en 1993

avec la constitution d'orientation néolibérale, qui est toujours en vigueur, puisqu'elle a été élaborée et approuvée un an après l'auto-coup d'État du gouvernement de Fujimori et de la fermeture du congrès national. Un gouvernement qui a aussi été marqué par la corruption et la violation des droits humains.

Il est donc nécessaire de faire une analyse des espaces locaux comme Aija pris dans leur ensemble, c'est-à-dire, analyser l'espace national péruvien. Dans ce sens, il est possible de supposer que cette réalité, celle des espaces locaux où les petites et moyennes sociétés minières développent leurs activités avec la complicité de l'État national, et qui met en danger la continuité de vie des populations locales, est bien plus généralisée que ce que les médias nous montrent en parlant uniquement de grands projets miniers.

Le MINEM reconnaît d'ailleurs qu'en 2018 il y avait 685 unités de production minière actives sur l'ensemble du territoire national, 288 unités minières en exploration. En 2019 le dernier inventaire des passifs environnementaux miniers en a comptabilisé 8448. Les concessions minières, les explorations, les exploitations et les responsabilités environnementales sont donc une réalité plus répandue qu'on ne peut le voir seulement dans le contexte des grandes exploitations minières et la nécessité de se préoccuper des exploitations de plus petites tailles est et deviendra primordial.

Bibliographie

- Ávila, Gustavo et Baca, Epifanio, 2014. « Concesiones Mineras en el Perú: Análisis y Propuestas de Políticas ». Grupo Propuesta Ciudadana. Lima, Pérou.
- Baca, Epifanio, 2018. « Estudio sobre marco normativo minero en Perú ». Grupo Propuesta Ciudadana. Lima, Pérou.
- Basadre, Jorge, 2014. « Historia de la República del Perú 1822 - 1933 ». Ediciones El Comercio. Lima, Pérou.
- Bueno, Cosme, 1951. « Geografía del Perú Virreinal (Siglo XVIII) ». Publicado por Daniel Valcárcel. Lima, Pérou.
- Ceceña, Ana Esther, 2008. « Estrategias de construcción de una hegemonía sin límites ». En *Hegemonía, emancipaciones y políticas de seguridad en América Latina: dominación, epistemologías insurgentes, territorio y descolonización*. Programa Democracia y Transformación Global. Lima, Pérou.
- Celestino, Silvia, De la Cruz, Liz, et Huaney, Julio, (2014). « Estudio de Diagnóstico y Zonificación con fines de demarcación territorial de la provincia de AIJA ». Presidencia del Consejo de Ministros de Perú – Gobierno Regional de Ancash. Ancash, Pérou.
- Cuadros, Julia, 2010. « Impacto de la minería en la vida de hombres y mujeres en el Sur Andino. Una mirada desde el género y la interculturalidad. Los casos Las Bambas y Tintaya ». CooperAcción. Lima, Pérou.
- De Echave, José, 2007. « Gobernabilidad e Industrias Extractivas en Ecuador, Perú y Guatemala: el Caso de la Minería ». CooperAcción. Lima, Pérou.
- Defensoría del Pueblo, 2019. « Reporte Mensual de Conflictos Sociales N° 181 ». Lima, Pérou.
- Delcourt, Laurent (2010). « L’avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre ». *Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannes*. Alternatives Sud Vol. XVII-2010/3. Louvain-la-Neuve, Belgique.

- Dirección Regional de Salud Ancash, 2014. « Análisis de Situación de Salud – ASIS ». Ancash, Pérou.
- Dourojeanni, Marc, 2017. « ¿Qué son “cuencas de cabecera” o “cabeceras de cuenca”? ». SPDA Actualidad Ambiental. Site internet <http://www.actualidadambiental.pe/?p=46650>. Lima, Pérou.
- Durand, Francisco, 2015. « Poder político y gobierno minero ». Cuadernos de CooperAccion N°1. CooperAccion. Lima, Pérou.
- Eguren, Fernando et Pintado, Miguel, 2015. « Contribución de la Agricultura Familiar al Sector Agropecuario en el Perú ». Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES). Lima, Pérou.
- Escobal, Javier; Ricardo Fort y Eduardo Zegarra (Eds.), 2015. « Agricultura peruana: nuevas miradas desde el Censo Agropecuario ». GRADE. Lima, Pérou.
- Esteva, Gustavo, 2013. « Desarrollo ». En : Movimientos sociales, solidaridad internacional y construcción de alternativas: ¿Más allá del desarrollo? Broederlijk Denle – Programa Democracia y Transformación Global. Lima, Pérou.
- Fisher, John, 1977. « Minas y mineros en el Perú colonial, 1776-1824 ». Instituto de Estudios Peruanos. Lima, Pérou.
- Giersz, Miłosz et Prządka, Patrycja, 2009. « Cronología cultural y patrones de asentamiento prehispánico en el valle del río Culebras, Costa Norcentral del Perú ». Revista Electrónica de Arqueología, Vol. 4 – N° 11, Pontificia Universidad Católica del Perú. Lima, Pérou.
- Glave, Luis, 2009. « Propiedad de la tierra, agricultura y comercio, 1570-1700: El grandespojo ». Compendio de historia económica del Perú tomo 2: Economía del período colonial temprano. Banco Central de Reserva del Perú – Instituto de Estudios Peruanos. Lima, Pérou.
- Gudynas, Eduardo, 2013. « Extracciones, Extractivismos y Extrahecciones ». Centro Latino Americano de Ecología Social – CLAES. Observatorio del Desarrollo. No 18.

- Haesbaert, Rogério, 2012. « Del mito de la desterritorialización a la multiterritorialidad ». Conférence du même titre présenté à l'Institut de Investigaciones Sociales de l'UNAM. District Fédéral, Mexique.
- Hoetmer, Raphael, 2014. « Siete hipótesis exploratorias sobre biopolítica extractivista, la criminalización de la disidencia, y alternativas ». Programa Democracia y Transformación Global. Lima, Perú.
- Jahncke, Javier, 2012. « Ordenamiento territorial y minería, y los mecanismos de participación y consulta en el Perú ». Anales Seminario Internacional Desarrollo territorial y extractivismo: luchas y alternativas en la Región Andina / Nicoletta Velardi y Marco Zeisser Polatsik editores. Centro de Estudios Regionales Andinos Bartolomé de Las Casas - CooperAcción, GRET. Cusco, Pérou.
- Makowski, Krzysztof, Giersz, Miłosz et Prządka-Giersz, Patrycja (2011). « La guerra y la paz en el valle de Culebras: hacia una arqueología de fronteras ». Andes 8: 231-270. Institut français d'études andines Varsovia – Lima.
- Mançano Fernández, Bernardo, 2011. « Territorio, teoría y política ». En Calderón y León, coords., Descubriendo la espacialidad social desde América Latina. Reflexiones desde la geografía sobre el campo, la ciudad y el medio ambiente. Itaca, México.
- Massey, Doreen, 1994. « Global Sense of Place ». University of Minnesota Press. États Unies.
- Massey, Doreen, 2004. « Lugar, identidad y geografías de la responsabilidad en un mundo en proceso de globalización ». Treballs de la Societat Catalana de Geografia, 57, 2004 (77-84) Open University. Royaume-Uni.
- Massey, Doreen, 2012. « Space, Place and Politics in the Present Conjuncture ». Urban NS04, pp: 7-12. The Open University. Milton Keynes, Royaume-Uni.
- Mayer, Enrique, 2004. « Casa, Chacra y Dinero. Economías domésticas y ecología en los Andes ». Instituto de Estudios Peruanos. Lima, Perú.

- Ministerio de Agricultura y Riego, 2007. « Evaluación de los Recursos Hídricos en las cuencas de los ríos Casma, Culebras y Huarmey ». Ancash, Pérou.
- Murra, John, 1975. « Formaciones económicas y políticas del mundo Andino ». Instituto de Estudios Peruanos. Lima, Pérou.
- Porto-Goncalvez, Carlos, 2013. « Territorialidades y lucha por el territorio en América Latina ». Unión Geográfica Internacional. Lima, Pérou.
- Raimondi, Antonio, 2006. « Colección Estudios Geológicos y Mineros para la obra “El Perú”, El Departamento de Ancashs ». Universidad Mayor de San Marcos, COFIDE, Empresa Minera Antamina. Lima, Pérou.
- Remy, María Isabel, 2009. « Las urbes, las ciudades y la población rural ». Revista Argumentos, Edición Año 3, N° 2. Instituto de Estudios Peruanos. Lima, Pérou.
- Silva, Rocío, 2017. « Mujeres y conflictos ecoterritoriales. Impactos, estrategias y resistencias ». Entre Pueblos, Flora Tristán, Demus, AIETI, CNDDHH.
- Tipula, Pedro et Alvarado, Salvador, 2016. « Directorio de comunidades campesinas del Perú ». Instituto del bien común - Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES). Lima, Pérou.
- Valcárcel, Marcel, 1995. « Sociedad rural y agricultura en el Perú (1950-1994) ». El Perú frente al siglo XXI, Fondo Editorial - Pontificia Universidad Católica del Perú. Lima, Pérou.
- Wallerstein, Immanuel (2006). « Comprendre le monde : introduction à l'analyse des systèmes-monde ». La Découverte. Paris, France.

Annexe

Témoignages en espagnol

Así pues ingeniero, nosotros somos 7 hermanos de parte de padre, y de parte de mamá somos 3 más [10 en total]. Mi papa fue agricultor de nacimiento, y a pesar de todas las limitaciones así económicas, hemos trabajado todos juntos. Yo también soy agricultor como mi padre. Hemos criado animalitos tanto como ovejitas, unos cuantos chanchitos, animales menores, pero de una manera así empírica ¿pues no? Tenemos vaquitas, la leche nunca nos faltaba. Ahora también tenemos 3 vacas grandes y una pequeña. De ahí vengo justo, de atenderlos, por darle gusto a ellos [mis padres] porque [cuando] vendieron todos sus animalitos, más se me enfermaron. Como están acostumbrados con la actividad [agrícola y ganadera]. Ahora compró una mi mamá, una vaquita. Preñada para suerte. Parió el año pasado para julio. Están contentos, parece que se han mejorado [de salud]. Mi mamá tiene 89 años. Genaro Antúnez

Después de que se organizó [la asociación de agricultores] yo me retiré casi por 5 años, no he estado presente, por razones de trabajo. Me faltaba economía para atender a mis hijos, entonces arrendé fundos acá en la quebrada. Me puse a trabajar en la producción de paltas y maíz amarillo duro. Así [también] una serie de productos, crianza de cuyes, conejos, así. Para poder solventar [nuestras] necesidades. Yo vivo básicamente de la chacra, más que todo vendemos en Huarmey, Huaraz. Pero acá [en Aija] sembramos así para consumo, poco sembramos. Hay unas pocas personas conocidos que producen para comercializar, [en general] es más para consumo familiar, [muchos] tenemos familia en Huaraz en Lima. Los remanentes nomas vendemos. A veces [nuestro] familiar también nos compra. Yo por ejemplo llevo para mis hijos, [y ellos] ya me están mandando propina, conscientemente me compran el guano de isla, así cada uno pues, criamos animalitos, vendemos animalitos. Yo crío mi conejitos, mis cuyes estoy mejorando ahora, con el apoyo esta vez [de la ONG] me han ayudado con el techo, me han dado calaminas [y] ya lo he techado [el corral]. Genaro Antúnez

No [produzco de acuerdo a] lo que es agroecología, no se ha avanzado mucho. Lo vemos lo fácil, compramos y le echamos. O sea que sin esa pequeña ayuda del abono [químico] ya no produce como antes. Ya no es [se obtiene] la misma cantidad. Es así, [por eso es] que nosotros utilizamos pocos fertilizantes, mínimos, por eso nuestra agricultura es, todavía en buen estado, no lo utilizamos en exceso, simplemente lo necesario. Debería ser diferente ¿no? debemos sacrificarnos pero para producir eso [agroecológicamente]. Si llevamos abono [orgánico] así ¿no? Estamos manteniendo [el buen estado de la agricultura], pero hay como le digo falta conciencia de la gente, [se necesita] que tome conciencia, voluntad de trabajo, se puede mejorar [con] lo que es la agroecología para el sustento de la familia. Lo que son en biohuerto sí, para consumo, en pequeña cantidad, sembramos lechuga, un poco de zanahoria, beterraga, cebolla, a veces por ahí ajo, col, esas cositas. Pero netamente en lo que es cultivo [para vender], lo que es sembrío de papas, no, siempre utilizamos un poco de abono [químico] para darle un poco de fuerza, pero si también utilizamos lo que es abonos... orgánicos, no es orgánico, sino que abono de animales como es de burro, de vaca, de ovino. Eso echamos. Salvador Oncoy - Alcalde de Centro poblado Santa Cruz de Rurec

Acá en estas chacras, no ha entrado todavía ningún fertilizante químico. Acá nada hemos echado todavía hasta el momento, acá no tiene nada de fosfato ni urea. Nada de eso en estos terrenos. Puro [guano de] isla, isla nomás. Pero la gusanera, el gorgojo de los andes empezó. [Como] yo me ausenté a Huaraz, ah [y] eso no se pudo combatir, mi esposa le hizo fumigar con Machazo, pero leve [y] ha cortado. [Al volver] por ahí he probado otro ratito y he encontrado gusanitos, ya entonces ya tengo que cosechármelo [la] próxima semana. [Eso] es un indicador que es ecológico porque está el gorgojo, sino fuera ecológico no hay gorgojo. Eso nos indica que en este terreno no se ha echado veneno, por eso vive. Es limpio nomas porque en su oportunidad nomás se le fumigó, entonces el gorgojo no se ha afectado, así mínimo. Si lo hubiéramos [echado insecticida] como los que producen cantidad, entonces no. Esto es para consumo familiar. Genaro Antúnez

Ahora en Aija yo diría que hay un grupo de 10, 15 promotores productores, incluyendo tres mujeres, que estoy seguro no van a dar marcha atrás, aunque no haya apoyo de Diaconia o de nadie, más no te puedo garantizar. Pero el tema también es

que bueno como sabes también, no es que haya convencional acá y agroecológico allá, todo es mezclado. La agricultura alto andina es así, no es puramente convencional, usan estiércoles y a la vez urea. Lo mismo te podría contar para la parte de manejos de plagas, tienen algunas técnicas de prevención ecológicas, y después cuando hay un problema "fit" [usan insecticida]. No es así blanco [o] negro. Entonces no es porque te digo abandonan el proceso que regresan al negro o al blanco depende de cómo uno lo ve, que es el convencional. Se quedan en un equilibrio que ellos mismos encuentran entre lo ecológico y lo menos ecológico. [Por ejemplo] un productor tiene 2.5has produce un cuarto de h ecológico, lo come, porque sabe que el resto 1.5 ha que le queda más o menos es con agrotóxico y no lo quiere comer. Lo vende al limeño, al chimbotano. Eric Capoen

Me interesa porque los productos que uno cultiva no son como cultivar con químico, o sea que los productos ya son un poco más sanos. Realmente ya no trae contaminación, todas esas cositas. O sea que como digo se está tratando de [retomar] lo que antes pasaba. Cuando era más antes, se cultivaba con puro lo que era natural ¿pues no? lo que era de la zona, de la misma zona, con esas cositas. Ya que muchos años han pasado con lo que es agroquímico, se ha hecho tanta contaminación a lo que son los terrenos también. Se ven nomas tanto terrenos que se han cultivado con eso tipo de agroquímico, se han des fertilizado, ya no tienen esa fertilidad que antes tenían. En cambio si uno piensa con este tipo de guanos, abonos orgánicos, si va ir recuperando de poco en poco lo que se ha perdido. Entonces por eso a veces es importante y por eso prácticamente me está interesando a mí también [la agroecología]. Pero como le vuelvo a decir todavía no soy tan agroecológico. José Rodríguez.

Eso [el problema] de la mano de obra hasta ahora está sin solución, porque sí, es más difícil en mano de obra, está clarísimo y no solamente la transición [a la agroecología], después también. Yo tengo una hectárea de melocotón, en Pamparomás, intenté [que sea agroecológica]. Bueno, cuando hablo en primera persona está mal porque yo casi no tengo tiempo. Entonces [trabajan] mis cuñados, mi suegro, bueno, yo con algunos consejos más que metiendo la mano. Hemos intentado y bueno era una parcela de puro melocotón, monocultivo de melocotón. Diez años de edad, no menos 6, acostumbrados a agroquímicos cuando lo compré y

ha sido un fracaso total, fracaso total. No hemos cosechado casi nada. No puse nada de agroquímicos, hemos intentado varias técnicas agroecológicas, he comprado camionadas de humus. Si hubiera insistido 2 o 3 años, estoy casi seguro que sí estaría en camino a recuperar. Pero, quién va a aguantar eso, si yo no lo aguanto que tengo un poder económico mucho mayor. ¿Quién va? ¡Nadie! Es imposible, sin apoyo externo no lo haces. Además que para poner el humus es tiempo, guano es mucho más tiempo que poner la urea. Entonces ahora esa hectárea está ahí en manejo convencional con algunas cosas [ecológicas], no he regresado al negro. Estoy ahí intentando todavía cosas, pero no puedo decirte que es melocotón orgánico. En mi huertita [sí], ósea yo estoy en esa masa de gente del cuarto de hectárea ecológico porque en mi huertita si tengo mis cuatro melocotones ecológicos mis cuatro paltas ecológicas, todo es ecológico, pero en mi chacra no. Ese es el obstáculo, pero yo no vivo de eso, obviamente. Pero a la vez quizás podría hacer más esfuerzos para seguir. Eric Capoen

Yo acá nomas les vendo a los [compradores] que vienen de Huaraz. Ya no llevamos, ya no nos sacrificamos, cargar allá, descargar, cargar. Ya no. Si no [que] vienen ya los compradores, entonces acá ya lo vendemos. El kilo de [papa] blanca según la variedad 50, 60 céntimos la primera [calidad] y lo que es [papa] huairo 70, 80 céntimos. A veces en este tiempo de cosecha baja el precio, entonces a veces [vendemos a] menos [precio] también pues ¿no? 30 céntimos [el kilo]. Por eso la gente está ya viendo otros mecanismos, otras alternativas, dedicarse a la crianza, sembrar pastos y vender queso, leche ya ¿no? Porque prácticamente si sembramos papa no sacamos nada. El costo es bajo, el precio es bajo y el trabajo que nosotros hacemos, invertimos más, más de la cuenta. Ahora por ejemplo, mi persona, se ha propuesto sembrar pastos y criar mis vaquitas. Tener mi leche, tener mi queso, pero si sembrar poco. Poco, ya solamente para mi consumo. Ya este año, el año pasado he sembrado poco, 3 saquitos, solamente para mi consumo. Es que cuando sacas al mercado ya no sale. No hay ventaja, o sea gastamos más pero no recuperamos nada. Esa es la dificultad con la agricultura. Salvador Oncoy - Alcalde de Centro poblado Santa Cruz de Rurec

Por el momento si [me dedico a la agricultura], pero cuando hay trabajos salgo así a defenderme también por la vida, porque estoy estudiando, [salgo] para solventar lo

que económicamente me falta. Pero de todas maneras me dedico a la agricultura: papa, haba, un poco de chocho. José Rodríguez.

Yo he sido también profesor [hoy soy] cesante, tengo una pequeña pensión, eso me sirve para mantener a mis hijos. [Pero] como no alcanzaba tenía que salir al campo a trabajar. Yo he trabajado también en la mina. El 2003 yo he cesado [jubilado] y el 2005 entre a la Barrick y he estado como supervisor de obras. Seis meses nomas me dieron, por la edad, ya más de cincuenta no te dan ya [trabajo]. Seis meses me dieron en esa oportunidad. Estuve por la cordillera negra construyendo postas médicas, colegios. Estuve ahí, me dieron, como sé un poco de construcción me dieron. Polifacético soy. De ahí seis meses [de trabajo] conseguí en Antamina. Me dieron la producción de flores acá en el Pinar, [en un] vivero de la mina. Yo pedí 25 trabajadores, porque era [cumplir la] meta, para la plantación de flores en las plazas de armas de Huaraz. Me pagaban para producir esas flores en su vivero. A través de una ONG, de un pequeño “services”. Entonces como técnico me contrataron. Yo soy técnico agropecuario aparte de docente, siempre me capacito, yo sé de inseminación artificial de vacas, no de cerdos ni de ovejas, pero la teoría tengo. Injertos de plantas, castración de animales. Aprendí de muchacho antes de ir al instituto, con el patrón del fundo que era, ahí aprendí. Genaro Antúnez

Pero ¿qué falta? falta mercado, falta que nos canalicen todas esas cosas. O sea que ahí está la dificultad. Siempre en el distrito, nuestros alcaldes distritales, provinciales nos dicen: hay que hacer una cadena productiva. Solamente queda en palabras, en teoría nada más, pero en la práctica no nos tienden ese puente para nosotros poder sobre salir. Salvador Oncoy - Alcalde de Centro poblado Santa Cruz de Rurec

Nos consultan algunos temas. Hay bastante desconocimiento en el tema de [sus] derechos y en cuáles son los procedimientos que se necesitan o a los que están obligadas las empresas para poder operar. Y algo que se da al menos en Aija, es que las empresas que van llegando son empresas medianas, así también hay pequeños empresarios mineros que llegan para explotar las minas que existen en la zona. En esos diferentes niveles de explotación minera que son, también tienen diferentes requisitos [y] se incrementa todavía, es mayor el desconocimiento que tiene la

población para poder decidir sobre sus recursos y si dan autorización [para que entre la mina] o no. Muchas veces el municipio local desconoce lo que está sucediendo en el aspecto minero, solamente tratan [la minera] con la comunidad y el Gobierno Regional y el gobierno local a veces ni se entera de lo que está sucediendo en su jurisdicción política administrativa. Christian Florencio

Estamos pidiendo información para saber cómo está distribuido el territorio en torno a concesiones mineras. Casi en su totalidad la microcuenca y el distrito están concesionados. Pero eso no lo sabemos, los pobladores no lo saben. Aija como provincia está concesionado a la minería casi en un 90%. Actualmente han identificado un poco más de 40 operaciones mineras, entre las que son formales e informales, que están ubicadas en la provincia. Hablamos de Cori, Huacllan, la parte de Aija hacia el fondo hay varias mineras... son mediana minería. Lincuna ya paso a ser mediana minería. Huinac es mediana minería. Christian Florencio.

La mina siempre es problema para nosotros. Por eso es que necesitamos bastante información sobre ese tema. Mayormente los mineros se basan de los comuneros. Como las minas están en parte alta en tierras comunales, entonces ellos [la empresa minera] cualquier cosa [hace], conversaciones, apreciaciones piden con los comuneros y pasan [y] se instalan. Pero ¿acaso solamente ellos [los comuneros] son los que van a ser perjudicados? Cuando se instala una mina todos estamos perjudicados, con el agua, con el aire. No van a poder ellos tapar esas cosas. Entonces en esa parte estamos mal, si la mina de repente el Estado le faculta [le da derechos], ok, pero el Estado no dice pues: solamente habla con la comunidad, no dice pues. Sino, habla con la sociedad o con el pueblo. Pero eso es lo que ellos no hacen, solamente, solo hacen esos convenios, esos contratos no sé qué, con los comuneros. Eso no es pues, entonces es ahí que un poco estamos mal. Jesús Manrique

El detalle también es que hasta el momento no he visto ningún taller de presentación de la declaración de impacto ambiental, los estudios. Al menos el año que estoy acá [la empresa] Panizo ha abierto y no he visto nada de eso, algún taller para informar lo que se va a hacer. Cristian Florencio

Hay dos comunidades. O sea nosotros [con] mi papá, pertenece[mos] a la comunidad Santa Cruz, eso pertenece del camino hacia arriba y otro sector Temayllu son moradores de acá, [es decir] viven allá [y] acá. Ellos [comuneros de Temayllu] son los que han autorizado pues, en la comunidad han llegado, o sea que el empresario llega a la comunidad, busca el presidente lo convence [y] a los socios. En cambio a nosotros no llega, solamente nosotros como municipalidad [de centro poblado], como pueblo, velamos por nuestros intereses, por ejemplo nuestra vía carrozable. (...) Sí, hemos tenido gente, pero a veces nuestra propia gente viendo el dinero a veces acepta esas cosas. La mina les propone, vienen [y dicen] saben qué, yo les voy a dar a la comunidad tanto dinero. Entran en una reunión y listo. [Nuestra gente dice] están aprovechando en otro lugar y nosotros porque no podemos aprovechar, hay que darles facilidades [para que se instale la mina]. Eso ha pasado con las comunidades que tenemos, han autorizado y ya están haciendo ya para que puedan [extraer el mineral] análisis de suelo, esas cosas y ya pronto próximo año en esta comunidad van abrir. Pero hay un sector de nosotros [que] estamos contra [la minería]. Pero la mayoría de socios de la comunidad han autorizado y como pueblo nosotros no podemos meternos a los terrenos de la comunidad. Salvador Oncoy - Alcalde de Centro poblado Santa Cruz de Rurec

Yo estaba en Huaraz trabajando con la minera Barrick cuando recién ingresó [empezó sus actividades] en el año 2000. Entonces ¿qué hace [la mina]? Los comuneros de ahí Kaischca, Pierina, ellos no querían que se instale ahí [la mina] porque tenían sus ojos de manantiales donde tenían que tomar [agua] tanto como ellos como sus animales, [en sus] ojos de agua. Pero la minería ingresa [y] todo se lo toma, su posesión diciendo y hace su enmallamiento [cerca un espacio] pues, lo cierra. Frente a eso los comuneros piden apoyo a los demás vecinos de su zona, dos tres comuneros [a cada comunidad], para hacer una huelga para que no dejen instalarse [a la mina]. Pero que hacen [el gobierno] mandan traer a partir de la policía, traen la fuerza armada. Yo llego [y veo] aviones y aviones y facilito [sacan a] la gente. Bombas lacrimógenas. Un único abogado que defendía a favor del pueblo era, los demás [abogados] a favor de la mina. [Finalmente] se instalaron, ¿y? [Decían] va cambiar Huaraz, todos van a ser ricos acá, con esa mira se ha instalado [la mina], y así hasta ahorita [todos igual]. Ese problema no se termina, sigue siendo problema, ese es el problema de la minería. Jesús Manrique

En reunión multisectorial, les dije, cuando vinieron [los] viceministros. Esa vez no dejaron entrar [a todos] solo agricultores, dirigentes. Había policías, pero Aija es tranquilo. De ahí la gente pensaba que [la mina y el gobierno] habían negociado conmigo. Porque [como dejan entrar] al presidente nomas, [y] yo era presidente. De ahí al año siguiente hicimos un paro. En ese paro, casi, casi me hacen pisar el palito. Yo he sido dirigente de educación también. Entonces [sabía que] me tenía que cuidar bastante, prever ante la fiscalía de prevención del delito [por] garantías personales. Todo tenía que buscarme. Entonces [también] recomendar a los usuarios [que si] comenten cualquier desmande, acá no va a ser responsable la dirigencia, cada uno va a ser responsable. Acá estamos yendo a una marcha pacífica, un paro pacífico. No estamos yendo a tirar piedras, a pegarle a la gente. ¿Una protesta así? ¿de forma pacífica? ¡No! Me respondían, diciendo entonces don Genaro ya hizo su negociado [con la mina] ¿Qué es un paro? ¿Una huelga? hay que destruir sus campamentos [me decían]. No es así, [les] decía. Si quieren hagan ustedes. Ser dirigente es bien complicado, no ganas nada, todo ad honorem. Genaro Antunez

Escuche ingeniero, correcto. Por ejemplo eligen [a alguien] defensor, dirigente o alcalde [y] a las finales, [a las] 24h le dan algo y ¿Qué? ¿Por qué? ¿Eso es querer a tu patria, a tu terruño? Entonces ¿Es que la empresa pesa más en este caso? Es por gusto que ha perdido su pulmón, su garganta gritando. Último siente en su bolsillo. Qué sentirán pues, algo así dirán: voy contar mi [dinero]. Perdona que le diga señor, [nosotros] hemos vivido la realidad, están viendo la realidad. [El dirigente] gritando y luego [la mina le dice] señor no quiere [dinero]. No sé qué [les] haría, por eso a veces da cólera, a veces nos utilizan [dicen] que todo el pueblo vamos a tal, simplemente para que se pongan, para que se llenen [los bolsillos]. A los dirigentes [la mina] que les darán, su “caramelito”, qué le darán. Cómo nos utilizan a la masa! Poblador La merced

Falta de un diálogo. Los gobernantes se dejan llevar por la minera, [ella] le dan su parte. Por ejemplo el alcalde de la merced es pro-minero asumió la presidencia de [la organización de la] cuenca. [Luego] se metió a la mina, le ayudaron a formar su empresa, (de transporte de personal a la mina) ahí tiene su empresa trabajando. Entonces no pueden pelearlo [enfrentarse a la mina]. A mí me ofrecieron así

también, que tus hijos trabajen [me dijeron], muchas gracias, no, mientras no me solucionen [el problema del agua], muchas gracias. Porque el pueblo que me va a decir, el pueblo me ha elegido para defender, yo he sido dirigente de organización social de base. Acá la base principal es la agricultura, Aija es zona agrícola y pecuaria, en cada chacra tu vez un animalito, en todas vas a ver un pequeño cultivo. Genaro Antúnez

Algunos trabajaran en la mina pero no todos. Ni el 10%. La gente de acá no somos mineros. Le doy un ejemplo la [empresa] Hércules [o] la [empresa] Lincuna, nosotros hemos ido [a trabajar] de acá. A nosotros solamente nos dan [trabajo] por meses, 2, 3 meses solamente para cuestiones simples de mantenimiento de las carreteras, de los canales, etc. Porque la mina no te dan [trabajo], ellos piden personal a un minero que ha sido [que tiene experiencia], con CV. Nos pagaban 900 soles [al] mes. Del 2014 estoy hablando. De repente ya ha subido, de repente mil, pero tampoco es justo ¿no? – Jesús Manrique

Es curioso que hubiera un evento del agua que fue auspiciado por [la empresa minera] Lincuna. Pero si tú vas al río Llactun el río está contaminado, ese río no tiene vida. Pero están auspiciando eventos que tienen que ver con la conservación del agua. A todos nos regalaron una mochilita. Christian Florencio

[La minera] utiliza nuestra agua, sí. Y nos roba de las lagunas represadas que ha hecho el pueblo, y son lagunas naturales mejoradas, represadas tenemos ocho lagunas, y dos lagunas ya nos han malogrado. Una laguna principalmente Santiago, de donde nace este río, eso por dentro de la laguna pasan los túneles de la mina, entonces a la detonación de la dinamita explosivos ya pues se han hecho grietas, se han rajado, ya no llena esa laguna, anteriormente rebosaba, en esta época estaba rebosando. Ahora esta vez entre estos meses nos han robado la válvula de 8 pulg de una de las lagunas quién más va ser sino ellos si están allí si tienen su seguridad todo al ingreso a esa parte, nadie más entra. Tenemos esa dificultad. Genaro Antunez



Génaro Antunez



Salvador Oncoy



José Rodríguez



Jesús Manrique



Atelier du projet “Interactuando con territorios vivos” communauté d’Ullucurán



Atelier du projet “Interactuando con territorios vivos” en district La Merced

Résumé : A Aija, une ville des Andes au Pérou, toute la population est engagée dans des activités agricoles, mais seulement trois pourcent d'entre elle est en mesure de satisfaire ses besoins grâce à elles. Cela est dû en grande partie à l'impact négatif de l'extractivisme, qui a changé la façon de faire de l'agriculture et de l'exploitation minière. Ces deux activités ont toujours été présentes à Aija, mais le processus d'ajustement structurel des années 1990 a donné une plus grande importance à l'exploitation minière, au point qu'aujourd'hui, avec les activités agricoles, elles organisent l'espace et la vie.

C'est pourquoi ce travail s'appuie sur l'expérience concrète des acteurs locaux, cherchant plus qu'à comprendre l'agriculture ou l'exploitation minière séparément, à comprendre les relations que les activités établissent au niveau local, et en ce sens le rôle qu'elles jouent dans la construction de l'espace Aija. Ces réflexions ont été complétées par l'élaboration d'un cadre théorique visant à clarifier la complexité d'un espace local, comment est-il construit et quelles relations établit-il avec les autres espaces, principalement l'espace global.

Cela nous a permis tout d'abord de mettre en avant différents enjeux à partir de chaque friction territoriale : les ressources de l'espace, les processus de décision, et les modes de vie des acteurs. Ensuite de saisir tous les autres éléments qu'il faut prendre en compte pour clarifier une situation aussi complexe que représentent des espaces locaux comme celui d'Aija.

Ces réflexions nous permettent de mieux comprendre des espaces locaux comme Aija, où les petites et moyennes entreprises minières se disputent le territoire avec les populations locales, une réalité qui est probablement plus répandue dans tout le Pérou que celle produite par les mégaprojets miniers.

Mots clés : Friction territoriale, exploitations minières, activités agricoles, Aija, local, global, extractivisme.